

CONTRIBUTION A L'ETUDE
DE L'IDENTIFICATION DES ANIMAUX:
APPLICATION AU TATOUAGE
DES CARNIVORES DOMESTIQUES

THESE

PRESENTEE

A L'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD DE LYON

MEDECINE - PHARMACIE

ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE 30 AVRIL 1981
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VETERINAIRE
PAR

EVELYNE BRACQ EPOUSE ROMANTZOFF

NEE LE 27 JUIN 1954 A NEVERS NIEVRE



CERCLE BOURGELAT
ENVL

CONTRIBUTION A L'ETUDE
DE L'IDENTIFICATION DES ANIMAUX:
APPLICATION AU TATOUAGE
DES CARNIVORES DOMESTIQUES

THESE

PRESENTEE

A L'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD DE LYON

MEDECINE - PHARMACIE

ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE 30 AVRIL 1981
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VETERINAIRE
PAR

EVELYNE BRACQ EPOUSE ROMANTZOFF

NEE LE 27 JUIN 1954 A NEVERS - NIEVRE -



CERCLE BOURGELAT
ENVL



1.12.1960

ETAT DES MEMBRES DU CORPS ENSEIGNANT EN FONCTION A L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Directeur : Professeur Ph. COTTEREAU

CHAIRES	Professeurs	Professeurs sans chaire	Maîtres de conférences 11 postes	Maîtres Assistants Agrégés	Maîtres Assistants 20 postes	Assistants
Alimentation	-	M. JEAN-BLAIS	-	-	-	M. GRANCHER
Anatomie	M. BARONE	-	-	-	M. DEMOIX	M. DELTOUR
Chirurgie	M. COULON	M. LE NIHOUANNIEN	-	-	M. FAU	M. DULAC
Histologie - Anatomie pathologique	M. TISSEUR	M. CASTELLU	-	-	-	Mme GRANCHER
Hygiène et industrie des aliments d'origine animale	M. CHANTECRELET	-	-	-	M. DEMONT	M. DRICHOUY
Maladies contagieuses	M. JOUBERT	M. PRAVE	-	-	M. CHOMEL	M. DUCLOS
Parasitologie	M. EUZEBY	-	M. GEVREY	-	Mme CHAUVE	M. NGO TAIK
Pathologie générale - Microbiologie - Immunologie	M. OUDAR	-	-	-	M. EUZEBY	M. GUERIN
Pathologie médicale du bétail et des animaux de basse-cour	M. COTTEREAU	-	Mme BRUCERE	-	-	M. THIN
Pathologie médicale des équidés et des carnivores	M. FONTAINE	M. LAPRAS	-	M. LEGEAY	-	M. EOUVIER
Pathologie de la reproduction	M. BERTRAND	M. DESCHANEL	-	-	Mme RACHAIL	M. PEPIN
Pharmacie-Toxicologie	M. LORQUE	-	M. KECK	-	M. JAUSSAUD	Mme PEPIN
Physiologie	M. BOST	M. BOIVIN	-	-	-	M. THIEBAULT
Physique-Chimie	M. DELATOUR	-	-	-	M. GARNIER	Mlle MARTIN
Zootchnie	M. FROGET	-	M. FRANCK	-	Mlle COURSAT	-
C.F.T.S.V.	M. FLACHAT	-	-	-	-	-
	14	7	5	1	10	14



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A mon mari

A mes parents

A toute ma famille

A tous mes amis

A Monsieur le Professeur A. BERTOYE

Professeur à la Faculté de Médecine et de
Pharmacie de Lyon

Nous le remercions du grand honneur qu'il
nous a fait d'accepter la présidence de
ce jury.

Qu'il veuille trouver ici l'expression de
notre respectueuse reconnaissance.

A Monsieur le Professeur M. PRAVE

Professeur à l'Ecole Nationale Vétérinaire
de Lyon

Nous le remercions pour l'aide efficace
qu'il nous a apportée lors de la réalisation
de ce travail.

A Monsieur le Professeur L. JOUBERT

Professeur à l'Ecole Nationale Vétérinaire
de Lyon

Qui a bien voulu juger notre travail.

Qu'il veuille trouver ici le témoignage de
notre sincère reconnaissance.

A tous ceux qui nous ont aidé dans la
réalisation de ce travail et notamment :

Dr BILLARDON et Dr TEYSSÉDRE
Direction des Services Vétérinaires de la Nièvre

Dr BUCHET de Bourges

Cabinet Vétérinaire SAVRE (Nevers)

Dr CARRIER président du SNVPF (Paris)

Colonel CLAVEL CNPA (Paris)

Mme DEBAIME de la S.C.C. (Paris)

Dr FEYRABEND (Paris)

Mr J.M. MORLOT Société Logix (Le Chesnay)

Dr VERRON Président du CNPA (Paris)

Dr WIRTH - NEUWIED (République Fédérale d'Allemagne)

I N T R O D U C T I O N

1ère P A R T I E : G E N E R A L I T E S

A. Marques cutanées chez l'homme

1. Dans les sociétés primitives
2. Dans les sociétés à écriture

B. Identification des animaux

1. Raisons de l'identification
 - a. Signe de propriété
 - b. Raisons économiques et zootechniques
 - c. Raisons sanitaires
 - d. Raisons zoologiques et éthologiques
2. Qualités des moyens d'identification
 - a. Unicité
 - b. Indébilité
 - c. Permanence. Inviolabilité
3. Les exigences d'une bonne identification
4. Diverses méthodes d'identification chez les animaux
 - a. Méthodes descriptives
 - b. Méthodes par apposition de marques
 - c. Méthodes combinées
 - d. Méthode électronique

2 ème P A R T I E : L E T A T O U A G E D E S C A R N I V O R E S

CHAPITRE 1er : B A S E S L E G A L E S

- A. Mise en place de l'identification par tatouage
- B. Personnes autorisées à tatouer
- C. Le processus d'identification

- D. Identification obligatoire pour certains établissements
- E. Tatouage en corrélation avec la rage
- F. Bilan. Projets.

CHAPITRE 2 : DONNEES NUMERIQUES.

- A. Chez le chien.
- B. Chez le chat.

CHAPITRE 3 : SITUATION A L'ETRANGER.

- A. Dans les pays de la C.E.E.
- B. Autres pays.

CHAPITRE 4 : REALISATION PRATIQUE.

- A. Principe général.
- B. Matériel.
 - 1. Les pinces
 - a. Axa 280
 - b. Pinces 7 cases 7 mm.
 - c. Pince TITAN Nova.
 - d. Pinces 6 cases 10 mm.
 - 2. Les dermographes ou tatoueurs électriques
 - a. A lames vibrantes sans réserve d'encre
 - b. A moteur avec réserve d'encre
 - 3. L'encre
- C. Contention
 - 1. Contention physique
 - 2. Contention chimique
 - a. Tranquillisation
 - b. Anesthésie générale

D. Techniques

1. Préparation de la région à tatouer
2. Tatouage proprement dit
 - a. A la pince
 - b. Au dermographe

E. Accidents consécutifs au tatouage

F. Fichier central et fiches d'identification.

1. Fiches du chien
2. Fiches du chat
3. Problèmes posés par la tenue des fichiers
 - a. Gestion
 - b. Mise à jour

3ème P A R T I E : DISCUSSION. TRAVAUX PERSONNELS.

CHAPITRE 1er : CHOIX DE LA METHODE ET DU LIEU DE TATOUAGE.

- A. Comparaison pince - dermographe
(normalisation des caractères)
- B. Choix d'une méthode
- C. Choix d'un lieu
 1. Tenant à l'animal
 2. Tenant au propriétaire

CHAPITRE 2 : ENQUETES

- A. Auprès des vétérinaires
- B. Auprès des propriétaires
 1. Exposition canine de Bourges 21 et 22.2.81
 2. Exposition Féline de Lyon 28.2 et 1er.3.81

CHAPITRE 3 : BILAN - PERSPECTIVES

A. Le tatouage : possibilités et limites.

1. Qualités et valeur.
2. Avantages.
3. Inconvénients.

B. Intérêt du tatouage face aux problèmes actuels.

C. Perspectives.

C O N C L U S I O N S

A N N E X E : T E X T E S L E G I S L A T I F S .

B I B L I O G R A P H I E .

T A B L E D E S M A T I E R E S .

I N T R O D U C T I O N

Le tatouage des chiens et des chats est une méthode d'identification destinée à se développer de façon importante dans un proche futur.

Sa généralisation est corrélative du problème très actuel de la surpopulation canine et féline en France, que quelques données permettent de situer :

un foyer sur deux possédant un animal familier, on dénombre actuellement 8 millions de chiens et 6 à 7 millions de chats.

L'explosion démographique de ces carnivores a été telle ces dernières années que l'on pense être confronté à 15 millions de chiens en l'an 2000, si cela continue ainsi.

Aucun chiffre n'ayant été avancé quant au chat, on pense cependant que leur population augmenterait dans les mêmes proportions que celle du chien.

Cette surpopulation, ainsi que la divagation de ces carnivores domestiques représente, entre autres problèmes, un risque épidémiologique important vis-à-vis de la transmission de la rage à l'homme en particulier.

1 ère P A R T I E : G E N E R A L I T E S

A. MARQUES CUTANEES CHEZ L'HOMME

L'apposition de marques cutanées chez l'homme remonte à des temps très éloignés.

1. Dans les sociétés primitives, sur les corps mâles, la scarification, le tatouage ou la peinture traduisent le degré de pouvoir et de prestige, celui-ci étant souvent lié à un exploit de chasse ou de guerre.

C'est une marque tribale bédouine de ce genre que Caïn a sans doute porté sur lui à la suite du meurtre de son frère, tel un trophée.

L'inscription pigmentaire sur le corps de la femme est le signe de la domestication de la sexualité. C'est ainsi que le corps de la jeune fille était tatoué au moment de la puberté en Bosnie au 13^e et 16^e et que la momie d'une prêtresse de la 11^e dynastie égyptienne révèle encore des tatouages au dessus du nombril et du pubis. Les hommes ayant la peau claire étaient davantage soumis au tatouage qu'à la scarification (réservée aux peaux sombres). On les trouvait en Europe paléo et néolithique, Proche-Orient, Polynésie et parmi les Amérindiens.

2. Dans les sociétés récentes à écriture, les marques cutanées n'ont plus de signification profonde et le tatouage est réservé au marquage des esclaves.

90 % des esclaves noirs emmenés en Amérique étaient marqués au fer rougi au feu ou à la plaque métallique gravée, l'un et l'autre appliqués sur une peau

préalablement ointe de suie ou de graisse.

On les marquait ainsi aux initiales du maître sur le sein, de même que le bétail.

Les marques d'esclaves étaient ainsi :

le K imprimé en Grèce sur les captifs envoyés aux mines.

Le T libérateur décrit par le prophète Ezéchiel.

Le "Tene me quia fugi" utilisé dans la Rome préconstantinienne etc...

L'Etat français dans son code noir préparé par Colbert et publié peu après sa mort (1685) fait marquer les esclaves fugitifs d'une fleur de Lys. (10)

8. IDENTIFICATION DES ANIMAUX

En rapport avec leur domestication et leur exploitation par l'homme, l'identification des animaux remonte à des temps très lointains (préhistoriques certainement).

1. Les raisons de l'identification des animaux sont nombreuses.

a/ C'est avant tout en signe de propriété qu'on été identifiés les animaux domestiques.

Cette identification peut porter sur un animal ou sur un groupe d'animaux. C'est ainsi qu'en Amérique, les troupeaux de bovins ou de chevaux étaient marqués au fer rouge des initiales (ou du blason) du propriétaire.

La même chose se réalise encore en France en ce qui concerne les chiens de meute de chasse à courre. On retrouve sur les chevaux polonais importés en France à des fins bouchères des marques au fer rouge sur l'encolure.

C'est dans le même souci de propriété mais avec un aspect affectif remplaçant l'aspect économique que les personnes attachent autour du cou de leur chien ou chat un collier muni d'une médaille à leur nom et adresse. Cette marque qui pouvait être perdue par l'animal étant remplacée actuellement par le tatouage ou y étant associée.

b/ L'identification des animaux a également des raisons économiques et zootechniques, ces deux raisons étant indissociables en ce qui concerne les animaux de rapport.

En effet, au siècle dernier, ont été créés les livres généalogiques ayant pour but la préservation d'une race, mais aussi son amélioration zootechnique.

Il a donc fallu sélectionner les animaux de meilleures performances et éliminer ceux non conformes; un repérage individuel des animaux était donc nécessaire.

En ce qui concerne les animaux familiers, chien et chat, l'aspect est surtout zootechnique et l'identification individuelle est nécessaire à l'amélioration des races; dans ce cadre, elle permet d'éviter pour une certaine part les risques de fraude par substitution d'animaux lors de la reproduction, de l'élevage puis de la vente de ces animaux de race, ayant une grande valeur monétaire.

c/ Des raisons sanitaires surtout sont à l'origine de l'identification.

En effet, la mise en œuvre de plans de prophylaxie réglementée, médicale et (ou) sanitaire d'obligation ou d'incitation implique un repérage individuel des animaux.

Il ne faut pas confondre ici l'identification (du latin idem facere = rendre toujours semblable à lui-

même par rapport aux autres) qui est la reconnaissance d'un sujet donné au sein d'un effectif, et le marquage qui est employé pour exclure d'un troupeau sain un animal atteint de maladie contagieuse.

La marque étant alors commune à tous les animaux malades, voire suspects ou contaminés. (3)

d/ Enfin, l'identification des animaux rend de nombreux services aux zoologistes quant à l'étude des mouvements et des comportements d'animaux. Il faut citer les bagues que l'on place autour des pattes des oiseaux migrateurs en particulier, ainsi que le cas très actuel des ours polaires au Canada : Churchilltown, qui est sur le chemin de la migration des ours blancs est tous les ans envahie par des dizaines de ces animaux qui provoquent de nombreux dégâts, allant jusqu'à rentrer dans les habitations. Les ours indésirables sont anesthésiés, bagués à l'oreille et tatoués à la lèvre inférieure puis embarqués dans un avion et emmenés à de nombreux kilomètres de là.*

2. Qualités des moyens d'identification

L'identification d'un animal exige trois qualités principales :

- unicité
- indélébilité
- permanence.

a. Unicité :

Un numéro d'identification doit être propre à un animal et un seul.

* Y. SILIS : les ours sont entrés dans Churchilltown
GEO n° 22 1980 (12) 8-26.

b. Indélébilité.

Un numéro d'identification ne devrait pas pouvoir s'effacer, ni en partie, ni en totalité.

c. Permanence :

Un animal identifié par un certain caractère ne devrait pas pouvoir voir ce caractère se modifier ou disparaître au cours de sa vie.

Ce caractère de pérennité va de pair avec

d. L'inviolabilité :

il ne devrait pas être possible de modifier, d'effacer ou d'arracher un caractère d'identification.

3. Les exigences d'une bonne identification ,

Une bonne identification doit être

- réalisée de façon rapide et aisée.
- d'un coût raisonnable, si ce n'est bon marché, par rapport à l'animal identifié.
- très facilement accessible (notion d'emplacement sur l'animal) et lisible (notion de grosseur et de netteté des numéros d'identification).
- elle ne doit pas être unegêne pour l'animal.
- elle doit être simple c'est-à-dire lisible par tous, sans aucune qualification particulière nécessaire à cette lecture.

4. Diverses méthodes d'identification chez les animaux.

On peut les classer en deux catégories :

- les méthodes descriptives
- les méthodes par apposition de marques.

a. Les méthodes descriptives

Leur but est de caractériser un animal par une ou plusieurs données physiques qui lui sont propres et sont invariables.

Il n'y a pas intervention de l'homme sur l'animal, on se contente de prélever sur lui ces données caractéristiques.

Parmi ces méthodes, nous trouvons :

- le signalement et la fiche silhouette
- la photographie de l'animal

Méthodes descriptives générales qui s'intéressent à l'ensemble du corps de l'animal

- photographie du fond d'œil
- empreintes nasales
- hémotype.

Méthodes descriptives qui s'intéressent à des parties précises du corps.

- Le signalement et la fiche silhouette

Le signalement consiste en l'énumération et la description méthodique des caractères extérieurs visibles souvent précisés sur une silhouette. Le signalement doit être réalisé selon la méthode descriptive classique :

espèce, race, sexe, âge, taille, robe et ses particularités.

* En ce qui concerne les équidés, et pour des considérations de commodité et d'esthétique, le signalement constitue pour l'instant la méthode d'identification principale permettant l'inscription au stud-Book. Sont consignés : espèce, sexe, robe avec ses particularités (tête, membres, corps), comprenant les marques artificielles figurant sur le sabot, l'encolure ou l'arrière main

(Décret 5 avril et Arrêté Ministériel 27 juillet 1976).

Un complément de valeur d'identification est représenté par l'hémotype ainsi que l'origine et l'ascendance.

* Le signalement des bovins possédant une robe pie constitue un complément à leur identification et devrait être reporté sur une silhouette dessinée au dos des documents sanitaires d'accompagnement (fiche Mermet).

* Les carnivores doivent également faire l'objet d'un signalement noté sur le pedigree, ainsi que sur les certificats sanitaires et de vaccination : espèce, nom, race, sexe, robe, poil, taille, date de naissance.

Ce signalement, nous le verrons plus tard étant complémentaire du numéro de tatouage pour les animaux de race pure.

Cette méthode d'identification par signalement est précise, mais longue ; elle est simple, mais réclame une qualification et comporte un coefficient personnel d'interprétation. Elle n'est pas utilisable chez des animaux de phanéroptique très homogène, ni lorsqu'elle s'adresse à des effectifs importants qui exigent des marques numérotées.

Ceci est le cas des bovins à robe unie, des petits ruminants et surtout des carnivores chez lesquels la sélection tend à réaliser des races de grande homogénéité.

De plus, cette description ne s'adresse qu'à des carnivores adultes : la taille, le poids, la couleur et la texture du pelage, le port des oreilles ne sont des caractères invariables qu'à l'état adulte.

Le signalement des carnivores, reconnu par la Société Centrale Canine dès sa formation, a été abandonné en 1958 en tant que moyen unique d'identification des chiens.

- La photographie d'ensemble

Nécessitant un appareillage spécialisé et de bonnes qualités de photographe, cette méthode est précise et présente l'avantage de permettre instantanément et facilement l'identification d'un animal.

Elle est appliquée actuellement aux bovins de race française Frisonne Pie-Noire dans le cadre de l'identification par le contrôle laitier comme complément de l'identification par boucles d'oreille et remplace alors avantageusement la fiche silhouette.

Le jeune bovin est photographié de profil (profil gauche) avec, à ses pieds une grande ardoise où sont inscrits en particulier son nom et son numéro d'identification.

Cette méthode s'adresse donc ici à des animaux d'une même race, possédant une robe bicolore, dont la répartition des taches est caractéristique de l'individu et invariable dans le temps.

Elle n'est applicable, ni à des races très homogènes, ni à des races de robe unie, ni à des jeunes dont la robe peut se modifier ultérieurement. Chez les carnivores, au sein d'une race, à des sujets adultes à robe caractéristique, une photographie d'ensemble peut être une méthode complémentaire d'identification, mais en aucun cas on ne peut généraliser cette méthode à l'ensemble des races trop différentes en taille, même en réalisant des photographies en couleurs avec une échelle et selon trois plans : face, profil gauche, profil droit.

- La photographie du fond d'œil

Cette méthode consiste dans la réalisation d'une photographie du fond d'œil dont la couleur de la rétine et le dessin du réticulum veineux sont

caractéristiques de l'espèce et de l'individu.

La prise d'une photographie remplaçant avantageusement la représentation graphique envisagée il y a quelques années.

Utilisable à tout âge, et caractéristique de façon quasi absolue d'un sujet, cette méthode est hélas difficile à réaliser dans la pratique courante car onéreuse et nécessitant matériel et technique élaborés ainsi que personnel qualifié. Elle pourrait peut-être s'appliquer aux équidés...

- Les empreintes nasales.

La prise d'empreintes nasales était la méthode officielle d'identification des chiens à la Société Centrale Canine de 1958 à 1971.

Cette méthode est basée sur le même principe que la prise d'empreintes digitales chez l'homme, car la truffe du chien est recouverte de peau dépourvue de poils et formant des crêtes et des sillons caractéristiques de l'individu.

Il est possible de prendre l'empreinte de la truffe d'un chien par application d'une encre grasse sur la région nettoyée et dégraissée, mise en contact avec une feuille de papier.

De réalisation pratique facile et simple, cette méthode est réalisable à tout âge car, bien que la truffe grandisse avec l'âge, rapports et disposition des crêtes restent constants.

De plus, une partie seulement de l'empreinte suffit à identifier l'animal.

Cette méthode présente cependant de nombreux inconvénients :

La prise d'une empreinte valable et unique par animal est difficilement réalisable du fait de l'indocilité des animaux, de la mobilité des ailes du nez, de la flexibilité de la truffe et du manque d'homogénéité de la pression exercée sur le papier par l'opérateur.

Il peut y avoir modification de la truffe par blessures et maladies.

La lecture de cette empreinte est difficile et n'est réalisable que par des spécialistes.

Enfin, ce système d'identification est unilatéral, c'est-à-dire qu'on ne peut retrouver un animal grâce à ce système d'identification.

(Il y a identification et non immatriculation) (8).

- L'hémotype

Méthode utilisée chez les équidés en complément de l'identification par signalement. Elle consiste en la détermination du groupe sanguin et surtout des variants protéiques du sang.

Cette méthode n'a pas d'utilisation pratique chez les carnivores. (3)

b. Méthodes par apposition de marques

L'homme intervient pour réaliser l'identification des animaux en insérant dans leur chair un signe ou un numéro caractéristique. Les méthodes par marquage, artificielles par rapport aux méthodes descriptives sont en fait les seuls moyens de différencier des animaux très semblables physiquement.

Nous trouvons parmi elles des méthodes diverses et diversement efficaces :

- le collier
- la peinture
- les boucles ou plaquettes auriculaires
- l'identification par brûlure
- l'identification par tatouage.

- Le collier

Il est utilisé chez le chien ou le chat et porte souvent une plaque au nom et à l'adresse du propriétaire. Il se perd facilement et n'a aucune valeur d'identification à lui seul.

- La peinture

Utilisé souvent sur les ovins, ce système d'identification par peinture de gros numéros, sur la laine du dos ne sert qu'à repérer temporairement les animaux aux prés, à surveiller les agissements des couples mère-agneau et ne peut être un moyen d'identification sérieux.

- Les boucles ou plaquettes auriculaires

La pose de boucles ou plaquettes auriculaires n'est utilisée que chez les ruminants et tout particulièrement les bovins.

Elle ne peut être appliquée ni aux carnivores, ni aux équidés, car elle est relativement inesthétique, et doit s'adresser à des animaux placides.

A partir de 6 mois environ pour les bovins, un numéro national de 10 chiffres était attribué à un animal et apposé grâce à une boucle métallique ou plastique à l'oreille (droite de préférence).

Aujourd'hui, un système d'identification pérenne est mis en route. Il comprend l'apposition de deux boucles:

- une boucle métallique ou plaquette portant le numéro national à l'oreille droite, chez les races à peau pigmentée. Cette boucle étant remplacée par un tatouage pour les races à peau claire (le plus souvent inscrites sur des livres généalogiques).

- une boucle ou plaquette de travail à l'oreille gauche le plus souvent en matière plastique portant un numéro de travail identique (dans la majorité des cas) au numéro national, mais dont les 3 ou 4 derniers chiffres sont figurés en gros caractères.

La pose des boucles auriculaires comprend des avantages : numéros facilement lisibles et accessibles, mais aussi des inconvénients : usure et arrachement facile de la boucle. La pose simultanée de deux boucles ou d'une boucle et d'un tatouage tend à réduire ces inconvénients car en cas de perte d'un des numéros, le second tend à assurer la pérennité du système. (11)

- L'identification par brûlure

Le principe de ce marquage est de brûler la peau selon un certain dessin de façon à obtenir une cicatrice indélébile. La brûlure de la peau peut être obtenue par le feu ou par le froid.

+ Marquage par le feu

Il se pratique grâce à des marques métalliques ajourées en fer forgé, ou des chiffres à brûler chauffés au rouge puis appliqués un court instant sur la peau.

Ce système de marquage était et est encore (rarement à l'heure actuelle) utilisé sur les chiens de meute : au flanc ou à la croupe; sur les bovins : à la croupe, aux onglons ou aux cornes. Sur les chevaux : à la croupe ou à l'encolure. De réalisation délicate, cette méthode est douloureuse et inesthétique. Pour être

lus facilement, les chiffres ou lettres ou marques à brûler doivent être suffisamment gros ; des cicatrices vicieuses peuvent être à craindre.

De plus, chez les bovins et les chevaux, cette marque fait perdre au cuir sa valeur commerciale.

+ Marquage par le froid

Il se réalise en apposant une marque métallique (du même type que les marques à brûler) refroidie sur la peau. Le métal refroidi à une certaine température brûle les poils qui repoussent blancs définitivement. On refroidit ce métal en le plongeant dans de l'azote liquide dont la température d'ébullition est de $- 196^{\circ}\text{C}$ ou de la neige carbonique dont la température d'ébullition est de $- 40^{\circ}\text{C}$. (11)

Moins douloureuse que la brûlure par le feu, cette méthode n'en est pas moins inesthétique. Elle ne peut se réaliser que sur des animaux à robe foncée.

Actuellement, elle n'est pratiquée qu'occasionnellement sur les bovins à robe pie-noire au niveau de la croupe ou de la cuisse (si celles-ci sont noires).

- L'identification par tatouage

Il consiste à inscrire un numéro d'identité indélébile dans l'oreille ou sur la cuisse d'un animal.

Cette méthode se pratique sur les carnivores (et sera étudiée en détails ultérieurement) ainsi que chez les ruminants. Chez les bovins inscrits aux livres généalogiques (ainsi que certains non inscrits), le tatouage s'effectue à l'oreille droite.

Il est réalisé de façon partielle dans les 48 heures qui suivent la naissance de l'animal grâce à la déclaration de naissance, puis de façon définitive au maximum 100 jours après la naissance.

Chez les animaux de races à peau pigmentée, ce tatouage, illisible car réalisé à l'encre noire, est remplacé par une boucle métallique.

Les avantages du tatouage sont sa permanence ainsi que son inviolabilité, bien que son indélébilité ne soit pas toujours parfaite : le tatouage peut s'effacer à la longue. Ses inconvénients sont chez les bovins une lecture difficile en raison de la nécessité d'approcher les sujets, ainsi que la non application possible aux sujets à peau pigmentée.

c. Méthodes combinées

En vue de réaliser de bonnes identifications, aucune méthode utilisée seule n'étant parfaite, il y a souvent association de méthodes d'identification.

C'est ainsi que chez les bovins il y a :

. Association du tatouage et de la boucle auriculaire lors d'identification double permanente.

. Association de boucle auriculaire et de photographie pour l'identification des vaches de race française frisonne pie-noire dans le cadre du contrôle laitier.

Chez les équidés, nous trouvons :

. Association du signalement et de l'hémotype et peut-être bientôt association du signalement et de la photographie du fond d'œil.

d. Méthode électronique

(Selon un article paru dans "Hebdo Canada d'Ottawa" et "Science et vie" novembre 1979 transmis par le C.N.P.A.).

Une firme d'Edmonton met au point un système

d'identification du bétail par procédé électronique.

Ce système comprend des micro-plaquettes électroniques fixées aux oreilles des animaux ou glissées sous la peau et un appareil qui peut déchiffrer, même à une certaine distance le code de la micro-plaquette (2 m au moins). Cet implant électronique activé par micro-ondes donne à l'interrogateur, le numéro d'identification ainsi que la température de l'animal porteur.

Les inconvénients en sont :

- . la longueur des plaquettes (15 cm)
- . l'interrogateur et l'animal sont exposés à des doses assez élevées de radiations
- . le nombre restreint de codes d'indentification.

Mais le Sensory Systems Laboratory travaille sur un système sans micro-ondes qui offrira une gamme de codes très large, adaptables aux bovins et aux porcs. La miniaturisation des étiquettes d'oreille semble possible.

Une identification, qui, si elle n'est peut-être pas d'avenir, est du moins moderne.

2 ème P A R T I E : LE TATOUAGE DES CARNIVORES

CHAPITRE 1er : BASES LEGALES

L'identification par tatouage des chiens en France s'est mise en place progressivement et s'est généralisée au fil des années, solidement appuyée par des lois, décrets et arrêtés précis.

Il n'en est pas de même pour le tatouage du chat qui à l'heure actuelle n'a aucune base législative.

En ce qui concerne le tatouage du chien, il convient d'étudier les étapes progressives ayant abouti à la situation actuelle. (2)

A. Mise en place de l'identification par tatouage

Dès 1947, le tatouage représente un des moyens d'identification des reproducteurs de race pure, comme il est stipulé à l'article 4 A 5° du décret du 27 mars 1947 (en Annexe). Ce texte très général ne s'adressait pas uniquement aux chiens, mais également aux animaux reproducteurs d'autres espèces.

Le tatouage devient ensuite l'unique moyen d'identification des animaux de l'espèce canine. Il est obligatoire pour les animaux de race pure inscrits au livre généalogique et facultatif pour les animaux non inscrits, grâce à l'arrêté du 16 février 1971 (en Annexe) dont l'article 3 est modifié par l'arrêté du 28 juillet 1971 (en Annexe) qui précise l'endroit du tatouage : cuisse droite ou oreille droite ou à défaut cuisse gauche ou oreille gauche.

Le ministère de l'agriculture agréé la Société Centrale Canine (S.C.C.) en qualité de fédération nationale chargée de l'organisation de l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine et de la tenue du fichier correspondant par l'arrêté ministériel du 16 février 1971 (en annexe).

B. Personnes autorisées à tatouer

L'arrêté du 28 septembre 1971 (en Annexe) limite aux vétérinaires et aux personnes agréées par le ministère de l'agriculture l'autorisation de procéder au tatouage des chiens.

Le décret du 2 octobre 1975 (en Annexe) prévoit que les vétérinaires peuvent sous leur responsabilité et leur contrôle, confier l'exécution matérielle du tatouage au personnel qu'ils emploient ainsi qu'aux exploitants et au personnel des établissements spécialisés. Dans ce dernier cas, ces personnes doivent être agréées par le ministère de l'agriculture.

C. Le processus d'identification

L'arrêté du 16 juillet 1975 (en Annexe) reprend et développe les prescriptions de l'arrêté du 16 février 1971 quant au déroulement de l'inscription de l'animal tatoué au fichier central (S.C.C.).

D. Identification obligatoire pour les établissements spécialisés

L'identification par tatouage est rendue obligatoire par la loi du 22 décembre 1971 (en Annexe) en son article 3 pour tous les chiens cédés par des marchands ou transitant par des établissements spécialisés tels

qu'ils sont définis par l'article 4 de cette même loi et les articles 1er de l'arrêté du 2 juin 1975 (en Annexe) et 1er de l'arrêté du 16 juillet 1975.

(L'article 1er de l'arrêté du 2 juin 1975 étant modifié par l'arrêté du 26 août 1975 (en Annexe)).

Le décret du 21 avril 1975 (en Annexe) précise en son article 6 que cette identification obligatoire est effectuée à la diligence des marchands, ce qui est repris par l'article 3 de l'arrêté du 16 juillet 1975, et que ceux-ci doivent délivrer à l'acheteur au moment de la vente le document attestant de cette identification.

L'arrêté ministériel du 29 août 1979 (en Annexe) modifie l'arrêté ministériel du 16 juillet 1975 : l'identification par tatouage des animaux présentés sur les foires et marchés, dans les concours, expositions et autres lieux publics doit être réalisée à la diligence du propriétaire.

Aucune dérogation à ce tatouage n'est tolérée, cet arrêté étant entré en vigueur le 1er mars 1980.

E. Tatouage en corrélation avec la rage

- En raison du risque épidémiologique majeur représenté par les animaux errants vis-à-vis de la rage, des mesures sont prises pour empêcher la divagation des chiens et des chats dans l'article 213 du Code Rural (en Annexe) modifiée par la loi du 10 juillet 1976 (en Annexe) :

- Chiens et chats errants sont conduits à la fourrière et abattus à l'issue d'un certain délai. Ces délais d'abattage ainsi que les moyens d'identification requis ont été modifiés par arrêtés préfectoraux et sont différents selon que le département considéré est contaminé ou non par l'enzootie rabique (Tableau n°1).

- Lorsqu'un chien a été en contact avec un animal reconnu enragé, il doit être abattu sauf si à la demande de son propriétaire, les mesures conservatoires sont instaurées, si le chien est correctement vacciné contre la rage et tatoué.

Ceci est stipulé dans l'article 232 du Code Rural (en Annexe). Les conditions d'application de la dérogation à l'abattage de ces animaux contaminés sont déterminées dans l'arrêté du 29 novembre 1976 (en Annexe).

En ce qui concerne l'instauration des mesures conservatoires pour le chien contaminé, il est intéressant de parler de l'attitude de la Direction des Services Vétérinaires (D.S.V.) de la Haute-Savoie.

Dans ce département, la rage a fait irruption à la frontière suisse avec une intensité inattendue - beaucoup de chiens étaient vaccinés, mais très peu étaient tatoués, malgré les directives données à l'avance aux vétérinaires. Dans les cas nombreux où, après bataille, ou contact avec un renard enragé, la dérogation à l'abattage était demandée, cela suscitait des conflits sans issue.

La D.S.V. a du admettre que, sous la responsabilité du vétérinaire sanitaire, ayant déjà vacciné le chien, l'identification par tatouage soit effectuée au plus tard en même temps que le rappel de vaccin après contamination, ce qui n'est pas formellement contraire à la lettre du règlement du moins lorsque le rappel de vaccin est fait dès après affrontement contaminant, sans attendre le résultat positif de la recherche du virus rabique qui d'ailleurs n'est pas toujours faite parce que le cadavre du renard n'est pas toujours retrouvé. (9)

Dans les départements déclarés officiellement atteints par l'enzootie rabique par les arrêtés ministériels :

- du 25 octobre 1976 (J.O. 30 octobre 1976) :
Aisne, Ardennes, Aube, Côte d'Or, Doubs, Jura, Marne, Haute-Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Oise, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Saône, Saône et Loire, Seine et Marne, Somme, Vosges, Yonne, Territoire de Belfort.
- du 7 février 1977 (J.O. 25 février 1977) : Nièvre
- du 14 mars 1977 (J.O. 24 mars 1977) : Ain
- du 1er septembre 1977 (J.O. 1er octobre 1977) :
Val d'Oise
- du 15 avril 1978 (J.O. 7 mai 1978) : Haute-Savoie
- du 17 mai 1978 (J.O. 27 mai 1979) : Savoie
- du 16 août 1979 (J.O. 29 août 1979) : Isère
- du 29 novembre 1979 (J.O. 12 décembre 1979) : Loiret
- du 6 novembre 1980 (J.O. 20 novembre 1980) : Seine-Maritime

(Figure n°I)

La vaccination des chiens de chasse, bouvier, berger ou de tout chien circulant librement sous la surveillance de son maître est obligatoire comme il est stipulé dans la circulaire du 28 octobre 1968 D.S.V. n° 860 C (en Annexe).

L'arrêté du 15 février 1979 (en Annexe) rend obligatoire l'identification de ces chiens obligatoirement vaccinés contre la rage.

L'arrêté ministériel du 20 février 1979 (en Annexe) fait entrer dans la catégorie de ces chiens obligatoirement vaccinés contre la rage les lévriers engagés dans les courses publiques.



 Départements déclarés officiellement atteints par la rage

Suite à la parution de ces arrêtés ministériels, dans chaque département ont été pris des arrêtés préfectoraux relatifs à la lutte contre les animaux errants, aux refuges d'animaux, à la vaccination obligatoire des chiens de chasse, de berger et de bouvier.

En particulier, voici deux types d'arrêtés préfectoraux (en Annexe) :

- celui de la Nièvre déclaré département infecté
- celui du Rhône déclaré département indemne de rage.

Nous remarquons: les différences au niveau des délais d'abattage des animaux errants.

En ce qui concerne les chats : rien n'oblige leur tatouage. Cependant, il faut citer les mesures visant à lutter contre leur divagation :

l'arrêté réglementaire permanent de la chasse stipule que :

- la divagation des chats est interdite
- tout chat errant à plus de 200 mètres d'une habitation est considérée comme chat-haret et est abattu dans les mêmes conditions que les animaux nuisibles.

Remarquons également l'extrême sévérité en département contaminé par la rage de la lutte contre les chats errants. (6)

On peut se demander pour quelles raisons le législateur est si sévère envers les chats et pourquoi il ne serait pas possible d'étendre les mesures conservatoires aux félins.

En effet, pourquoi un chat tatoué et correctement vacciné contre la rage ne pourrait-il pas de la même façon que le chien être conservé après morsure par un animal reconnu enragé, et bien entendu subir un protocole de surveillance et de revaccination identique à

celui appliqué au chien ?

Il existe des arguments pour et contre.

En faveur des mesures conservatoires, on peut dire, en mettant de côté tout chat errant qui lui est épidémiologiquement très dangereux, que si l'on assiste à la morsure par un animal enragé d'un chat attaché ou en liberté chez son propriétaire (ce qui est conforme à la loi), les conditions sont exactement les mêmes que pour le chien (en laissant de côté le cas des chiens de bouvier, berger et chasse).

Dans ces conditions bien particulières d'un chat vivant en "liberté surveillée", on ne voit pas ce qui le différencie d'un chien et empêcherait l'application des mesures conservatoires.

Les arguments contre l'application de ces mesures sont :

- cette situation de "semi liberté" est très rare pour le chat, animal souvent indiscipliné qui, s'il n'est pas attaché, quitte souvent les limites d'un jardin sans que l'on s'en aperçoive.

- Toute vaccination est considérée comme faillible, mais ceci n'est pas particulier au chat.

- Si, malgré toutes les précautions prises, le chat développait une rage furieuse, celle-ci serait très dangereuse pour l'homme car le chat provoque des plaies par griffures et morsures. Il peut sauter au visage et maculer de salive l'homme attaqué.

- Du point de vue épidémiologique, le chat est plus dangereux que le chien : il possède le même terrain de chasse que le renard et souvent aux mêmes heures, il est prédateur des mêmes animaux.

Le chat a donc beaucoup de chances de rencontrer le renard et ce beaucoup plus que le chien.

Ceci explique l'abattage immédiat des chats errants en département contaminé par la rage, indépendamment de leur tatouage ou vaccination. Et ces mesures sévères sont alors justifiées.

- Enfin, il faut reconnaître qu'il y a deux sortes de propriétaires de chats :

* en milieu rural, le chat est en liberté, sa valeur affective est très faible ; il n'est pas question alors de quelconque mesures conservatoires, le risque épidémiologique étant grand.

* en milieu urbain, le chat est en liberté surveillée, ou enfermé, il a peu de chance de rencontrer un renard, mais sa valeur affective est plus grande ; dès lors, l'instauration de mesures conservatoires dans ce cas précis ne serait-elle pas superflue ? Selon nous, le vétérinaire, préoccupé de la santé humaine d'une part, ne peut qu'approuver des mesures sévères sur ce point, mais garant d'autre part de la protection animale aimerait préserver la vie des félins.

- C'est en réponse à la lutte contre le chat errant que Michel Cambazard a créé en 1977 l'Association dite l'Ecole du chat, comité de défense des bêtes libres.

Déclarée en mars 1978, l'association a concrétisé très vite son action de protection et d'entretien des chats en liberté.

A l'exemple du premier chat libre relâché au cimetière Montmartre après avoir été stérilisé et tatoué, 90 chats libres vivent aujourd'hui dans le seul cimetière et près de deux cent cinquante dans tout Paris. Marseille, Avignon, Béziers, Nancy sont à leur tour conquises.

Désormais, le chat libre, immatriculé, est représenté en toutes circonstances par son protecteur qui détient la carte d'immatriculation à la société Logix et le carnet de vaccination.

L'action de M. Cambazard a reçu un écho favorable à l'Hôtel de Ville de Paris. Mme J. Nebout, adjointe au maire, suit l'association avec intérêt et pense "pouvoir intégrer l'expérience des chats libres, tatoués, vaccinés, et stérilisés dans le nouveau règlement des parcs et jardins".

L'opération de transformation du chat errant en chat libre coûte moins cher à la collectivité que sa capture, sa mise en fourrière, et son euthanasie (250 F contre 700 F).

N'hésitons plus ! Fabriquons des chats libres et supprimons la Fourrière proclame Mr Cambazard (L'Action Vétérinaire 1981 n°817 mars 1981 p.27)

L'idée est alléchante, mais il est à souhaiter que cette expérience reste strictement localisée aux villes et surtout aux départements indemnes de rage. Etant donné la propagation de la rage, d'un département à l'autre, et, tous les dangers épidémiologiques que représente le chat vis-à-vis de la transmission de la rage à l'homme, voire de nombreuses autres zoonoses, il vaudrait mieux ne pas donner de suite à cette expérience.

F. Bilan et projets

Toutes les lois présentées ici, régissent le tatouage du chien. Nous avons essayé de les rassembler sous forme de tableaux.

Tableau n° 1 : récapitulatif des chiens à tatouer.

Catégories de chiens	Départements indemnes de rage		Départements contaminés par la rage	
	Identification par tatouage	Mesures conservatoires	Identification par tatouage	Mesures conservatoires
Race pure inscrits au L.O.F.	obligatoire	possibles si vaccin rage	obligatoire	possibles si vaccin rage
Bouvier Berger Chasse	facultative	possibles si . vaccin rage . tatouage	obligatoire (vaccin rage obligatoire)	possibles
Ni race pure inscrits L.O.F. Ni Bouvier, Berger, Chasse	facultative	possible si . vaccin rage . tatouage	facultative si .tenus laisse . muselés	possibles si . vaccin rage . tatouage

Tableau n° 2

Récapitulatif des cas d'obligation de tatouage des chiens non déjà tatoués.

Etablissements et lieux	délais de tatouage	Tatouages à la diligence de	Dérogations possibles
- transfert propriété - fourrière	avant prise ou reprise de l'animal par le propriétaire	Exploitant de l'établissement	- chien âgé de moins de 2 mois - chien ayant une maladie - contreindication provisoire (certificat vétérinaire)
- garde } si + de - dressage } 15 jours - location - Et. et Institut de recherche Biomedicale - Contrôle biologique - production biologique	jour suivant l'introduction de l'animal dans l'établissement		
- Foires - Marchés - Concours, expositions - Autres lieux publics	Avant le rassemblement	Propriétaire de l'animal	Aucune

Tableau n° 3 : Délais d'abattage des animaux errants conduits
à la fourrière

Départements	Animaux errants		Délais d'abattage
Départements contaminés par la rage	Chiens	identifiés (tatouage)	non abattus si dans les 2 j. le propriétaire présente - vaccination rage - carte tatouage
		non identifiés	Abattus après 2 jours francs
	Chats	identifiés	Abattus immédiatement
		non identifiés	
Départements non contaminés par la rage	Chats } et chiens }	identifiés (collier ou tatouage)	Abattus après 8 jours francs
	Chats et chiens }	non identifiés	Abattus après 4 jours francs

A la suite du dépôt du rapport de Mr P. MICAUX, il risque d'y avoir un changement de la réglementation, dans un avenir très proche en particulier :

(d'après Mr MICAUX)

- la généralisation du tatouage se fera de façon progressive à tous les chiens.

- Le tatouage du chat serait développé, et, associé à des vaccinations régulières contre la rage, pourrait devenir obligatoire.

Ceci afin de résoudre le problème que posent les populations de chats "libres", en association avec une limitation du nombre par contrôle des naissances et la fixation de mesures en cas d'apparition de rage.

- Le tatouage obligatoire des chiens et des chats permettrait avec le maintien de l'obligation du port du collier, portant le nom et l'adresse du propriétaire de ces animaux de mieux protéger ceux errants, qui s'échappent involontairement du domicile de leur propriétaire et de rendre plus difficile l'abandon volontaire d'animaux.

- La pratique officielle du tatouage des chiens devra être réorganisée en même temps que celle concernant les chats sera mise en place. Le tatouage de ces animaux devra être confié à un corps de techniciens tatoueurs, pour limiter le coût du tatouage de ces animaux ainsi généralisé.

L'enregistrement des inscriptions puisqu'il va concerner des chiens et des chats indépendamment de l'appartenance à un livre des origines, devra être confié à une structure nouvelle indépendante de la Société Centrale Canine dont la délégation de pouvoir devra être supprimée en la matière pour ne concerner que les actions zootechniques dans l'espèce canine qui nécessitent un large développement pour l'amélioration de ces races.

Cette structure nouvelle devra être rattachée étroitement aux structures administratives du ministère de l'agriculture aux niveaux national et départemental.

A cette structure devront être associées les sociétés d'accueil des animaux, notamment au niveau départemental pour la tenue et la gestion des fichiers départementaux qui devront se substituer au fichier national unique centralisé actuel, qui du point de vue de la protection a montré son inefficacité en raison des délais nécessaires à l'obtention des renseignements qui s'avèrent souvent dépassés en raison des changements intervenus et du coût de ces opérations. L'organisation du tatouage obligatoire des chiens et des chats permettra de revoir le problème technique des délais nécessaires à la recherche des propriétaires d'animaux errants en fonction des aménagements et de l'installation des fourrières adaptées par leur dimension et leur aménagement à la dimension du problème. Cette organisation fera intervenir les autorités municipales et départementales, ayant la responsabilité des mesures de police rurale et municipale, en raison de la nécessité d'assurer la protection de la santé publique; dans le cadre de la lutte contre la rage, notamment dans les départements atteints par l'enzootie rabique.

Les délais prescrits par la réglementation actuelle pour l'abattage des animaux errants recueillis dans les fourrières devront être réexaminés autant que possible dans le sens d'un allongement en tenant compte des possibilités offertes par l'organisation des structures nouvelles et des contraintes financières et sanitaires qu'elles comportent.

En particulier, il est question de porter ce délai à 15 jours pour les chiens identifiés.

- En vue de lutter contre la prolifération et l'importation anarchique des chiens, des mesures pourraient être entreprises pour réaliser le tatouage des animaux en indiquant (par une lettre ou un chiffre supplémentaire) leurs pays d'origine.

- Le cas des chiens et des chats bénéficiant des dispositions de la loi du 22 décembre 1971 méritera un traitement législatif particulier visant à modifier les conditions d'importation de ces animaux, leur production, leur commerce, leur identification, leur détention, leur utilisation.

Un dispositif analogue pourrait être envisagé pour les chevaux dont le sort inquiète l'opinion publique.

- Le financement des actions sera réalisé grâce à des taxes et entre autres des taxes sur le tatouage des chiens et des chats. (12)

CHAPITRE 2 : DONNEES NUMERIQUES

permettant d'apprécier l'importance du tatouage en France.

A. Chez le chien *

Consécutivement à l'arrêté ministériel du 16 février 1971, puis de l'arrêté ministériel du 28 septembre 1971, s'est mis en place le tatouage des chiens.

Dès le 1^{er} novembre 1971, la Société Centrale Canine a enregistré les premiers tatouages.

Les premières années (de novembre 1971 à décembre 1972), les chiens tatoués étaient naturellement des chiens de race pure dont le tatouage permettait l'inscription au L.O.F. (livre des origines françaises)

Dès 1973, le tatouage a dépassé le cadre des chiens de race pure, et peu à peu l'identification par tatouage des chiens de race commune a pris de l'ampleur.

La S.P.A. de Genevilliers a été à l'origine des premiers tatouages sur chiens de race commune suite à l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971.

On remarquera grâce au tableau n° 4 que le nombre de chiens inscrits au L.O.F. est relativement constant chaque année. La progression du nombre de tatouages est donc due à l'identification de chiens de race commune de façon de plus en plus fréquente.

En particulier, si l'on compare les années 1979 et 1980, on s'aperçoit que le nombre des chiens non inscrits au L.O.F. et identifiés a plus que doublé d'une année à l'autre (x 2,3).

* Données aimablement communiquées par Mme DEBAIME

(Société Centrale Canine Paris)

Cette augmentation du nombre de tatouages de ces animaux est certainement à imputer à l'arrêté ministériel du 15 février 1979 entrant en vigueur le 15 février 1980 et rendant obligatoire le tatouage des chiens de chasse, bouvier, berger en départements contaminés par l'enzootie rabique. Comme on s'intéresse aux statistiques nationales, cette augmentation est progressive. On remarque cependant une augmentation notable du nombre de tatouages aux mois de septembre et octobre 1980 sans raison vraiment évidente :

- ouverture de la chasse ? Peut-être.
- information du public les mois précédents ? Possible.

Une étude statistique au niveau des départements contaminés par la rage aurait peut-être montré une influence plus directe de cet effet sur le tatouage.

. Actuellement, on évalue à 8 000 000 le nombre de chiens vivants en France.

Sur ces 8 000 000 de chiens, 1 692 191 exactement sont tatoués (soit 21%) et ce nombre devrait progresser très rapidement dans les années à venir.

D'ailleurs, on s'aperçoit que le pourcentage de chiens retrouvés est en augmentation, ce qui tendrait à prouver que le système devient de plus en plus efficace. Cependant, nous émettons une réserve sur ces statistiques de notre cru : elles sont basées sur le nombre de tatouages effectués et elles ne tiennent pas compte des animaux morts, donc elles sont bien supérieures à la réalité. (Le nombre de morts n'ayant jamais encore été calculé à la S.C.C., leurs fiches restant dans le fichier).

Tableau n° 4

Année	Nombre total de chiens tatoués	Nombre de chiens inscrits au L.O.F.
1971	200	Presque tous (200)
1972	83 300	Presque tous (83 300)
1973	95 500	de 85 000 à 110 000
1974	105 000	de 85 000 à 110 000
1975	123 000	de 85 000 à 110 000
1976	131 000	de 85 000 à 110 000
1977	208 000	de 85 000 à 110 000
1978	217 000	de 85 000 à 110 000
1979	263 500	de 85 000 à 110 000
1980	465 691	118 918

Tableau n° 5 : Tatouages de l'année 1980

Mois	Nombre de chiens tatoués
Janvier	35 600
Février	38 356
Mars	35 118
Avril	34 159
Mai	28 652
Juin	35 155
Juillet	41 630
Août	34 325
Septembre	52 145
Octobre	62 066
Novembre	34 252
Décembre	33 738

Tableau n° 6 : Nombre de chiens retrouvés par an

Année	Nombre de chiens retrouvés	Pourcentage
1972	72	0,09
1973	408	0,23
1974	520	0,18
1975	713	0,17
1976	1 052	0,19
1977	2 112	0,28
1978	3 066	0,32
1979	6 356	0,52
1980	16 052	0,95

. Les opérations de tatouage sont réalisées par 3 700 vétérinaires et également 900 particuliers auxquels le ministre de l'agriculture a donné une autorisation de tatouer les chiens.

Le nombre de ces particuliers est amené à augmenter puisque le gouvernement semble favorable à une divulgation de l'opération de tatouage du chien (comme nous l'avons déjà vu dans le paragraphe "Bilan et projets de l'aspect légal du tatouage").

. Les mutations, relativement nombreuses chaque année sont essentiellement dues au changement de propriétaire lors de la vente des chiens de race pure par l'éleveur, lorsque ceux-ci ont l'âge de 2-3 mois. En effet, c'est à l'éleveur de réaliser le tatouage du chien avant la vente (arrêté ministériel du 29 août 1979), à l'âge de 6 à 8 semaines, afin de réaliser son inscription provisoire au L.O.F. avant la vente.

L'âge de 6 à 8 semaines pour effectuer le tatouage est conseillé par la S.C.C. et semble être l'âge où on peut réaliser sans problème l'identification des chiots à l'oreille et à la pince, sans que le chien n'en garde un cuisant souvenir, si cuisant que par la suite, il soit inapprochable par tout vétérinaire, comme c'est le cas lorsque l'on tatoue à la pince et à l'oreille un chien adulte.

Tableau n° 7 : Nombre de mutations par année

Année	Nombre de mutations
1971 Novembre et décembre	26
1972	14 651
1973	20 941
1974	26 195
1975	38 343
1976	42 806
1977	51 437
1978	57 983
1979	57 570
1980	80 444

B. Chez le chat *

Le tatouage du chat a commencé en avril 1978 à l'initiative de la section parisienne du Syndicat National des Vétérinaires Praticiens, et notamment du Dr FEYRABEND. Le fichier félin est géré par la Société Logix.

- D'avril 1978 à décembre 1978 :
 309 chats ont été tatoués
- en 1979 : 4 994 chats ont été tatoués
- en 1980 : 1 000 à 1 200 chats en moyenne
 sont tatoués par mois, soit
 14 700 chats environ pour cette
 année 1980.

Dans les premiers temps de l'installation de la Société Logix, peu de vétérinaires praticiens effectuaient le tatouage du chat. C'est ainsi que fin 1979, 5 303 chats avaient été tatoués par 663 cabinets vétérinaires, presque tous de la région parisienne.

En effet, sur le total des animaux tatoués en 1978 et 1979, nous trouvons :

- pour Paris et sa couronne de départements dont
 des numéros sont : 75, 78, 91, 92, 93, 94, 95
 3 229 chats soit $\frac{3229}{5303} = 61 \%$
- pour la province
 2 073 chats soit : 39 %

* Données aimablement communiquées par le Dr Feyrabend et Mr Morlot responsables de la société LOGIX

Bien que ne possédant aucun support légal, le tatouage du chat tend à se généraliser : à s'intensifier en région parisienne et à s'étendre à la province comme le prouvent les analyses des ventilations par département des identifications de 1978 et 1979 (Tableau n°8).

En 1978 : sur 309 chats tatoués :

- 127 l'ont été par les vétérinaires de la région parisienne soit 41 %.
- 182 l'ont été en province : soit 59 % dont 115 dans le département de la Seine et Marne qui jouxte la région parisienne et pourrait y être inclus.

En 1979

- 3 102 chats ont été tatoués en région parisienne
soit $\frac{3\,102}{4\,994} = 62 \%$
- 1 892 chats ont été tatoués en province
soit 38 %.

Tableau n° 8 : Ventilation des immatriculations par
départements

Départements	Nb d'animaux tatoués en		Départements	Nb d'animaux	
	1978	1979		1978	1979
01 Ain	0	8	23 Creuse	0	0
02 Aisne	3	13	24 Dordogne	0	4
03 Allier	0	36	25 Doubs	0	0
04 Alpes	0	3	26 Drôme	0	6
Hte Prov.			27 Eure	0	57
05 Htes Alpes	0	1	28 Eure et L.	0	30
06 Alpes Mar.	0	19	29 Finistère	0	8
07 Ardèche	0	5	30 Gard	0	10
08 Ardennes	0	3	31 Hte Garonne	0	10
09 Ariège	0	0	32 Gers	0	0
10 Aube	0	4	33 Gironde	1	14
11 Aude	0	2	34 Hérault	0	27
12 Aveyron	0	1	35 Ille et Vil.	1	6
13 Bouches R.	0	54	36 Indre	0	2
14 Calvados	0	16	37 Indre et L.	0	19
15 Cantal	0	0	38 Isère	7	90
16 Charente	1	7	39 Jura	0	0
17 Charente M.	0	1	40 Landes	1	3
18 Cher	0	21	41 Loir et Cher	0	7
19 Corrèze	0	0	42 Loire	0	13
20 Corse	0	1	43 Hte Loire	0	0
21 Côte d'Or	0	8	44 Loire Atl.	2	25
22 Côtes du N.	0	3			

Tableau n° 8 (suite)

Départements	Nb d'an ^x tatoués		Départements	Nb d'an ^x tatoués	
	1978	1979		1978	1979
45 Loiret	0	168	68 Haut Rhin	0	3
46 Lot	0	1	69 Rhône	3	134
47 Lot et Gar.	0	0	70 Hte Saône	0	0
48 Lozère	0	0	71 Saône et L.	0	1
49 Maine et L.	9	6	72 Sarthe	2	12
50 Manche	0	5	73 Savoie	0	2
51 Marne	0	53	74 Hte Savoie	0	24
52 Hte Marne	0	1	75 Seine-Paris	21	821
53 Mayenne	0	7	76 Seine Marit.	4	24
54 Meurthe et M.	0	32	77 Seine et M.	115	340
55 Meuse	0	12	78 Les Yvelines	41	350
56 Morbihan	0	10	79 Deux Sèvres	0	0
57 Moselle	1	27	80 Somme	1	6
58 Nièvre	0	9	81 Tarn	0	0
59 Nord	0	135	82 Tarn et Gar.	0	0
60 Oise	2	95	83 Var	0	6
61 Orne	1	15	84 Vaucluse	0	22
62 Pas de Calais	22	18	85 Vendée	0	3
63 Puy de Dôme	0	15	86 Vienne	0	18
64 Pyr. Atl.	0	4	87 Hte Vienne	0	4
65 Pyr. Htes	0	1	88 Vosges	4	23
66 Pyr. Or.	0	13	89 Yonne	0	18
67 Bas Rhin	2	68	90 Terr. Belfort	0	13

Tableau n° 8 (suite)

Départements	Nombre d'animaux tatoués	
	en 1978	1979
91 Essonne	3	250
92 Hts de Seine	27	593
93 Seine St Denis	17	271
94 Val de Marne	3	465
95 Val d'Oise	15	352
971 Guadeloupe	0	2
972 Martinique	0	1
973 Guyane	0	0
974 Réunion	0	3

Tableau n°9 : Analyse des immatriculations en 1978

Sexe	Nombre de tatouages	%
Mâle stérilisé	166	54
Femelle stérilisée	96	31
Mâle non stérilisé	21	7
Femelle non stérilisée	15	5
Age	Nombre de tatouages	%
0 - 1 an	100	32
1 - 2 ans	114	37
2 - 3 ans	34	11
3 - 4 ans	24	8
+ 4 ans	37	12

Tableau n° 10 : Analyse des immatriculations en 1979

Sexe	Nombre de tatouages	%
Mâle stérilisé	2594	52
Femelle stérilisée	1686	34
Mâle non stérilisé	305	6
Femelle non stérilisée	218	4

Age	Nombre de tatouages	%
0 - 1 an	1478	29
1 - 2 ans	1850	37
2 - 3 ans	601	12
3 - 4 ans	332	7
+ de 4 ans	734	15

Les analyses des immatriculations pour 1978 et 1979 montrent que :

la plupart des tatouages sont réalisés sur des animaux jeunes : de 0 à 2 ans (environ 70%). Les tatouages sont également effectués sur les animaux stérilisés en majorité et ceci sûrement au moment même de la stérilisation (environ 85%). D'ailleurs beaucoup plus de mâles castrés (50%) sont tatoués que de femelles stérilisées (30%). Si l'on faisait une étude sur les proportions de mâles et de femelles stérilisées, peut-être aurions-nous le même résultat que celui des proportions du tatouage de ces mêmes animaux.

C'est donc le fait que les mâles sont plus fréquemment stérilisés que les femelles qui entraîne cette différence entre les deux sexes au niveau du tatouage.

Sur les 20 000 tatouages enregistrés depuis 1978, il y a eu 600 mutations environ. Ces mutations n'ont aucun rapport comme c'est le cas chez le chien avec les animaux de race pure, mais sont généralisées à tous les chats.

Au niveau de la société Logix, la différence entre les chats de race européenne et les autres chats de race pure est possible. Cependant, aucune ventilation n'a été réalisée à ce sujet. Une enquête, réalisée à l'exposition féline de Lyon les 28 février et 1er mars 1980, et exposée dans la 3ème partie de ce travail, montre que les chats de grandes races, donc de grande valeur (monétaire) inscrits aux livres généalogiques ne sont pas tatoués.

Nous verrons les raisons de l'hostilité au

tatouage de leurs animaux, des exposants ultérieurement.

Nous pouvons déjà affirmer que la majorité des animaux tatoués est constituée par des chats de race européenne n'ayant qu'une valeur affective.

Grâce à cette identification, des chats ont pu être retrouvés :

en 1979 : 2 ou 3 chats par mois.

en 1980 : 52 à 63 chats pour l'année.

CHAPITRE 3 : LA SITUATION A L'ETRANGER

Le C.N.P.A. a effectué une enquête auprès de nombreuses ambassades en vue de connaître la situation à l'étranger en ce qui concerne le tatouage des animaux.

Ces renseignements nous ont été aimablement communiqués par le Colonel CLAVEL qui trouvera ici tous nos remerciements ainsi que le Dr VERON directeur du C.N.P.A. (4)

A. Dans les pays de la C.E.E.

1. Allemagne de l'Ouest

Renseignements fournis par le Dr WIRTH (Neuwred).

La technique de tatouage est employée dans ce pays depuis 10 ans, mais aucune loi ne la réglemente.

Le tatouage n'est pratiqué que sur des animaux de race pure, accompagné de la vaccination ; il permet à ces animaux d'obtenir un document d'identification généalogique.

Le tatouage n'est pas exigé pour toutes les races. La liberté de tatouer ou non est laissée aux différents clubs ainsi que l'exécution. Les races principales dont les chiens sont identifiés par tatouage sont par ordre chronologique : caniches, bergers-allemands, spaniels.

En ce qui concerne le berger allemand, tous les chiots doivent être tatoués à l'oreille droite dès l'âge de 8 semaines. Le tatouage se fait par un numéro de 2 lettres et 4 chiffres.

2. Angleterre

- Pas d'obligation légale.
- Il existe une société privée qui tient un registre des chiens identifiés par tatouage : the Control Dog Registry Ltd. 9-10 Frenchurch Street London EC3.
- En 1976, le parti travailliste considérait que cette méthode avait l'inconvénient d'être chère et difficile à imposer, et que la lecture du tatouage pourrait être périlleuse dans le cas des grands chiens.

3. Belgique

- Pas d'obligation légale mais plusieurs propositions récentes de loi.
- Deux sociétés protectrices privées organisent le tatouage :
 - . Le registre national belge de la chaîne bleue, avenue des grenadiers 9, B 1050 Bruxelles. Un groupe d'action : "l'identification légale des chiens" fusionnera avec lui lorsque l'identification des chiens sera rendue obligatoire.
 - . Het Vlaams identificatieregister der Vlaamse Vereniging voor Dierenbescherming. Pastor dergentlaan 15/2 a. B 3220 AARSCHOT.
- Le tatouage est effectué à la demande du propriétaire par le vétérinaire.
- La Société Royale Saint-Hubert pour l'amélioration des races canines en Belgique (avenue de l'Armée 25-B 1040 Bruxelles) exige le tatouage des chiens en vue de leur inscription au livre généalogique qu'elle détient.

4. Danemark

- Selon les règles du club des chenils danois et de l'union danoise des chiens de race, tout chien de race acquis dans les établissements agréés doit être immatriculé par tatouage et inscrit au fichier de l'établissement.

Le tatouage est assuré par le vétérinaire de l'établissement.

Ces règles sont entrées en vigueur depuis le 12 janvier 1980.

- Aux termes de la loi du 26 juin 1969, les chiens doivent être munis d'un collier portant le nom du propriétaire mais aucune immatriculation n'est exigée.

- Deux sociétés sont à retenir :

DANSK KENNEL KLUB

Parkveg 1

Jersie Strand.

DK 2680 SOLRØDSTRAND (Danemark)

DANSK RACEHUNDE UNION

3dr. Alle 12

DK 2500 VALBY

Les chiens danois sont tatoués à 8 semaines; au dessus de cet âge, l'opération est effectuée par un vétérinaire désigné par le club. Le tatouage est facultatif. La moitié des 30 000 chiens de race enregistrés chaque année est tatouée, mais ce pourcentage est en augmentation rapide et constante.

En liaison avec le tatouage, existe l'enregistrement systématique du chien pour que son propriétaire puisse l'identifier en cas de perte. Actuellement, 60 000 chiens sont tatoués à l'oreille (15% du nombre total des chiens).

5. Hollande

La législation actuelle est en voie de révision. Dans les futurs textes, l'immatriculation par tatouage jouera un grand rôle.

- Textes en projet :

- . Tous les chiens vivant en pension, en fourrière, ou dans les établissements de vente seront tatoués.
- . Les chiens de race déjà tatoués recevront en outre une indication spéciale (un chiffre ou une lettre).
- . Le tatouage sera effectué par des professionnels et non par des vétérinaires. Pour éviter toute fraude, les tatoueurs auront une identification personnelle.
- . Le tatouage sera lié à l'établissement d'un passeport animal international où seront inscrites toutes les vaccinations.
- . L'enregistrement des tatouages sera centralisé par computer.
- . Le prix du tatouage sera de l'ordre de 15 florins.

Fédération de la protection animale aux Pays-Bas :

Nederlandse Vereniging tot Bescherming Van Dieren

Laan Coppes Van Cattenburch 73

2585 EW LA HAYE.

6. Irlande

L'immatriculation des chiens soit par tatouage soit par toute autre méthode n'est pas obligatoire. Il y a quelques années, une tentative d'introduction du tatouage a été faite , sans suite.

Le tatouage est cependant obligatoire pour :

- exporter les chiens de race au Canada, en conformité avec les règles du club de chiens de ce pays.
- la participation aux concours de dressage de chiens de races croisées pour établissements de leur identité.

Deux sociétés principales :

The Irish Kennel Club

23 Earlsfork TCE

DUBLIN 2 (Irlande)

Irish Society for the Prevention of Cruelty
to Animals

1 Grand Canal Quay

DUBLIN 2 (Irlande)

7. Italie

Le tatouage est facultatif.

8. Grèce

A l'exception de quelques cas particuliers, le contrôle par inscription des chiens n'existe pas. L'immatriculation par tatouage est cependant envisagée dans l'avenir et une loi est en préparation. Elle sera réalisée grâce à une pince type AXA 280.

B. Autres pays

1. Autriche

Il existe dans ce pays quatre sociétés importantes :

- WR TIERSCHUTZ VEREIN
Schulhof 6
1010 WIEN
- OSTERR TIER SCHUTZZZEITUNG
Neuer Markt 9
1010 WIEN
- TIERSCHUTZAKTION "Der Blaue Kreis"
Arsenal objekt, stg 2
1030 WIEN
- OSTERRENNCHISCHER KYNOLOGENVERBAND
Loildoldgasse 1/8
A 1080 WIEN VIII

qui sont conscientes de l'importance du tatouage.

Il y a 10 ans, un gros effort avait été entrepris avec la collaboration de tous les vétérinaires. Malheureusement, cette action a échoué par suite du désintéressement des propriétaires de chien.

2. Canada

Les problèmes posés par l'immatriculation des chiens (règlements - contrôles) sont du ressort des municipalités. (13)

3. Espagne

L'immatriculation des chiens se fait par plaquette métallique lors de la première vaccination qui est d'ailleurs obligatoire.

L'inscription est faite sur une fiche d'identité comportant d'autres renseignements.

Le tatouage n'est pas pratiqué.

4. Etats-Unis

Le tatouage se pratique mais n'est pas réglementé. Trois sociétés tiennent des fichiers des chiens tatoués :

- . American dog Registry
local director
P.O. Box 262
Mount Prospect Illinois 60056
- . Canine Bureau of Identity
17 Battery place
New York NY 10004
- . National dog Registry
277 Stebbin Road
Carmel NY 10512

L'American Kennel Club (51 Madison Avenue
New York NY 10010)

tient le livre généalogique des chiens mais ne considère pas comme nécessaire le tatouage des chiens en vue de leur inscription, et ne tient pas de fichier basé sur les numéros de tatouage.

5. Finlande

Lors de la déclaration d'un chien au service de l'enregistrement, une plaque d'immatriculation portant un numéro, est remise au propriétaire pour être fixée au collier.

En 1978 et 1979, la société canine finlandaise a tatoué de 200 à 300 chiens (de races importantes et de service), mais aucune législation spéciale n'existe concernant l'immatriculation des chiens par tatouage.

6. Pologne

Aucune réglementation n'existe dans ce pays, quelques éleveurs cependant pratiquent à titre privé l'immatriculation par tatouage.

Il semble qu'une réglementation soit prévue pour l'avenir.

7. Portugal

L'immatriculation par tatouage ne semble pas pratiquée.

8. Suède

Une taxe fiscale est exigée pour chaque chien, chaque année. Une plaque fiscale spéciale accrochée au collier atteste de l'acquiescement de cette taxe.

Le tatouage ne semble pas être pratiqué.

9. Suisse

L'immatriculation par tatouage ne semble pas être pratiquée dans tous les cantons. Elle existe par exemple dans celui de Neuchatel.

Par contre, en vertu de l'ordonnance fédérale du 15 décembre 1967 sur les épizooties, tous les chiens en liberté doivent porter un collier avec une marque de contrôle officielle ou être marqués d'une autre façon qui ne doit cependant pas prêter à confusion.

L'exécution de ces prescriptions est du ressort des cantons. Le contrôle des chiens se double de la perception d'un impôt avec délivrance d'une marque pour être fixée au collier.

10. Yougoslavie

Aucun renseignement sur le tatouage dans ce pays.

CHAPITRE 4 : REALISATION PRATIQUE

A. Principe général

A l'aide d'une fine aiguille, on pratique une perforation de la peau allant jusqu'au derme et même souvent jusqu'au cartilage sous-jacent, comme c'est le cas lors de tatouage à l'oreille.

De l'encre entraînée par l'aiguille dans cette petite blessure y restera enkystée après cicatrisation de la peau.

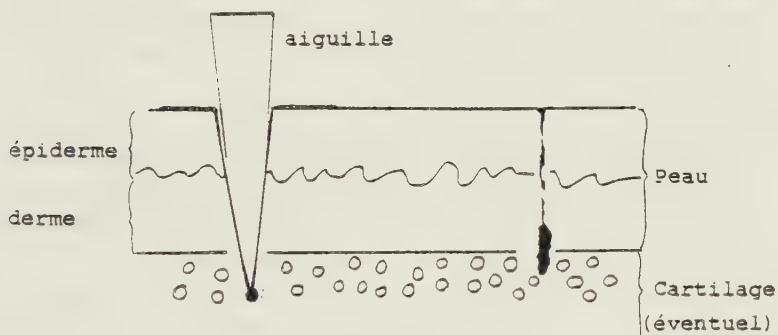


Figure n° II

B. Le matériel

Deux sortes d'appareils sont mis à la disposition des vétérinaires pour tatouer les animaux :

- . les pinces à tatouer
- . le dermographe

1. Les pinces

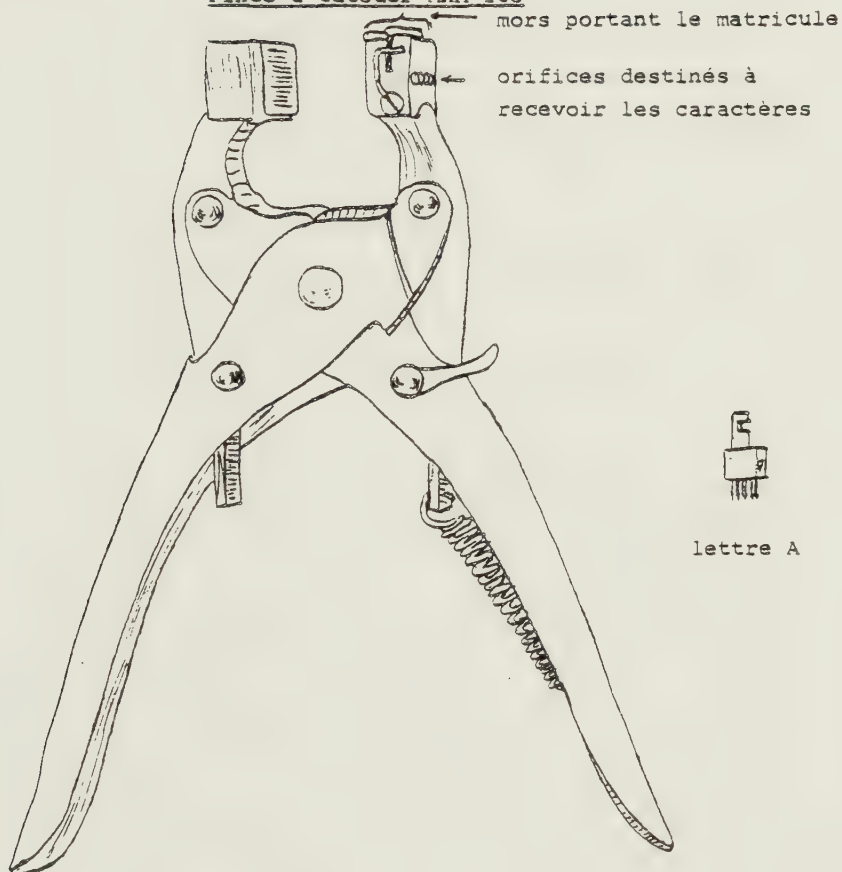
Il en existe de nombreux modèles permettant de tatouer des espèces très différentes : lapins, chinchillas, chiens et chats, moutons, porcelets, bovins. Nous ne retiendrons que les modèles permettant de tatouer les carnivores domestiques, dont la caractéristique essentielle est de posséder 6 cases. En effet, les numéros de tatouage des chiens et des chats sont constitués de 6 caractères au plus 1,2 ou 3 lettres et 3,4 chiffres.

a. La pince de type A X A 280 (figure n° III)

modèle adapté aux carnivores et agréé par la Société Centrale Canine, qui donne la possibilité de tatouer 6 lettres ou chiffres de 5 mm de hauteur.

Cette pince est livrée dans un coffret de tatouage comprenant :

- un flacon encreur à bille
- trois jeux de chiffres de 0 à 9 soit trente chiffres
- deux alphabets de 23 lettres (soit 46 lettres), les lettres O, I, Q étant supprimées car elles portent à confusion
- 10 limiteurs de profondeur et un boudin de caoutchouc.

Pince à tatouer AXA 280

ABV345

Figure n° III

Son utilisation est simple (cf schéma)

- . Il faut lever la barrette, introduire les chiffres et les lettres, l'entaille de retenue tournée vers le haut, puis fermer la barrette (si elle ne ferme pas c'est que l'un des chiffres est à l'envers). Figure n° IV
- . On doit vérifier le matricule avant tatouage par lecture directe et en relief sur l'embase des chiffres. Figure n° V
- . Mise en place éventuelle du limiteur de profondeur. Figure n°VI

Le limiteur de profondeur est un rectangle de caoutchouc mousse que l'on applique sur la surface du matricule formé par l'alignement des caractères dans la pince.

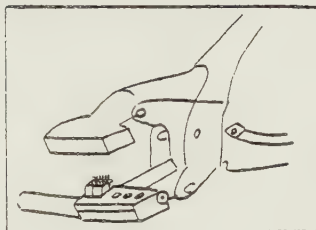
Grâce au boudin de caoutchouc mousse, et en fermant la pince, on fait pénétrer les aiguilles dans le limiteur de profondeur, jusqu'à ce qu'elles le transpercent.

On limite ainsi la hauteur de l'aiguille qui pénétrera dans la peau et par là-même la profondeur du tatouage ; on empêche l'oreille de coller sur les pointes. On peut dire dès maintenant que l'emploi de ce limiteur de profondeur est inutile, si ce n'est nuisible à la réalisation d'un bon tatouage en le rendant trop superficiel et n'atténue aucunement la douleur ressentie lors du pincement.

Ce type de pince permet le tatouage de la face interne du pavillon de l'oreille ou de la face interne du pli de peau du fuyant du flanc.

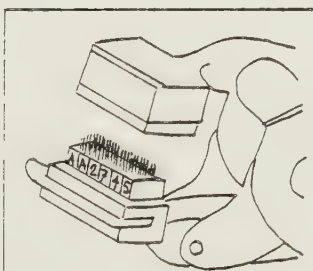
Utilisation de la pince à tatouer AXA 280

Fig. IV



Introduction des chiffres
et des lettres à tatouer
dans la pince

Fig. V



Vérification du matricule
(utilisation de la pince
ensuite)

Mise en place du limiteur de profondeur

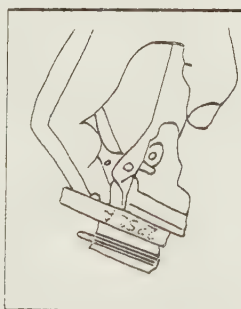
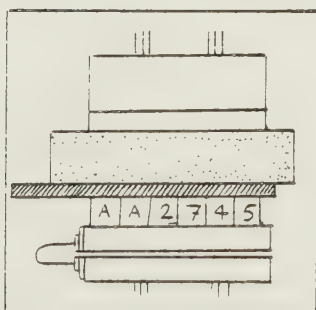


Figure VI

Particulièrement recommandée pour le tatouage du chat, à cause de ses caractères petits (5 mm), la pince A X A 280 peut être utilisée sur toutes les races canines (les naines en particulier bien sûr).

Remarque : Il existe d'autres types de pinces 6 cases 5 mm; mais dont les caractéristiques sont très proches de la pince AXA 280 :

Figure n° VII

b. Pince à tatouer 7 cases 7 mm

Hauptner Figure VIII.

Ses caractéristiques et son fonctionnement sont identiques à ceux de la pince A X A 280.

Les caractères plus gros (7 mm de haut) permettent le tatouage des chiens de grande race dont la face interne de l'oreille est suffisamment large. Son emploi est rare cependant. Elle est livrée avec encre, alphabet, jeux de chiffres.

c. Pince titan Nova. Figure n° IX

Longueur 22 cm, poids 670 g.

Son composteur peut contenir au choix 5 chiffres INRA de 10 mm de hauteur ou 6 chiffres INRA de 8 mm de hauteur.

Les chiffres hauts de 10 mm sont réservés aux moutons et aux porcelets en général.

Par contre, il est possible d'utiliser les chiffres de 8 mm de haut pour tatouer les chiens de grandes races : dogues, chiens courants de chasse (anglo-poitevins, saint-huberts ...) chez lesquels un tatouage

Figure n° VII Pince 6 cases de 5 mm non de type AXA 280

Hauptner



AA279

TATOUAGE
GRANDEUR NATURE



AA278

TATOUAGE
GRANDEUR NATURE

Figure n° VIII Pince 7 cases de 7 mm Hauptner

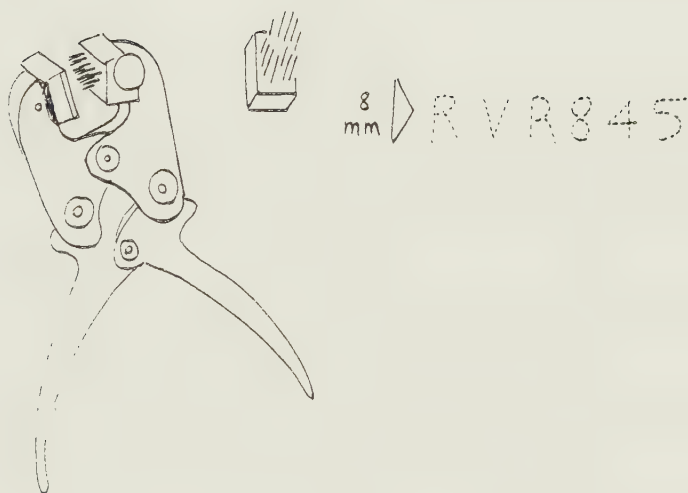


Figure n° IX : Pince Titan Nova-Chevillot
6 cases 8 mm.

de 5 mm de haut est illisible car trop petit.

On tatoue à l'aide de cette pince à l'oreille ou au flanc.

De même que pour la pince AXA 280, ses accessoires sont : flacon encreur, jeux de chiffres, alphabets.

d. Pince 6 cases 10 mm.

Plutôt réservées aux moutons et aux porcelets de par la grosseur des caractères, il est possible de s'en servir pour tatouer les grands chiens. Elles sont livrées avec les mêmes accessoires que les pinces précédentes.

On en trouve de nombreuses sortes, et pour ne citer que les principales, nous avons :

les pinces Burdizzo (figure n° X)

Aesculap	} fabriquées en Allemagne
Hauptner	
	} par Herbert HOLTZ.

se

2. Les dermatographes ou tatoueurs électriques

- Ce sont des appareils électriques se présentant sous la forme de stylos munis à leur extrémité d'un faisceau de fines aiguilles (3 à 5) qui vibrent très rapidement (environ 6 000 vibrations par seconde) et pénètrent dans l'épiderme y inscrutant l'encre.

En déplaçant sur la peau, l'appareil le long des lignes des caractères à tatouer, on réalise l'identification de l'animal.

- Certains tatoueurs électriques sont de type vibreur : une bobine (ou deux) provoque des vibrations transmises à des lames vibrantes. D'autres sont mus par un moteur

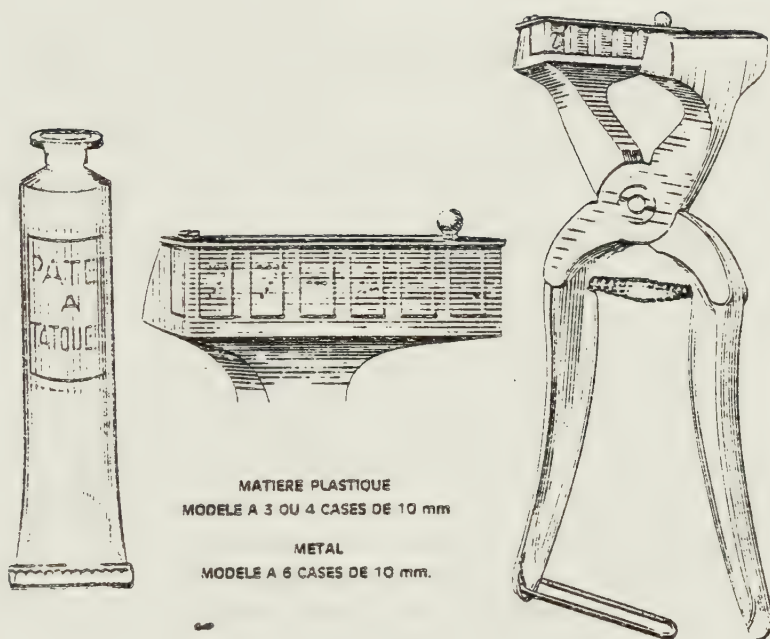


Figure n° X : Pince à tatouer BURDIZZO

électrique et sont peut-être plus silencieux que les autres.

- Certains appareils sont possesseurs d'une réserve d'encre, mais la plupart n'en possèdent pas, et il faut tremper les aiguilles dans l'encre avant de tatouer chaque caractère.

Nous trouvons actuellement en France 4 types de tatoueurs électriques :

a. à lames vibrantes sans réserve d'encre

- le "Dermographe" (MD) anciennement SIDAC fabriqué par la maison GICAM.
- Le tatoueur YLG (MD) (figure n° XI) fonctionnant sous une tension de 12 volts grâce à un transformateur.

Ces deux appareils comportent une mise en marche par commande au pied.

- L'appareil électrique à tatouer USMG (MD) fabriqué par la Société Spaulding fonctionnant sous une tension de 9 volts grâce à un transformateur.

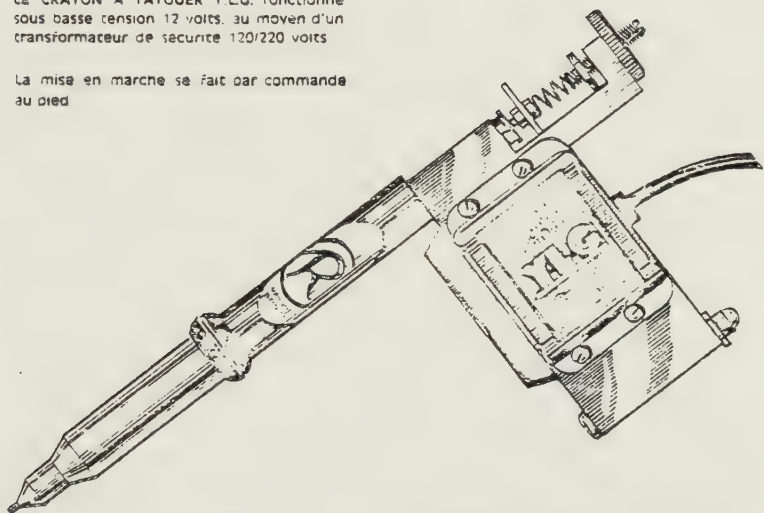
Cet appareil possède un contacteur au doigt : il suffit de serrer le stylo entre le pouce et l'index pour le faire entrer en vibration.

b. à moteur avec réserve d'encre

Le tatoueur électrique M 3695 (MD), la réserve d'encre se trouvant à l'intérieur de la tige.

LE CRAYON A TATOUER Y.L.G. fonctionne sous basse tension 12 volts. au moyen d'un transformateur de sécurité 120/220 volts

La mise en marche se fait par commande au pied



LE CRAYON A TATOUER Y.L.G. est livré en coffret métallique emailé, dans lequel est incorporé le transformateur de sécurité avec

- 5 aiguilles de rechange
- 2 flacons stylogoutte d'encre spéciale à tatouer à base de pigments et insoluble, 1 noir 1 vert
- 1 commande au pied.

Figure n° XI : Appareil à tatouer Y.L.G.

3. L'encre

Elle doit être de bonne qualité, c'est-à-dire épaisse. C'est une encre à tatouer spéciale, cependant, certains tatoueurs utilisent de l'encre de Chine tout simplement.

L'encre à tatouer peut être de différentes couleurs : noire, verte, marron, blanche, jaune. L'encre noire est la plus souvent utilisée, l'encre verte est appréciée pour tatouer une peau sombre.

Les encres blanches et jaunes créées pour réaliser le tatouage sur les peaux noires sont rarement utilisées (cf enquête à l'exposition canine internationale de Bourges, 21 et 22 février 1980). Devant la diversité des encres de tatouage et leurs qualités diverses la Société Centrale Canine demande au ministère de l'agriculture de bien vouloir procéder à des essais d'encres en vue d'homologation (extrait du P.V. du C.A. du CNPA du 13.3. 1980).

C. La contention

Il est possible de procéder à deux types de contention : contention physique et contention chimique.

1. La contention physique

L'animal n'est ni anesthésié, ni tranquilisé, on se contente de le museler avec une lacette et de le faire maintenir solidement par un ou plusieurs aides.

Ceci n'est possible que sur des chiens de petit format, suffisamment coopératifs (les chiens de chasse type griffon nivernais, bien que de taille importante, lorsqu'on les tatoue à l'oreille, à la pince, ne bougent souvent pas).

On peut se contenter de ce moyen de contention lorsque l'on tatoue à la pince, car l'exécution du tatouage est alors relativement rapide et l'animal se défend peu ou peu de temps. A notre avis, ce mode de contention est insuffisant pour tatouer au dermatographe (ce qui demande plus de minutie que le tatouage à la pince et plus de temps) ou pour tatouer des animaux forts et peu coopératifs (type berger allemand) de même que pour tatouer les chats.

Il est cependant possible sur les chiots de réaliser un tatouage au dermatographe à la cuisse sans trop de problèmes. D'ailleurs, c'est cette technique qu'utilisent la majorité des éleveurs qui tatouent eux-mêmes leurs animaux à l'âge de 6-8 semaines.

Le tatouage du chiot à la pince ne pose également aucun problème avec ce genre de contention.

De toute manière, il est certain qu'un tatouage exécuté "à la volée" a toutes les chances d'être mal fait et de s'effacer dans un délai rapide.

2. La contention chimique

a. La tranquillisation

Elle est souvent suffisante pour tatouer à la pince un chien quelle que soit sa taille s'il n'est pas trop agité. Elle peut également suffire pour un tatouage au dermographe d'un chien à la cuisse.

b. L'anesthésie générale

Elle est idéale pour effectuer de bons tatouages à la pince, à la cuisse ou à l'oreille. Elle est indispensable pour tatouer au dermographe de façon correcte car ce mode de tatouage est long et minutieux.

Il est indispensable d'anesthésier totalement un chat lorsqu'on veut le tatouer, c'est pourquoi il est souhaitable de réaliser ce tatouage lors d'une opération de convenance (castration - ovariectomie).

L'anesthésie générale doit être alors de courte durée et on emploie généralement des anesthésiques à action ultrarapide ou rapide :

oxybarbituriques	} avec ou sans prémédication
et thiobarbituriques	

ou bien des neuroleptanalgésiques.

D. Techniques de tatouage

1. Préparation de la région à tatouer

La région à tatouer doit être débarrassée de tous les poils qu'elle pourrait présenter, par tonte et si besoin est par rasage ultérieur.

La peau doit être bien nettoyée à l'aide d'un coton imbibé d'éther, d'alcool-éther, d'alcool ou

à défaut d'eau et de savon (dans ce cas, il faut bien la sécher ensuite), le but étant de dégraisser la peau.

Il est important dans cette opération de ne pas trop frotter pour ne pas provoquer un afflux de sang (notamment à l'oreille) et une congestion qui après pincement lors du tatouage proprement dit ferait saigner la peau et pourrait empêcher la prise du tatouage en entraînant l'encre dans le sang.

Certains praticiens ont remarqué que le saignement de la peau au niveau des orifices pratiqués lors du tatouage avait peu d'influence pour la prise de ce tatouage (si bien sûr ce saignement n'est pas trop important).

2. Le tatouage proprement dit

a. Tatouage à la pince

Lorsque la région à tatouer est préparée, il faut l'enduire d'encre avec un petit pinceau ou à l'aide d'un flacon encreur à bille (figure n° XII). Puis placer la pince sur la région à tatouer en vérifiant que la peau soit bien tendue et ne fasse aucun pli (figures n° XIII et XIV).

Pincer cette région de façon assez ferme pour faire pénétrer toutes les petites aiguilles dans la peau puis retirer la pince.

Il n'est pas nécessaire de laisser la pince fermée longtemps sur la peau, le simple pincement étant suffisant. Si l'on tatoue à l'oreille, il faut prendre soin d'éviter le plus possible les veines.

Il est important de masser ensuite la peau pour bien faire pénétrer l'encre dans les orifices réalisés; s'il s'agit d'un tatouage à l'oreille, il est facile de plier celle-ci en deux dans le sens de la longueur et de frotter les deux parties l'une contre l'autre.

Tatouage à la pince



Figure n° XII : Application de l'encre sur la
région à tatouer

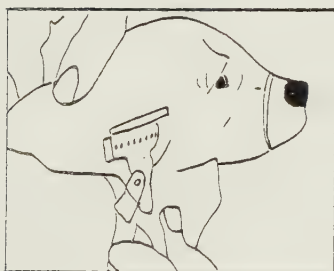


Figure n° XIII
Tatouage à l'oreille

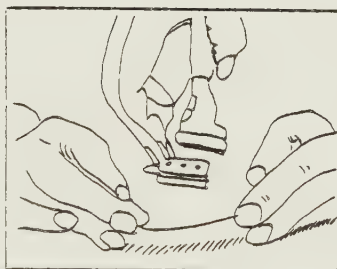


Figure n° XIV
Tatouage dans le pli du
flanc

S'il s'agit d'un tatouage au pli du flanc, le massage se fait entre le pouce et l'index.

On peut à l'aide d'un coton sec enlever l'encre superflue puis vérifier la bonne réalisation du tatouage, mais il faut alors ensuite rajouter de l'encre sur le numéro. Cette encre doit sécher puis tomber d'elle-même. Il ne faut pas que le propriétaire du chien la nettoie; elle tombe en général dans les 10 jours suivant le tatouage. Pour réaliser un bon tatouage à la pince, il faut préparer soigneusement la pince :

- vérifier si les chiffres sont bien propres et ne sont pas encrassés par de l'encre séchée (reliquats de précédents tatouages).

- vérifier le bon maintien des chiffres et des lettres dans la pince, et vérifier le numéro de tatouage.

- l'emploi du limiteur de profondeur est inutile comme nous l'avons vu précédemment.

- afin que l'encre pénètre encore mieux dans les orifices cutanés, il est conseillé d'étendre un peu d'encre sur les petites pointes des chiffres et des lettres constituant le numéro de tatouage.

b. Tatouage au dermographe

Après préparation de la région cutanée, à l'aide d'un stylo (feutre ou à bille) on peut dessiner les lettres du numéro de tatouage sur la peau. On peut éventuellement ensuite y appliquer une mince couche de vaseline ou d'anesthésique de contact.

Un aide doit bien tendre la peau de la région à tatouer.

L'appareil à tatouer branché, la mise en vibration des aiguilles permise par une commande au pied(ou

au doigt) permet à l'opérateur d'avoir les deux mains libres. Si l'on utilise un dermographe ne possédant pas de réservoir d'encre, il faut, avant la réalisation de chaque lettre, tremper soigneusement les aiguilles dans l'encre en les faisant éventuellement vibrer pour répartir l'encre à leur niveau.

Puis, on applique le crayon sur les lignes des lettres préalablement tracées. Il faut procéder lettre par lettre.

Le crayon doit être tenu bien perpendiculaire à la peau afin que les aiguilles pénètrent assez profondément dans la peau.

Le tracé d'une lettre ou d'un chiffre doit se faire assez lentement pour avoir un bon marquage du premier coup et ne pas avoir à repasser sur les traits ce qui pourrait rendre le dessin confus (bien qu'avec un peu de soin ce soit possible pour épaissir les traits), on masse ensuite avec le doigt pour bien faire pénétrer l'encre.

Pour se rendre compte du résultat de son travail, on peut essuyer l'encre avec un coton enduit d'une crème grasse ou de vaseline, on ne doit pas mouiller la peau pour la nettoyer.

Lorsque le tatouage est terminé, il est inutile d'étendre de l'encre sur celui-ci comme on le fait lors d'un tatouage à la pince; on se contente de retirer avec un coton l'encre superflue. Ensuite, on peut éventuellement recouvrir les lettres d'une mince couche de vaseline pour atténuer l'irritation due à la manipulation ou d'une crème antibiotique. Il faut à la fin de chaque tatouage nettoyer les aiguilles du dermographe dans un peu d'alcool.

On remarque que le tatouage au dermographe dont les aiguilles s'enfoncent strictement dans le derme provoque moins de saignements que le tatouage à la pince dont les lettres peuvent quelquefois perforer une veine.

E. Accidents consécutifs au tatouage

Nous ne parlerons pas des problèmes de prise du tatouage essentiellement dus à une mauvaise technique, ni de ceux qui surviennent lors de la contention. Il faut cependant rappeler que pour intervenir au niveau de la tête (tatouage à l'oreille) sur un animal anesthésié, il est indispensable d'utiliser l'atropine lors de la mise en œuvre de la préanesthésie (1 mg/animal/24 heures en injection hypodermique). Ceci afin d'éviter les risques de syncope par arrêt cardiaque d'origine vagale. (7)

Les accidents consécutifs au tatouage, dus à l'intervention proprement dite sont rares.

. Saignement prolongé qui entraînerait l'effacement du tatouage.

Il arrive surtout lors de tatouage à l'oreille à la pince, si l'on pique dans une veine. Il s'arrête en général très vite et souvent le tatouage est malgré tout excellent.

Il nous est arrivé de voir saigner un animal de façon anormale suite à un tatouage de l'oreille à la pince, qui en fait a été le révélateur d'une intoxication aux anticoagulants.

. Le tatouage peut provoquer une irritation de la peau - à l'origine d'une dermite prurigineuse surinfectée ou non.

L'application d'une pommade antibiotique et même antiinflammatoire après le tatouage (au dermatographe surtout) empêche tout accident de ce genre (Cidermex ND. Cortanmycetine ND ...). L'irritation de la peau de l'oreille consécutive au tatouage peut également amener le chien

à se secouer la tête violemment et à favoriser l'apparition d'un hématome de l'oreille.

Un hématome peut également apparaître si lors du pincement de l'oreille, quelques petites veines ont éclaté.

Toute cure chirurgicale de ces hématomes annule le tatouage.

F. Fichier central et fiches d'Identification

La partie pratique du tatouage étant réalisée, le tatoueur doit remplir soigneusement la fiche d'identification.

Cette fiche est composée de trois volets :

- . L'un est donné au propriétaire du chien ou du chat.
- . Le deuxième est envoyé au fichier central qui est pour le chien : la Société centrale canine (A.M. du 16.2.71 voir annexe).
et pour le chat, la Société LOGIX qui gère le fichier vétérinaire félin du Syndicat des vétérinaires.
- . Le troisième est conservé par le tatoueur au moins pendant trois ans en ce qui concerne les chiens (A.M. du 16.7.75).

(extrait du P.V. du C.A. du CNPA du 13 février 1980).
La S.C.C. pourrait intervenir auprès du ministère de l'agriculture pour obtenir que le double de la fiche soit adressé au fichier central par la personne qui a effectué le tatouage de l'animal.

Aucun délai n'est imposé pour le chat.

1. Fiches du chien

Les trois volets possèdent le même recto où sont consignés des renseignements concernant :

le propriétaire	}	figure n° XV
le chien		
l'emplacement du tatouage		

Le numéro de tatouage : 1, 2 ou 3 lettres
et 3 chiffres.

Le volet à retourner à la Société centrale canine doit être complété au recto par le marchand, l'éleveur ou le propriétaire. (Figure n° XVI)

Le volet gardé par le propriétaire présente à son verso un questionnaire permettant de réactualiser le fichier lors de la mort du chien ou de son changement de propriétaire. (figure n° XVII)

2. Fiches du chat

Les trois volets possèdent également le même recto :

numéro de tatouage : 2 lettres - 4 chiffres
renseignements concernant le propriétaire
renseignements concernant le chat
(Figure n° XVIII)

Le volet à renvoyer à la Société LOGIX porte à son verso, uniquement l'adresse de cette société ; le tatouage chez le chat étant totalement indépendant des sociétés généalogiques, aucun renseignement complémentaire n'est nécessaire.

Le volet à garder par le propriétaire de l'animal présente à son verso un questionnaire nécessaire à la mise à jour du fichier, de même que pour le chien, en cas de décès ou de changement de propriétaire de l'animal. (Figure n° XIX).

CDW 603 *

N° d'immatriculation

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
SOCIÉTÉ CENTRALE CANINE
 215, rue Saint-Denis - 75093 PARIS CEDEX 02
 Tél. 233.61.67
Fichier Central
 des animaux de l'espèce canine

PROPRIÉTAIRE		PRATICIEN HABILITÉ	
Nom (1) _____		Emplacement du tatouage	
Prénom _____		☐ cuisse	☐ oreille
Rue _____ N° _____		☐ droite	☐ gauche
Localité _____		Mettre une croix dans les cases adéquates.	
Code postal _____ Ville _____		Date _____	
Tél. _____		Tatouage exécuté ou contrôlé par le signataire soussigné	
CHIFFRE _____		Nom et signature _____	
Nom (1) _____			
Sexe _____ Né le _____			
Race _____			

(1) en lettres majuscules.

Volet à conserver en archives du praticien.

Figure n° XV

RENSEIGNEMENTS complémentaires

NOM (en majuscules) _____
 Variété dans la race _____ Taille: _____
 Robe _____ Poil _____
 N° L.O.F. _____ ou N° dossier S.C.C. _____
(pour les chiens en voie d'inscription au Livre généalogique)

Marchand ou Exploitant spécialisé (ressort sociale et adresse ou carnet)	Réservé au Fichier Central
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

Figure n° XVI

La tenue à jour du Fichier Central implique que toute mutation du chien soit obligatoirement signalée à la SOCIÉTÉ CENTRALE CANINE dès qu'elle se produit :

1) **Changement de propriétaire** : le nouveau maître doit renvoyer cette carte à la S.C.C. accompagnée d'un chèque ou mandat lettre de F 20

Préciser ci-après nom, prénom et adresse complète du demandeur au nom de qui une nouvelle carte - avec même N° d'immatriculation - doit être établie :

Nom _____
 Prénom _____
 Rue _____ N° _____
 Localité _____
 Code postal _____ Ville _____
 Tél. _____

2) **Décès du chien** : le propriétaire renvoie simplement la carte à la S.C.C. en mentionnant ci-après la date du décès.

« Chien décédé le _____ »

CARTE D'IMMATRICULATION au Fichier Central des Animaux de l'Espèce Canine

(Arrêté du 16 février 1971)

L'ancien propriétaire doit remplir, au moment de la cession, le cadre ci-dessous :

Je soussigné, déclare avoir cédé le
 chien titulaire de la présente carte

M. Mme _____

Date _____

Signature : _____

**CETTE CARTE N'A PAS VALEUR
 DE PEDIGREE.**

Figure n° XVII

 FICHIER VÉTÉRINAIRE FÉLIN SYNDICAT DES VÉTÉRINAIRES	
N° d'identification	
Cachet et Signature du Vétérinaire	
Date	Géré par: LOGIX 8, Parc de Rocquencourt 78150 LE CHESNAY Tél.: 954 51 07
PROPRIÉTAIRE	CHAT
Mr. et Mme. ☐ Mr. ☐ Mme. ☐ Mlle. ☐ Nom et Prénom No. et rue Résidence Localité Code postal Ville Tél.	Nom Sexe: ☐ M ☐ F Stérilisé(e): ☐ OUI ☐ NON Né(e) le Race Robe Signes particuliers
EXEMPLAIRE À RENVoyer à LOGIX (adresse au dos)	
LOGIX 07/80	

Figure n° XVIII

TRES IMPORTANT

Cette carte d'immatriculation doit être conservée par le Propriétaire.

Prière de la renvoyer pour mise à jour au :

Fichier Vétérinaire Félin

LOGIX - 8 Parc de Rocquencourt

78150 LE CHESNAY

Tél. 954.51-07

1. EN CAS DE CHANGEMENT D'ADRESSE OU DE PROPRIÉTAIRE

(prérez de joindre un cheque ou CCP de 15 francs à l'ordre de LOGIX)

Une nouvelle carte vous sera adressée à :

☐ Mr. Nom
☐ Mme
☐ Mlle Prénom
 No. et rue
 Résidence ou Localité
 Code postal [] [] [] [] [] [] Ville
 Téléphone :

2. EN CAS DE DECES DE L'ANIMAL, préciser : décédé le

(gratuit)

Figure n° XIX

3. Problèmes rencontrés dans la tenue des fichiers.

a. Problème de gestion

Jusqu'en 1980, le fichier central canin était manuel, mais devant l'ampleur des inscriptions, une modernisation était indispensable. Donc, depuis le 1er janvier 1980, le fichier canin a été mis sur ordinateur. grâce à ce système informatique, il est question de décentraliser le fichier canin et de créer en province des terminaux permettant de consulter immédiatement à distance le fichier.

La Société LOGIX quant à elle a mis son fichier sur ordinateur dès le départ et n'a donc aucun problème de gestion.

b. Problème de mise à jour du fichier

Bien souvent, les cartes devant être envoyées à la Société centrale canine ou à la Société LOGIX ne le sont pas, ou le sont avec beaucoup de retard.

Lorsqu'il y a changement de propriétaire, d'adresse du propriétaire ou bien décès du chien, la carte d'immatriculation devrait être renvoyée au fichier pour que celui-ci se remette à jour. Ceci est fréquemment oublié. Des problèmes se rencontrent également en ce qui concerne la correspondance des noms sur les deux cartes. Ceci est dû à un mauvais remplissage des cartes lorsque le tatouage est fait par l'éleveur, et que l'animal est cédé aussitôt au propriétaire. Lorsque le tatouage s'est effacé, et que l'on procède à un retatouage, bien souvent à un endroit différent, il faut effectuer un changement de carte qui n'est pas réalisé la plupart du temps.

En ce qui concerne ce dernier cas, la Société centrale canine a fait parvenir aux praticiens en juin

1976, une lettre les informant de la conduite à tenir, de même que celle à tenir lorsque le matricule du chien est visible mais ne correspond pas à celui porté sur la carte.

SOCIETE CENTRALE CANINE

Le Président

FG/MO

TRES IMPORTANT

A l'attention de Messieurs le Praticiens procédant à
l'identification des chiens par tatouage

L'attention de la S.C.C. a été appelée sur deux problèmes auxquels se trouvent confrontés les praticiens lorsqu'un chien présente un tatouage peu visible ou lorsque le tatouage de l'animal ne correspond pas au matricule de sa carte.

Pour ces deux cas, il convient d'appliquer les dispositions ci-après :

Premier cas : chiens présentant un tatouage peu visible.

A la demande du propriétaire, le praticien pourra effectuer un nouveau tatouage reproduisant le matricule figurant sur la carte qui lui est présentée, à condition que ledit propriétaire soit effectivement celui indiqué sur la carte et que l'animal réponde aux caractéristiques qui y sont mentionnées (sexe - âge - race).

Le nouveau tatouage sera effectué aux mêmes emplacements (cuisse ou oreille - droite ou gauche) que celui initial et devra ne pas interférer sur ce dernier. Si par nécessité le nouveau tatouage devait être effectué à un autre emplacement parmi ceux prévus, le praticien devra retenir la carte et la transmettre à la S.C.C. en

précisant la date à laquelle il aura pratiqué le nouveau tatouage et l'emplacement. Il authentifiera ces renseignements par son cachet et sa signature. Une nouvelle carte modifiée sera alors adressée par la S.C.C. au propriétaire.

Deuxième cas : le matricule est visible mais ne correspond pas à celui porté sur la carte.

Le praticien doit s'abstenir de procéder à une modification. Il appartient au propriétaire de soumettre le cas à la SOCIÉTÉ CENTRALE CANINE en donnant toutes précisions sur l'origine de l'animal (producteur, vendeur, N° d'immatriculation au L.O.F. le cas échéant, praticien ayant procédé au tatouage etc...). La S.C.C. effectuera une enquête et en fera connaître la conclusion au propriétaire. Si cette conclusion conduit à une modification du tatouage, le propriétaire présentera la décision de la S.C.C. au praticien, lequel pourra alors y procéder et devra comme dans le premier cas transmettre à la S.C.C. la carte qui lui est présentée après l'avoir renseignée comme déjà indiqué. La S.C.C. établira alors une nouvelle carte comportant le nouveau matricule, qu'elle fera parvenir au propriétaire.

Ces dispositions, prises en accord avec le Ministère de l'Agriculture, ont pour objet d'éviter les fraudes possibles et de mettre par ailleurs hors de cause la responsabilité des praticiens à ces occasions.

Paris, le 29 juin 1976

3ème P A R T I E : DISCUSSION - TRAVAUX PERSONNELS

CHAPITRE 1er : CHOIX DE LA METHODE ET DU LIEU DE TATOUAGE

A. Comparaison pince - dermographe.

Normalisation des caractères.

Règlementairement, le tatouage doit se réaliser soit à l'oreille, soit à la cuisse.

Pince et dermographe permettent le tatouage à ces deux endroits avec cependant quelques différences, notamment en ce qui concerne la grosseur des lettres réalisées.

. La pince permet de réaliser un tatouage à l'oreille, ainsi que dans le pli du flanc. Les lettres apposées peuvent être de petite taille (5 mm) mais avec certaines pinces, on peut tatouer des lettres allant jusqu'à 8-10 mm de hauteur.

. Le dermographe permet de réaliser des tatouages à l'oreille et dans le plat de la face interne de la cuisse peu pileux en général.

La grosseur des lettres est appréciée par l'exécutant en fonction de la place dont il dispose.

Le dermographe permet de dessiner des lettres de moyenne et de grande hauteur, mais la réalisation de lettres très petites est difficile.

THERET M. pense que pour éviter au maximum les fraudes au niveau du tatouage :

- une normalisation des caractères est nécessaire.
- un âge de tatouage fixe doit être défini.

Etant donné la diversité des méthodes, ainsi que la diversité des races canines, en ce qui concerne surtout la taille, une normalisation des caractères de tatouage semble difficile.

Tout au plus pourrait-on définir des normes de tatouage au sein d'une race :

âge du tatouage, lieu de tatouage, appareil utilisé.

B. Choix d'une méthode

Il est guidé par l'animal lui-même, par les désirs des propriétaires ainsi que par les préférences des tatoueurs. Il est cependant certains cas où une méthode s'impose d'elle-même.

Lorsqu'un tatouage doit être petit, seule la pince permet la réalisation de ces petits caractères et surtout la pince AXA 280 dont les lettres sont hautes de 5 mm. C'est le cas des chats, dont seul l'intérieur du pavillon de l'oreille est un lieu correct de tatouage, mais hélas de petites dimensions.

Il en est de même pour les petits chiens que l'on doit tatouer à l'oreille.

Inversement, lorsqu'on veut réaliser un tatouage bien visible en effectuant de grosses lettres, il faut

utiliser le dermographe et tatouer à la cuisse.

C. Choix d'un lieu de tatouage

1. Tenant à l'animal

a. Pilosité

Pour les animaux, dont le système pileux est peu développé, le tatouage à la cuisse ou à l'oreille est indifférent.

Par contre, certaines races (Cocker souvent) ont un système pileux très développé, ce qui pose des problèmes quant à la réalisation d'un tatouage lisible.

Sur ces animaux, il sera difficile de faire le tatouage à la cuisse. Tondre étant obligatoire pour effectuer le tatouage, celui-ci sera illisible lorsque le poil sera repoussé et passera inaperçu en cas de perte de l'animal. On doit se rabattre sur l'intérieur du pavillon de l'oreille ; celui-ci possédant souvent un peu de peau glabre dans sa partie proximale susceptible d'y accueillir un tatouage, mais ce n'est pas toujours le cas. Ce masquage du tatouage par le poil ne présente un inconvénient majeur qu'en cas de perte de l'animal. Dans tous les autres cas (expositions canines, mesures conservatoires...), il est facile de découvrir ce matricule en rasant à nouveau le poil et en imbibant la peau d'alcool ou d'éther.

Donc pour ces animaux à forte pilosité, seule l'oreille semble être le lieu de tatouage le meilleur dans la mesure où elle n'est pas totalement envahie par les poils. Dans le cas contraire, on pourra préférer le tatouage à la cuisse avec le dermographe en effectuant de grosses lettres qui se verront peut-être mieux après

tonte. On ne peut que conseiller alors au propriétaire conscient de l'inutilité de ce tatouage en cas de perte de l'animal, de tondre régulièrement l'endroit tatoué... Chez le chat, l'oreille seule étant dépilée, elle représente l'unique lieu de tatouage possible.

b. Pigmentation de la peau

Sur des animaux à peau très pigmentée, il est difficile de réaliser un tatouage très lisible à l'encre noire. Aussi est-il possible d'utiliser de l'encre verte, ou bien blanche ou jaune, bien que pour réaliser un bon tatouage avec ces deux derniers types d'encre il faille travailler sur un animal à peau vraiment très foncée.

Dans le cas où on utilise de l'encre noire ou verte, il est peut-être préférable de tatouer à l'oreille, la lecture du tatouage pouvant se faire par transparence, en plaçant une source lumineuse derrière l'oreille.

c. Taille de l'animal

Elle joue plutôt dans le choix d'une méthode comme nous l'avons vu plus haut. Mais cependant, on peut rappeler qu'un chien très petit supportera un tatouage à l'oreille à la pince, un tatouage au dermatographe ou à la pince à la cuisse. Par contre, sur des chiens grands ou moyens, on pourra réaliser un tatouage au dermatographe à l'oreille ou à la cuisse.

2. Tenant au propriétaire

Souvent chez un animal à oreilles dressées (Berger Allemand), le tatouage à l'oreille (à la pince ou au dermographe) est très visible. Certains propriétaires trouvent cela inélégant et préfèrent faire tatouer leur animal à la cuisse. Il est certain qu'il peut ici y avoir antagonisme entre les qualités d'un tatouage (qui doit être lisible et le plus visible possible) et l'esthétique. De même, les propriétaires d'animaux à oreilles dressées préfèrent faire tatouer leurs animaux à la cuisse plutôt qu'à l'oreille car ils craignent que le tatouage ne modifie ou n'empêche le port ultérieur normal de l'oreille tatouée.

L'expérience montre que cela est rare.

CHAPITRE 2 : ENQUETES

A. Enquête auprès des vétérinaires.

Une enquête, menée par la Société centrale canine et le Conseil national de la protection animale est parue dans la Dépêche vétérinaire n°11 du 17.7.79.

Le Dr CARRIER était chargé par l'intermédiaire du S.N.V.P.F. de recueillir les réponses des praticiens.

Les résultats de cette enquête n'ont pas été exploités, peut-être parce qu'insuffisants et peu probants.

Cependant, une étude préalable sur ce sujet (par Mr PITTION-ROUSSILLON) a montré que :

- les vétérinaires semblent préférer l'utilisation du dermatographe, car ils ont souvent à tatouer des animaux adultes difficiles à manipuler et nécessitant une tranquillisation ou une anesthésie.
- la douleur ressentie par un tatouage à la pince est très vive chez l'adulte, cela peut le rendre méchant et difficile à examiner ultérieurement.
- La Société centrale canine semble préférer, elle, l'usage de la pince qui permettrait une généralisation rapide du tatouage et qui est d'un emploi facile sur le chiot.
- Il semble que le dermatographe ne donne pas de bien meilleurs résultats que la pince quand elle est bien utilisée.

La Société centrale canine préconise également le tatouage à l'oreille droite, car il est plus facile lorsque l'on trouve un chien de soulever son oreille pour voir le tatouage que de le mettre sur le dos pour chercher un tatouage à la cuisse surtout si le chien est méchant.

B. Enquêtes auprès des propriétaires d'animaux

1. Exposition canine internationale de Bourges 21 et 22 février 1981

Tous les animaux présentés étant de race pure, étaient tatoués.

Etant donné leur inscription au L.O.F., le tatouage avait été effectué vers l'âge de 3 mois sauf retatouage (après effacement d'un 1er tatouage) ou animaux venant de l'étranger.

- Nombre de chiens examinés : 426

chiens tatoués : 424

chiens non tatoués : 2

(venant de Suisse)

- Appareil de tatouage :

Tatouages réalisés

à la pince : 276 = 65 %

au dermographe : 148 = 35 %

- Lieu de tatouage :

Tatouage à l'oreille : 281 = 66 %

Tatouage à la cuisse : 143 = 34 %

- Couleur de l'encre :

verte : 95 = 22 %
 noire : 328 = 77 %
 rouge : 1 = 0,2 %

- Lisibilité (appréciation en degrés)

0 - illisible	: 36 = 8,5 %	} 22,5 %
1 - difficilement lisible	: 60 = 14 %	
2 - lisible	: 125 = 29 %	} 77,5 %
3 - excellent	: 203 = 48 %	

De cette enquête, nous déduisons quelques faits :

a/ Appareil utilisé et lieu de tatouage

- la pince est plus utilisée que le dermographe

- avec la pince, on tatoue plus volontiers à l'oreille (91% des tatouages à la pince) alors qu'avec le dermographe, le tatouage se fait le plus souvent à la cuisse (80% des tatouages au dermographe).

- Proportionnellement, la qualité du tatouage au dermographe est supérieure à la qualité du tatouage à la pince.

La qualité des tatouages dermographe-cuisse est la même que la qualité des tatouages pince-oreille. Cependant, on remarque que la majorité des bons tatouages effectués au dermographe à l'oreille est élevée (93,3 %) ce qui n'est pas le cas des tatouages effectués à la pince à la cuisse dont 58 % sont mauvais.

Si l'on compare cette enquête avec l'enquête de Mme HERVE-BREAU en 1974, on remarque que la qualité des tatouages a augmenté avec le temps et la pratique du tatouage.

Tableau n° 11 : lieu de tatouage

Appareil de tatouage	Nb an ^x	Lieu de tatouage	Nb an ^x	%	degré de lisibilité	Nb an ^x	%	
							(x)	(xx)
Dermographe	148	oreille	30	20	0 et 1	2	1	7
					2 et 3	28	19	93
		cuisse	118	80	0 et 1	26	18	22
					2 et 3	92	62	78
Pince	276	oreille	250	91	0 et 1	53	19	21
					2 et 3	197	71	79
		cuisse	26	9	0 et 1	15	5	58
					2 et 3	11	4	42

(x) % par rapport à l'appareil utilisé

(xx) % par rapport au nombre de chiens tatoués

Tableau n° 12 : Appareil utilisé en fonction de la nature du poil

Nature du poil	Nb _{an} ^x	Appareil utilisé	Nb _{an} ^x	%	Degré de lisibilité	Nb _{an} ^x	%
Ras ou dur	237	Dermographe	77	32	0 et 1	19	8
					2 et 3	58	24
		Pince	160	68	0 et 1	37	16
Long	187	Dermographe	71	38	2 et 3	123	52
					0 et 1	9	5
		Pince	116	62	2 et 3	62	33
					0 et 1	31	17
					2 et 3	85	45

Tableau n° 13: Lieu de tatouage en fonction de la nature du poil

Nature du poil	Nombre d'animaux	lieu du tatouage	Nb d'an ^x		Degrés de lisibilité	Nb d'an ^x	
				%			%
Ras et dur	237	oreille	155	65	0 et 1	30	13
					2 et 3	125	52
Long	187	cuisse	82	35	0 et 1	26	11
					2 et 3	56	24
		oreille	126	67	0 et 1	25	13
					2 et 3	101	54
Total	424	cuisse	61	33	0 et 1	15	8
					2 et 3	46	25
Total	424	Total	424	100	Total	424	100

Tableau n° 14: Lisibilité du tatouage en fonction de son ancienneté

Année du tatouage	Nombre d'animaux	%	Degrés de lisibilité	nombre d'animaux	%
avant 1977	20	4,7	0 et 1	12	60
			2 et 3	8	40
en 1977	38	9	0 et 1	15	39,5
			2 et 3	23	60,5
1978	148	35	0 et 1	19	12,8
			2 et 3	129	87,2
1979	161	38	0 et 1	44	27,3
			2 et 3	117	72,7
1980	52	12	0 et 1	9	17,3
			2 et 3	43	82,7
Janvier et février 1981	5	1,2	0 et 1	1	20
			2 et 3	4	80

Tableau n°15: Etude comparative entre deux enquêtes sur le tatouage

Enquête de 1981					Enquête de 1974 effectuée par F. HERVE-BREAU				
Appareil	Nb x an	Lisibilité	Nb animaux	%	Appareil	Nb x an	Lisibilité	Nb animaux	%
Dermographe	148	0 et 1	28	19	Dermographe	97	0 et 1	25	26
		2 et 3	120	81			2 et 3	72	74
Pince	276	0 et 1	68	25	Pince	82	0 et 1	32	39
		2 et 3	208	75			2 et 3	50	61
Nombre de tatouages corrects : 77 %					Nombre de tatouages corrects : 70 %				

On remarque également que la différence entre les tatouages à la pince et ceux au dermographe persiste : le pourcentage de bons et très bons tatouages (degrés 3 et 4) est meilleur pour le dermographe.

b/ Nature du poil

Ce facteur ne semble pas intervenir directement sur la méthode employée, ni le lieu de tatouage.

c/ Ancienneté du tatouage

Il faut noter que tous les animaux examinés avaient été tatoués à l'âge de 6 à 8 semaines. Sur 424 chiens, 8 retatouages ont été réalisés soit 1,9 % - ce qui est peu.

On remarque que plus les tatouages sont anciens, plus la proportion de bons tatouages diminue jusqu'à être inférieure à celle des mauvais. Ce qui pourrait laisser croire que le tatouage s'efface avec le temps. A moins que ce ne soit seulement les tatouages mal faits qui s'effacent, les bons tatouages demeurant.

d/ Couleur de l'encre

L'encre noire est la plus employée (77 %).
L'encre noire est employée surtout sur les peaux sombres (22 %).

e/ Problèmes de race

Tout au long de la réalisation de cette enquête, nous avons été confrontés à de nombreux tatoueurs dont les avis et les techniques diffèrent, mais dont certaines idées communes nous ont frappé :

„au sein d'une même race de chiens, ou même d'une lignée, il existe des animaux chez qui un tatouage de bonne qualité est irréalisable. Ces chiens possèdent

une peau d'un type tel qu'elle rejette systématiquement l'encre qu'on y incruste. Malgré des essais renouvelés, certains tatoueurs ont dû abandonner le tatouage de ces individus réfractaires.

- La réussite d'un tatouage tient beaucoup à la race considérée, quelle que soit la technique employée. Sans donner la liste exhaustive des races étudiées, nous pouvons citer quelques exemples qui nous ont frappé :

- les cockers :

sur 9 animaux étudiés nous avons trouvé :
 5 tatouages mauvais (degré 0 et 1)
 4 tatouages bons (degré 2 et 3)

Chez ces animaux, le problème essentiel à la lisibilité du tatouage étant un problème de pilosité et accessoirement de couleur de la peau.

- les lévriers :

sur 13 animaux :
 12 bons tatouages (degré 2 et 3)
 1 mauvais tatouage (degré 0 et 1)

quelque soit la méthode employée et malgré le poil, le tatouage est de bonne qualité chez ces animaux (même à la cuisse envahie par le poil).

- Le Braque d'Auvergne :

sur 9 animaux :
 1 bon tatouage
 8 mauvais tatouages

L'obstacle au tatouage est constitué par la couleur de la peau : très noire au niveau des oreilles, blanche mouchetée de noir au niveau de la cuisse

(moucheture très serrée). De façon plus générale, ce problème se retrouve chez les races à peau pigmentée. Ce cas des bleus d'Auvergne nous conduit vers un dernier point :

f/ Pigmentation de la peau

Indépendamment du problème de races, il existe des individus présentant une hyperpigmentation locale (au niveau de la conque auriculaire ou de la cuisse) préjudiciable à la bonne lecture du tatouage. C'est le cas de certains bergers allemands, dobermanns ou beaucerons.

Pour cette enquête, le tableau n°16 résume les principales causes de mauvaise lecture des tatouages.

Causes d'illisibilité	Nombre de cas	Pourcentages
Longueur du poil	135	60,5 %
Peau pigmentée	21	9,4 %
Tatouage effacé ou flou	57	25,5 %
Tatouage déformé (par la croissance de l'animal)	2	0,9 %
Tatouage trop profond dans l'oreille	3	1,3 %
Caractères inadaptés	1	0,4 %

2. Exposition féline internationale de Lyon

28 février et 1er mars 1980

Cette enquête menée à l'exposition féline organisée par la Société Féline Rhodanienne. (2 A^e de Brogny. Annecy (73)) au palais des congrès de Lyon, les 28 février et 1er mars 1980 a montré que sur 159 chats examinés 2 seulement étaient tatoués - soit 1,25% - Ce qui est très faible. Les 2 chats tatoués l'avaient été à l'occasion d'une opération (non de stérilisation bien sûr sur ces animaux de grande valeur en tant que reproducteurs). La justification du non tatouage de ces animaux associée d'ailleurs à une hostilité très nette envers le tatouage est d'après les dires des exposants :

- le fait que ces animaux ne connaissent jamais la liberté donc n'ont aucune chance de se perdre.
- qu'un tatouage dans une oreille dressée en permanence se voit, est inesthétique et pourrait peut-être pénaliser le chat lors d'un concours de beauté.

Ceci n'étant pas totalement faux, ne peut cependant masquer les éléments très positifs que possède une identification par apposition d'un numéro.

En effet, la sélection et l'obtention de pedigree dans l'espèce féline sont basées essentiellement sur les méthodes descriptives. Rien ne prouve à un néophyte que le chat correspond bien aux certificats qui l'accompagnent.

Les fraudes au niveau de la reproduction, au niveau des transactions nationales et internationales, au niveau sanitaire par les vaccinations ne peuvent

souvent être réduites qu'à l'aide d'une identification ne permettant pas la confusion entre plusieurs animaux.

La lutte contre les vols passe également par une bonne identification avec immatriculation.

CHAPITRE 3 : BILANS ET PERSPECTIVES

A. Le tatouage : possibilités et limites.

1. Le tatouage : qualités et valeurs

Ce que nous venons d'étudier nous montre que le tatouage possède de nombreuses qualités nécessaires à un bon moyen d'identification :

- l'unicité, elle existe à partir du moment où un seul organisme diffuse les cartes d'identification.
- La permanence et l'indélébilité : elles existent à 77 % seulement ; cela n'est pas mal, et peut s'améliorer par la suite.
- Inviolabilité.

Elle n'est pas absolue en cas de tatouage mal placé : en extrémité d'oreille qui peut être sectionnée, sur un pli de peau qui peut être enlevé. Ceci est heureusement très rare. Il faut donc réaliser des tatouages assez profonds dans l'oreille ou assez larges dans la cuisse.

Donc l'utilisation du tatouage en tant que méthode d'identification de qualité n'est plus à remettre en question, d'ailleurs elle est tout à fait officialisée.

2. Avantages offerts par le tatouage

- Les indications du tatouage sont tout d'abord légales : il permet, en association avec la vaccination contre la rage, la mise en œuvre des mesures conservatoires.

Le tatouage obligatoire des chiens de chasse, bouvier, berger permet d'apporter la preuve de la correspondance entre l'animal et le certificat de vaccination antirabique qui l'accompagne.

Cette mesure est très importante dans le cadre de la lutte contre la rage vulpine et sa transmission à l'homme par l'intermédiaire du chien.

- Le tatouage représente un moyen dissuasif du vol des animaux ainsi que de leur trafic.
- C'est un moyen de lutte efficace contre l'abandon des animaux car il est facile dans la mesure où le fichier fonctionne bien de retrouver le propriétaire de l'animal, et de prendre des sanctions contre lui :
200 à 300 000 chiens étant abandonnés par an.
- C'est un moyen de retrouver un animal perdu auquel on tient.
- C'est un moyen de lutte contre les animaux errants qui représentent un danger épidémiologique certain vis-à-vis de la rage.

200 000 chiens errent sur les 8 millions de chiens qui vivent en France à l'heure actuelle.

- Le tatouage est un des moyens de lutte contre la prolifération des animaux dans la mesure où il rompt le cercle vicieux
anonymat - abandon - prolifération.
Cette prolifération des animaux qui prend des proportions inquiétantes puisque en l'an 2000, il risque d'y avoir 15 millions de chiens en France. (5)
- Le tatouage apporte la preuve de la correspondance entre l'animal et les documents accompagnateurs.
 - . Indispensable à toute sélection et reproduction d'animaux de race pure.
 - . Facilitant le recours de l'acheteur d'un animal atteint de maladies contagieuses.
- Le tatouage apporte une moralisation du commerce tant intérieur qu'extérieur.

En effet, actuellement, 600 à 700 000 chiens par an sont importés frauduleusement pour satisfaire la demande importante du marché français.

30 % de ces animaux ni vaccinés ni tatoués meurent durant le transport ou après. *

*LE BOLZER G. : Le trafic des faux chiens de race.

Le Figaro 16 novembre 1978

3. Inconvénients

Ils sont peu nombreux :

- En ce qui concerne le tatouage du chien, il faut rappeler les problèmes liés à certains caractères de race : pilosité, pigmentation de la peau.
Le tatouage peut s'effacer ou s'estomper avec le temps, il n'est pas inviolable.
Un tatouage bien visible est souvent inesthétique.
- Quant au chat, l'inconvénient majeur est constitué par la nécessité de tatouer sous anesthésie générale.
Le côté inesthétique du tatouage est un obstacle à l'identification des chats d'exposition.

B. Intérêts du tatouage face aux problèmes actuels.

Ces problèmes ont été étudiés par Mr P. MICAUX : ce sont les problèmes de la prolifération des animaux de compagnie et de tous les faits sociaux, économiques et humanitaires qui en découlent ou qui la produisent.

Le citoyen recherche le contact avec la nature dont il est privé, au travers des animaux de compagnie ; facteurs d'équilibre pour lui. Mais dans bien des cas, le sens de cette possession de l'animal compagnon de l'homme a été dénaturé. L'animal est devenu un gadget à la mode que la société de consommation rejette lorsqu'il a cessé de plaire ou lorsqu'il devient gênant ou encombrant. (12)

Actuellement donc, l'animal appartient à la panoplie des objets de consommation, et ceci depuis une dizaine d'années.

Ces animaux qu'on achète pour investir en affectivité font l'objet d'un marché extraordinaire. *
Tout ceci explique :

- la prolifération inquiétante des animaux de compagnie et surtout des chiens et des chats.
- L'énorme proportion d'animaux sans maître.
- Les nuisances causées par les animaux domestiques dans les cités.
- Le trafic d'animaux avec les fraudes sur les vaccinations, les pedigrees.
- Les risques que tout cela comporte dans la propagation de maladies zoonotiques ou non.

Le tatouage peut avec bien sûr de nombreuses autres mesures aider à lutter contre tous ces problèmes.

* PIERRE C., ZENTSCH U. : les animaux malades de la mode
Le Point n° 285 6 mars 1978.

C. Perspectives

Elles consistent en un ensemble de mesures (abordées dans le paragraphe "législation") concernant la généralisation du tatouage obligatoire pour tous les chiens et les chats. (12)

Cette généralisation sera progressive et visera à la réalisation du tatouage de tous les chiens et de tous les chats dans un futur proche. Elle entraîne un certain nombre d'autres mesures :

- l'exécution des tatouages par un ensemble de tatoueurs agréés et formés spécialement.
Il est évident que les vétérinaires seuls ne peuvent réaliser ce travail énorme.
Actuellement, de plus en plus de tatoueurs sont agréés par la Société centrale canine, ce qui n'est pas un mal dans la mesure où leur activité est contrôlée et quantifiée. (1)
- La réorganisation du fichier avec une séparation entre le livre généalogique et les immatriculations.
La création de fichiers départementaux qui se substituent au fichier central unique.
- Enfin, une dernière mesure semble en projet :
exiger le tatouage des animaux avant importation; ceci nécessiterait des efforts de la part des pays exportateurs qui ne semblent pas (à part la Belgique) être très favorables à une généralisation du tatouage.

Cette mesure de généralisation du tatouage constitue de façon évidente une taxe sur les animaux, d'autant plus si elle est associée à la vaccination contre la rage.

C'est la "taxe municipale sur les animaux de compagnie" réinventée.

Cette taxe avait d'ailleurs fait ses preuves an tant que mesure sanitaire principale de la prophylaxie de l'enzootie rabique en un temps où la rage était propagée par le chien et où le problème de surpopulation de ces animaux ainsi que leur divagation se posait. Rappelons cependant qu'avant de pénaliser, il vaut mieux essayer d'informer et de convaincre. C'est pourquoi une campagne d'information sur les problèmes conduisant à la généralisation du tatouage serait bien nécessaire.

C'est dans cette optique que la Société centrale canine demande l'appui du C.N.P.A. auprès du ministère de l'agriculture afin d'ouvrir une campagne à la télévision sur les motifs poussant à cette généralisation. (4)

C O N C L U S I O N S

1/ Les procédés d'identification des animaux sont nombreux variés et d'inégale valeur. Chaque technique possède des avantages et des inconvénients propres.

Le choix d'une méthode est le plus souvent dicté par l'espèce animale à identifier.

Chez les carnivores, le tatouage représente actuellement le meilleur compromis.

2/ Les indications de l'identification des carnivores domestiques sont nombreuses ; elles répondent, en particulier, à des impératifs d'ordre :

- zootechnique : animaux de race pure inscrits au livre généalogique
- sanitaire et légal : certaines catégories de chiens dont la vaccination antirabique est obligatoire, mesures conservatoires, présentation aux concours et expositions, commerce.
- humanitaire : prévention des abandons, accueil en fourrière, moralisation du commerce.

3/ Actuellement en France, le tatouage des carnivores domestiques est réalisé par 3 700 vétérinaires praticiens et 900 particuliers (éleveurs) agréés par le ministère de l'agriculture.

4/ Seul le tatouage des chiens bénéficie présentement d'un support légal et d'un encadrement officiel (Société centrale canine - S.C.C.)

Mis en place progressivement à partir de 1971, il voit depuis son importance croître régulièrement (200 tatouages en 1971, 123 000 en 1975, 465 000 en 1980) mais n'intéresse encore cependant que 21 % de la population canine totale.

5/ Le tatouage obligatoire des chiens de race pure inscrits au livre des origines françaises (L.O.F.) représentait au départ la motivation initiale et quasi exclusive de l'identification. Celui-ci demeure cependant pratiquement stable depuis 1973 (100 000 chiens par an environ).

6/ Le tatouage des chats de mise en place récente (avril 1978) et d'initiative totalement privée ne comporte aucun support légal et est indépendant des sociétés généalogiques félines.

Il est cependant en extension constante (300 tatouages en 1978, 5 000 en 1979, et 15 000 en 1980). Il est pratiqué principalement (86 % des cas) sur des animaux jeunes à la faveur d'une opération de convenance : la stérilisation (52 % des mâles et 34 % des femelles).

7/ La gestion du fichier canin officiel (S.C.C.), au départ manuelle, s'est heurtée, de façon contemporaine à l'extension du tatouage, à des difficultés matérielles ayant nécessité le transfert sur ordinateur (janvier 1980) à la différence du fichier félin privé (Société LOGIX) automatisé dès le départ.

8/ Au plan technique, une enquête rétrospective réalisée auprès des vétérinaires tatoueurs montre que les deux types d'instruments (pince ou crayon dermographe) et les deux lieux d'élection (oreille ou cuisse) ne peuvent être départagés, seul important en pratique le soin apporté à la réalisation du tatouage.

Cependant en règle générale, la pince est préférée par les éleveurs et le dermatographe par les vétérinaires car ils interviennent respectivement sur des animaux jeunes pour les premiers et plus âgés voire adultes pour les seconds.

9/ Une enquête réalisée lors d'une exposition féline internationale (Lyon 1981) n'a permis de recenser que deux chats tatoués sur 159 présentés (1,25 %).

Elle a en outre précisé l'hostilité des exposants devant une intervention inesthétique et inutile (absence de mesures conservatoires, absence de sorties donc de risques de pertes et vols).

Vu :
LE DIRECTEUR

de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

LE PROFESSEUR RESPONSABLE
de l'Ecole Nationale Vétérinaire.

LE PRESIDENT DE LA THESE

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 24 MARS 1981
Le Président de l'Université LYON I,
Pour le Président de l'Université,
Le Président du Comité de Coordination
des Etudes Médicales

R. MORRIS

ANNEXE : TEXTES LEGISLATIFS

Loi du 22 décembre 1971 (J.O. du 23 décembre 1971)

Loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs (1).

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit

Art. 1 - La vente des chiens et des chats par des marchands spécialisés ou des particliers est nulle de droit lorsque, dans les quinze jours francs qui suivent leur livraison, les premiers sont atteints de maladie de Carré ou d'hépatite contagieuse, les seconds du typhus ou de la leucopénie infectieuse.

Art. 2 - Aucun chien ou chat ne peut être importé, sauf autorisation expresse du ministre de l'agriculture, s'il n'est âgé d'au moins trois mois et muni d'un certificat de vaccination contre la maladie de Carré, l'hépatite contagieuse et le typhus.

Art. 3 - A compter d'une date fixée par arrêté du ministre de l'agriculture, les chiens cédés par des marchands ou transitant par des établissements spécialisés seront obligatoirement identifiés par tatouage.

Les chiens non visés à l'alinéa premier ci-dessus pourront également être identifiés par tatouage à la demande de leur propriétaire.

Les renseignements ainsi recueillis seront centralisés par le ministère de l'agriculture, à l'exclusion de toute société privée n'ayant pas fait l'objet d'un agrément spécial dudit ministère.

Art. 4 - Sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la police des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les règles sanitaires relatives à l'aménagement et au fonctionnement des établissements spécialisés dans le toilettage, le transit et la vente des chiens et des chats, ainsi que ces modalités de contrôle correspondantes, sont arrêtées par le ministre de l'agriculture. Ces établissements sont placés sous la surveillance des services vétérinaires.

En cas d'inobservation de ces règles, ou lorsque les animaux se trouvant dans l'un de ces établissements ne présentent pas des garanties sanitaires suffisantes, le maire ou, à défaut, le préfet, sur rapport des services vétérinaires, peut prescrire toute mesure nécessaire pour faire cesser les causes d'insalubrité et prononcer l'interdiction de cession des animaux et la fermeture temporaire ou définitive de ces établissements.

Art. 5 - Les modalités d'application de la présente loi seront déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Le présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 22 décembre 1971.

Georges POMPIDOU

Par le Président de la République :

Le Premier ministre

Jacques CHABAN-DELMAS.

Le garde des Sceaux, ministre de
la justice,

René PLEVEN.

Le ministre de l'agriculture,

Michel COINTAT.

LOI n° 76-629 du 10 juillet 1976
relative à la protection de la nature (1)
(J.O. du 13 juillet 1976)

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1er ...

Art. 12. - Le premier alinéa de l'article 213 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

"Les maires peuvent prendre toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et des chats. Ils peuvent ordonner que les chiens et les chats soient tenus en laisse et que les chiens soient muselés. Ils prescrivent que les chiens et les chats errants et tous ceux qui seraient trouvés sur la voie publique, dans les champs ou dans les bois, seront conduits à la fourrière et abattus si leur propriétaire reste inconnu et s'ils n'ont pas été réclamés par lui ; l'abattage est réalisé dès l'expiration d'un délai de quatre jours ouvrables et francs après la capture. Dans le cas où ces animaux sont identifiés par le port d'un collier sur lequel figurent le nom et le domicile de leur maître ou par tout autre procédé défini par arrêté du ministre compétent, le délai d'abattage est porté à huit jours."
.....

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 juillet 1976.

VALERY GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République

Le Premier Ministre,
JACQUES CHIRAC

Le Ministre d'Etat, ministre de
de l'Intérieur,
Michel PONIATOWSKI

Le Ministre d'Etat, garde des "sceaux,
Jean LECANUET.

Le ministre de la défense
Yvon BOURGES

Le ministre de l'équipement,
Robert GALLEY

Le ministre de l'agriculture
Christian BONNET

Le ministre de la qualité de la vie,
André FOSSET

Le ministre de la santé
Simone WEIL

Le ministre de l'industrie et de la recherche
Michel d'ORNANO

Le secrétaire d'Etat aux transports
Marcel CAVAILLE

Le secrétaire d'Etat à la culture

Michel GUY

Le secrétaire d'Etat aux départements
et territoires d'Outre-mer
Olivier STIRN

ARTICLE 213 du CODE RURAL

Art. 213. (L. n° 76-629 du 10 juill. 1976).

"Les maires peuvent prendre toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et des chats. Ils peuvent ordonner que les chiens et les chats soient tenus en laisse et que les chiens soient muselés. Ils prescrivent que les chiens et les chats errants et tous ceux qui seraient trouvés sur la voie publique, dans les champs ou dans les bois, seront conduits à la fourrière et abattus si leur propriétaire reste inconnu et s'ils n'ont pas/^{été} réclamés par lui ; l'abattage est réalisé dès l'expiration d'un délai de quatre jours ouvrables et francs après la capture. Dans le cas où ces animaux sont identifiés par le port d'un collier sur lequel figurent le nom et le domicile de leur maître ou par tout autre procédé défini par arrêté du ministre compétent, le délai d'abattage est porté à huit jours."

Les propriétaires, fermiers ou métayers, ont le droit de saisir ou de faire saisir par le garde champêtre ou tout autre agent de la force publique les chiens que leurs maîtres laissent divaguer dans les bois, les vignes ou les récoltes. Les chiens saisis sont conduits au lieu de dépôt désigné par l'autorité communale et si, dans les délais ci-dessus fixés, ces chiens n'ont point été réclamés et si les dommages et les autres frais ne sont point payés, ils peuvent être abattus sur l'ordre du maire. - Civ. 1385.

V. Circ. n° 8277 du 13 déc. 1971, n° 8294 du 13 janv. 1972 et n° 8367 du 18 mai 1972.

Article 232 du Code Rural

Art. 232. (L. n° 75-2 du 3 janv. 1975) La rage, lorsqu'elle est constatée chez les animaux de quelque espèce qu'ils soient, entraîne l'abattage, qui ne peut être différé sous aucun prétexte.

Les animaux domestiques suspects de rage et ceux qu'ils auraient pu contaminer, hormis le cas où ils se trouvent déjà soumis à des mesures de police sanitaire par l'effet d'un arrêté portant déclaration d'infection rendu par application de l'article 228, sont placés, par arrêté du préfet, sous la surveillance des services vétérinaires. Cet arrêté peut entraîner l'application des mesures énumérées aux 1° et 4° de l'article 228.

Tout propriétaire, toute personne ayant à quelque titre que ce soit la charge des soins ou la garde d'un animal domestique ayant été en contact, soit par morsure ou par griffure, soit de toute autre manière, avec un animal reconnu enragé ou suspect de l'être, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration au maire de la commune où se trouve l'animal ainsi contaminé.

Les carnivores domestiques ayant été en contact avec un animal reconnu enragé sont abattus. Il en est de même pour tout autre animal domestique mordu ou griffé par un animal reconnu enragé. Toutefois, à la demande expresse de leur propriétaire, les chiens, les herbivores et les porcins valablement vaccinés contre la rage pourront, dans certains cas et sous certaines réserves, être conservés. Ces cas et ces réserves sont déterminés par un arrêté ministériel, ainsi que les conditions et modalités requises pour que la vaccination soit considérée comme valable. - V. Arr. 29 nov. 1976 (J.O. 7 janv. 1977).

L'abattage des animaux domestiques suspects et de ceux qu'ils auraient pu contaminer de rage peut être ordonné, dans tous les cas, si ces animaux se montrent dangereux ou si le respect des mesures de police sanitaire qui leur sont applicables ne peut être ou n'est pas assuré.

L'abattage des animaux domestiques visés aux alinéas 1, 4 et 5 du présent article est effectué à la diligence des propriétaires ou détenteurs ou, dans le cas où ces derniers seraient défaillants, par les agents de la force publique.

Lorsque la rage est constatée sur des animaux sauvages, leur abattage est effectué par les agents de la force publique, les lieutenants de louveterie, les agents assermentés chargés de la police de la chasse ou, à défaut, par toute personne titulaire d'un (L. n° 75-347 du 14 mai 1975) "permis de chasser" à ce requis par le maire. - V. Décr. du 14 fév. 1940 (B.L.D. 1940.119) relatif à la police sanitaire de la rage ; Décr. n° 74-683 du 1er août 1974 (D. et B.L.D. 1974. 266, relatif à la prophylaxie de la rage ; Arr. 14 août 1974 (J.O. 1er sept.), mod. par Arr. 4 juin 1975 (J.O. 4 juill.). - Sur l'observation des animaux mordeurs, V. Circ. DSV/n° 1136 C du 20 mars 1970.

Pour l'inscription de la rage :

- sur la liste des maladies à déclaration obligatoire, V. Décr. n° 73-75 du 22 janv. 1973 (J.O. 23 janv.) ;
- au tableau des maladies professionnelles, V. Décr. n° 72-1010 du 2 nov. 1972 (J.O. 9 nov.) - C. sécur. soc.

V. aussi Décr. n° 74-504 du 17 mai 1974 (D. et B.L.D. 1974, 221) complétant le livre V du Code de la santé publique pour faciliter la lutte contre la rage.

DECRET du 27 mars 1947

(J.O. du 28 mars 1947)

Décret n° 47-561 du 27 mars 1947 portant sur la réglementation des associations tenant un livre généalogique.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'économie nationale et des finances

Vu la loi du 1er juillet 1901 ;

Vu la loi du 21 mars 1884 et les lois qui l'ont modifiée ;

Vu les décrets des 16 février 1922 et 28 septembre 1936 relatifs à la réglementation des livres généalogiques d'animaux de ferme et les arrêtés pris pour leur application ;

Vu les travaux de la sous-commission du cheptel du commissariat de plan de modernisation et d'équipement ;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'agriculture (12^e section),

Décète :

Art. 1er ...

Art. 4. - Les demandes d'inscription à l'un des registres prévus à l'article 1er et les demandes de subvention formulées par les associations tenant un livre généalogique ne seront prises en considération que si le livre généalogique répond aux conditions générales ci-après :

A. - Conditions d'ordre technique.

1° Le livre généalogique doit se rapporter à une race bien définie et suffisamment fixée, dont l'utilité est reconnue par le ministère de l'agriculture, après avis du conseil supérieur de l'agriculture et, s'il y a lieu,

des groupements professionnels à cadre national directement intéressés ;

2° Le standard de la race doit être libellé en termes précis, le ministre de l'agriculture pourra, par arrêté, après avis du conseil supérieur de l'agriculture, déterminer les conditions auxquelles doit répondre l'établissement des standards de races ;

3° Lorsque le livre est ouvert, l'association doit accepter tous les éleveurs qui en font la demande, quel que soit l'éloignement de leur domicile par rapport au siège du Herd-Book. Lorsque le livre est fermé, l'inscription et la confirmation doivent pouvoir se faire en n'importe quel lieu du territoire de la France métropolitaine ;

4° Les commissions d'inscription et de confirmation doivent se montrer d'une suffisante sévérité et n'admettre que les animaux capables de conserver et d'améliorer les qualités de la race.

Elles ne doivent, en aucun cas, inscrire dans l'année au titre initial, un nombre de mâles supérieur au quart du nombre des femelles inscrites pendant la même période au titre initial et au titre de l'ascendance.

A l'expiration d'un délai de quinze ans suivant la création du livre généalogique, le nombre des mâles inscrits au titre initial ne devra pas dépasser celui des mâles inscrits au titre de l'ascendance ; il en est de même pour les femelles. Sur avis du conseil supérieur de l'agriculture, des arrêtés du ministre de l'agriculture pourront, pour un livre généalogique donné, réduire la proportion des animaux à admettre au titre initial, de façon à l'amener progressivement, dans les livres ouverts, aux maxima de 10 p. 100 pour les mâles et de 20 p. 100 pour les femelles ;

5° L'identification des reproducteurs doit être faite au moyen de l'un au moins des procédés ci-après :

Tatouage;

Photographie;

Silhouette signalétique;

Empreinte nasale;

Signalement écrit aussi précis que possible.

Dans tous les cas, un arrêté du ministre de l'agriculture pourra préciser le mode opératoire à adopter en vue d'obtenir une identification permanente et incontestable;

6° La confirmation des reproducteurs des deux sexes dans les espèces chevaline, bovine, ovine et porcine est obligatoire. Cette obligation peut être étendue par arrêté du ministre de l'agriculture à d'autres espèces.

Dans les espèces et dans les races pour lesquelles il existe des contrôles d'aptitudes, il doit être tenu compte des résultats de ces contrôles pour la confirmation des animaux et, si le livre n'est pas encore fermé, pour les inscriptions à titre initial. Des arrêtés du ministre de l'agriculture, pris après avis du conseil supérieur de l'agriculture, pourront fixer par espèce et par race les résultats minima du contrôle d'aptitudes au-dessous desquels un animal ne peut être admis à titre définitif au livre généalogique et la date à partir de laquelle cette mesure doit entrer en application ;

7° Une appréciation de fécondité consistant dans l'enregistrement systématique du nombre d'animaux, même non inscrits, nés viables de chaque reproducteur, doit figurer dans les registres d'inscription définitive des femelles ;

8° L'appellation "livre d'élite" doit être exclusivement réservée à des registres sur lesquels sont inscrits des reproducteurs dont les familles présentent des apti-

tudes utilitaires remarquables et ont fait la preuve de leurs qualités de raceurs en transmettant ces aptitudes à leur descendance.

Les conditions minima d'inscription aux livres d'élite pourront être fixées par espèce et par race par arrêté du ministre de l'agriculture.

Décret n° 75-282 du 21 avril 1975 (J.O. du 24 avril 1975)

portant application de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'agriculture, du ministre de la qualité de la vie et du secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer,

Vu le code rural;

Vu le code des douanes, notamment l'article 38;

Vu la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense des acheteurs;

Vu le décret n° 74-195 du 26 février 1974 relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine ;

Vu l'article R 25 du code pénal ;

le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Chapitre 1er

Dispositions relatives à la vente des chiens et des chats.

Art. 1er - Les ventes de chiens ou de chats doivent être accompagnées de la délivrance d'une attestation signée

par le vendeur et l'acheteur, précisant la date de la vente et de la livraison, l'identité de l'animal et le prix de vente.

L'attestation précise également le nom et la résidence du ou des vétérinaires ou docteurs vétérinaires, choisis par les deux parties ou, à défaut d'accord, par chacune d'elles en vue de l'application éventuelle de l'article 2.

Art. 2 - Lorsque, dans les quinze jours qui suivent la livraison un chien ou un chat est atteint ou soupçonné d'être atteint de l'une des maladies énumérées à l'article 1er de la loi du 22 décembre 1971, l'acheteur fait immédiatement procéder au diagnostic par le ou les vétérinaires désignés dans l'attestation.

L'existence de la maladie est établie :

1. Soit avec les seuls éléments d'examens cliniques lorsque plusieurs symptômes concordants permettent d'établir avec certitude ce diagnostic ;

2. Soit avec des éléments d'examens cliniques entraînant la suspicion ou ceux d'un examen nécropsique en cas de mort ou d'abattage de l'animal, ces examens devant être obligatoirement complétés dans tous les cas par une ou plusieurs épreuves de laboratoire.

L'acheteur conserve toutefois la faculté de recourir à la procédure prévue aux articles 290 et 292 du code rural.

Art. 3 - Le délai imparti à l'acheteur d'un chien ou d'un chat atteint ou soupçonné d'être atteint de l'une des maladies mentionnées à l'article 1er de la loi du 22 décembre 1971 pour intenter l'action en nullité de la vente est d'un mois à compter de la livraison.

Toutefois si l'animal meurt ou est abattu, ce délai est de quinze jours à compter de la mort ou de l'abattage de l'animal.

Les règles de procédure applicables à la demande sont celles qui sont prévues à l'article 293 du code rural.

...

Chapitre III

Dispositions relatives à l'identification des chiens par tatouage.

Art. 6 - L'identification obligatoire des chiens par tatouage, prévue par l'article 3 de la loi du 22 décembre 1971, est effectuée à la diligence des marchands ou exploitants des établissements spécialisés. Ceux-ci délivrent à l'acheteur au moment de la vente le document attestant cette identification.

Art. 7 - L'identification des chiens par tatouage et la centralisation des renseignements recueillis lors de cette identification sont effectuées dans les conditions fixées pour l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine inscrits au livre généalogique prévue par le décret n° 74-195 du 26 février 1974 et les arrêtés ministériels en vigueur.

...

Chapitre V

Sanctions

Art. 12 - Les infractions aux dispositions de l'article 6 du présent décret seront punies d'une amende de 160 F à 600 F inclusivement.

...

Chapitre VI

Dispositions générales

Art. 14 - Le présent décret entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant de celui de sa publication au Journal Officiel.

Art. 15 - Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre de la qualité de la vie, le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 avril 1975

JACQUES CHIRAC.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture

CHRISTIAN BONNET

Le ministre d'Etat, ministre de
l'intérieur

Michel PONIATOWSKI

Le garde des sceaux, ministre de la justice

JEAN LECANUET

Le ministre de l'économie et des
finances

Le ministre de la qualité

JEAN-PIERRE FOURCADE

de la vie

ANDRE JARROT

Le secrétaire d'Etat aux
département et territoires d'outre-
mer
OLIVIER STIRN

Arrêté Ministériel du 16 février 1971 (J.O. du 4 mars 1971)

Identification par tatouage des
animaux de l'espèce canine.

Le ministre de l'Agriculture,

Vu le décret n° 47-681 du 27 mars 1947 portant
règlementation des associations tenant un livre généa-
logique, modifié par le décret n° 58-8 du 2 janvier 1958;

Vu le décret n° 66-709 du 21 septembre 1966 relatif
à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine ;

Vu l'arrêté du 22 mai 1969 portant agrément de la
Société centrale canine pour l'amélioration des races
de chiens en France pour tenir le livre généalogique
pour l'espèce canine, en application du décret n° 66-709
du 21 septembre 1966 ;

Vu l'avis du comité consultatif des élevages spéciaux
du conseil supérieur de l'élevage ;

Vu la demande présentée par la Société centrale
canine et tendant à identifier par tatouage les chiens
inscrits au livre généalogique.

Arrêté :

Art. 1er. - Les animaux de l'espèce canine, inscrits

au livre généalogique tenu conformément au décret n° 66-709 du 21 septembre 1966 seront identifiés par tatouage.

Les chiens non inscrits au livre généalogique pourront également être identifiés par tatouage à la demande de leur propriétaire.

Un fichier central sera tenu pour l'immatriculation des chiens identifiés.

Art. 2. - Le ministère de l'agriculture peut donner délégation à un organisme doté de la personnalité civile, pour la mise en œuvre de l'identification des animaux de l'espèce canine et la tenue du fichier correspondant.

Art. 3. - Les chiens seront identifiés par un numéro tatoué sur la face interne de la cuisse droite par des personnes, par un procédé et à l'aide de matériels qui auront reçu l'agrément du ministre de l'agriculture.

Art. 4. - Une carte comportant notamment le nom et l'adresse du tatoueur, le numéro d'immatriculation du chien, la date du tatouage et le nom et l'adresse du propriétaire sera remise à ce dernier. A l'occasion de changements de propriétaire, une carte nouvelle portant le même numéro sera, contre remise de l'ancienne, délivrée au nouveau propriétaire du chien.

Art. 5. - Les doubles des cartes délivrées seront classés dans un fichier central tenu par l'organisme chargé d'organiser l'identification par tatouage.

Art. 6. - Le fichier central, géré par l'organisme précité est la propriété du ministère de l'agriculture.

Ce fichier ne pourra être utilisé à des fins commerciales ou publicitaires et seules y auront accès les personnes chargées de sa tenue ou spécialement habilitées à cet effet par le ministre de l'agriculture.

Art. 7. - Les mesures prévues au présent arrêté prendront effet ;

En ce qui concerne les chiens inscrits au livre généalogique, à la date fixée par la Société centrale canine ;

En ce qui concerne les chiens inscrits facultativement, à la date fixée par la société prévue à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 8. - L'attribution d'un numéro d'identification et la délivrance au propriétaire d'un chien de la carte correspondant à cet animal donnent lieu à perception, au profit de l'organisme chargé de l'identification, d'un droit indépendant des frais d'opération perçus par le tatoueur dont le montant maximal est fixé par l'organisme après accord du ministère de l'agriculture.

Art. 9. - Le ministère de l'agriculture, pour les actions zootechniques ou sanitaires qu'il engage ou qu'il contrôle, ne reconnaîtra pas d'autre forme, numéro ou signe d'identification, que ceux qui seront attribués dans le cadre du présent arrêté.

Art. 10. - Le directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 16 février 1971.

Pour le ministre et par délégation :
le directeur du cabinet,

JEAN MICHARDIERE

Arrêté ministériel du 16 février 1971 (J.O. du 4 mars 1971)
relatif à la tenue du fichier par la S.C.C.

Par arrêté du 16 février 1971, la Société centrale canine pour l'amélioration des races de chiens en France, fondée en 1882 et reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 22 avril 1914, dont le siège social est établi 3 rue de Choiseul à Paris (2ème) est agréée en qualité de fédération nationale chargée d'organiser l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine et de tenir le fichier correspondant. Une convention passée entre le ministère de l'agriculture et le représentant habilité à cet effet par la S.C.C., précisera les modalités d'application du présent arrêté et la date du début des opérations.

Arrêté ministériel du 28 juillet 1971 (J.O. n° 176
du samedi 31 juillet 1971)

Règlementation de l'identification par tatouage des
animaux de l'espèce canine.

Le ministre de l'Agriculture,

Vu le décret n° 47-681 du 27 mars 1947 portant
réglementation des associations tenant un livre géné-
alogique, modifié par le décret n° 58-8 du 2 janvier
1958 ;

Vu le décret n° 66-709 du 21 septembre 1966
relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce
canine ;

Vu l'arrêté du 22 mai 1969 portant agrément de la
Société Centrale Canine pour l'amélioration des races
de chiens en France pour tenir le livre généalogique
pour l'espèce canine, en application du décret n° 66-
709 du 21 septembre 1966 ;

Vu l'avis du comité consultatif des élevages spé-
ciaux du conseil supérieur de l'élevage ;

Vu l'arrêté du 16 février 1971 portant réglementa-
tion de l'identification par tatouage des animaux de
l'espèce canine et agréant la Société Centrale Canine
pour l'amélioration des races de chiens en France en
qualité de fédération nationale chargée d'organiser
l'identification par tatouage des animaux de l'espèce
canine et de tenir le fichier correspondant.

Arrête :

Art. 1er. - L'article 3 de l'arrêté du ministre
de l'Agriculture en date du 16 février 1971 portant
réglementation de l'identification par tatouage des
animaux de l'espèce canine est abrogé et remplacé par :

Art. 1 . Les chiens seront identifiés par un numéro tatoué sur la face interne de la cuisse droite ou de l'oreille droite et, en cas d'impossibilité de l'autre cuisse ou de l'autre oreille. Les matériels et procédés doivent assurer une parfaite inscription dermographique lisibilité et permanence des numéros.

Art. 2 . - Le directeur de la production des marchés et des échanges extérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris le 28 juillet 1971

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet

Jean MICHARDIERE

Arrêté ministériel du 28 septembre 1971
(Journal Officiel n° 240 du jeudi 14 octobre 1971)

Identification par tatouage
des animaux de l'espèce canine

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 66-709 du 21 septembre 1966
relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce
canine ;

Vu l'arrêté du 22 mai 1969 portant agrément de la
société centrale canine pour tenir le livre généalogique
pour l'espèce canine.

Vu les arrêtés des 16 février et 28 juillet 1971
organisant l'identification par tatouage des animaux de
l'espèce canine ;

Vu l'arrêté du 17 février 1971 agréant la société
centrale canine en qualité de fédération nationale chargée
d'organiser l'identification par tatouage des animaux de
l'espèce canine :

Arrête :

Art. 1er. - Sont seuls autorisés à procéder à
l'identification par tatouage des animaux de l'espèce
canine prévue par arrêté du 16 février 1971 ;

- a) Les docteurs vétérinaires et les vétérinaires ;
- b) Les personnes agréées par le ministre de l'agri-
culture, après avis de la section spécialisée pour
l'espèce canine du comité consultatif des élevages spé-
ciaux du conseil supérieur de l'élevage.

Art. 2. - Les demandes individuelles d'agrément seront transmises au ministre de l'agriculture par l'intermédiaire de la société centrale canine.

Des autorisations provisoires d'une durée maximale d'un an et renouvelables pourront être délivrées, en attendant l'examen des demandes par la section spécialisée pour l'espèce canine du comité consultatif des élevages spéciaux du conseil supérieur de l'élevage.

Art. 3. - Les autorisations individuelles pourront être retirées pour inaptitude constatée ou pour faute grave commise à l'occasion des opérations d'identification. Le retrait sera prononcé par le ministre après avis de la section spécialisée pour l'espèce canine du comité consultatif des élevages spéciaux du conseil supérieur de l'élevage.

Art. 4. - Le directeur de la production des marchés et des échanges extérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 septembre 1971.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la production, des marchés
et des échanges extérieurs,

H. CORSON.

Arrêté ministériel du 2 juin 1975

(Journal Officiel du 26 juin 1975)

Aménagement et fonctionnement des établissements spécialisés dans le toilettage, le transit et la vente des chiens et des chats.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le code rural ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs ;

Vu le décret n° 64-303 du 1er avril 1964 relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 75-282 du 21 avril 1975 portant application de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971.

Arrête :

Art. 1er. - Au sens du présent arrêté, on entend par établissements spécialisés dans le transit des chiens et des chats visés à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 les établissements ci-après :

Les établissements où les animaux qui y sont conduits doivent faire l'objet d'un transfert de propriété ;

Les établissements de gardes (refuges de sociétés protectrices, fourrières ou établissements privés), les établissements de dressage et les établissements de soins

vétérinaires ;

Les établissements de location ;

Les établissements et instituts spécialisés dans la recherche biomédicale, dans le contrôle biologique ou dans les productions biologiques.

...

Art. 5. - Chaque établissement spécialisé visé à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 doit tenir un registre des entrées et des sorties des animaux. Sur ce registre, qui doit être numéroté, seront indiquées au fur et à mesure les entrées et les sorties, les naissances et les morts.

Ce registre, qui doit être présenté à toutes les réquisitions des agents de contrôle, sera conservé dans l'établissement pendant les trois années à compter de la dernière inscription.

Pour chaque animal présent dans l'établissement, le registre doit comporter une mention permettant son identification, notamment l'espèce, le sexe, la date de naissance si elle est connue ou l'âge au moment de l'inscription et éventuellement tout signe particulier et, pour les chiens, le numéro d'immatriculation correspondant à leur tatouage d'identification.

Pour chaque entrée d'un animal, il conviendra d'indiquer sur le registre la date d'entrée, la provenance et dans le cas d'une importation, mention de cette importation avec la référence de la dérogation sanitaire éventuelle.

Pour chaque naissance d'un animal dans l'établissement, il conviendra d'indiquer sur le registre les références généalogiques et la date.

Pour chaque sortie d'un animal, il conviendra d'indiquer sur le registre la date et la destination.

Pour chaque animal mort, il conviendra d'indiquer sur le registre la date et la cause de la mort.

Art. 6. - Les établissements de toilettage, donnant uniquement des soins esthétiques ou des soins de propreté ainsi que les établissements de dressage, les foires, les marchés et les expositions, les établissements de soins vétérinaires ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 5 dans la mesure où les animaux qui transitent dans leurs locaux n'y stationnent pas plus de vingt-quatre heures.

...

Art. 23. - Le directeur des services vétérinaires et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 2 juin 1975.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,

GABRIEL VUGHT

Arrêté ministériel du 16 juillet 1975

n° 75-7680

(Journal Officiel du 29 juillet 1975)

Dispositions relatives à l'identification des chiens
par tatouage et à la vente des chiens et des chats.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le Code rural ;

Vu la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant à la
protection des jeunes animaux et à la défense de leurs
acheteurs ;

Vu le décret n° 75-282 du 21 avril 1975 portant applica-
tion de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 ;

Vu le décret n° 74-195 du 26 février 1974 relatif à la
tenue du livre généalogique pour l'espèce canine ;

Vu les arrêtés ministériels du 16 février 1971, du 28
juillet 1971 et du 23 septembre 1971 relatifs à la règle-
mentation de l'identification par tatouage des animaux
de l'espèce canine,

Arrête ,

Art. 1er. - Au sens du présent arrêté on entend par éta-
blissements spécialisés visés à l'article 3 de la loi
n° 71-1017 du 22 décembre 1971 dans lesquels les chiens
qui transitent doivent être obligatoirement identifiés
par tatouage ;

1. Les établissements où les animaux qui y sont
conduits doivent faire l'objet d'un transfert de propriété ;

2. Les établissements de garde (refuges des sociétés protectrices, fourrières ou établissements privés) et de dressage, quand l'animal doit y être conservé plus de quinze jours ;

3. Les établissements de location ;

4. Les établissements et instituts spécialisés dans la recherche biomédicale, dans le contrôle biologique ou dans les productions biologiques.

Art. 2. - L'identification par tatouage est obligatoire pour tous les chiens non déjà régulièrement tatoués qui transitent par un établissement spécialisé visé à l'article 1er ci-dessus.

Elle est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les arrêtés ministériels en vigueur et par les seules personnes habilitées en application de l'arrêté ministériel du 28 septembre 1971.

Art. 3. - L'identification par tatouage doit être réalisée à la diligence de l'exploitant de l'établissement ;

Préalablement à leur cession à titre gratuit ou onéreux en ce qui concerne les chiens appartenant à des marchands ou transitant par un établissement visé au point 1 de l'article 1er ;

Dans les quinze jours qui suivent la date de leur entrée dans l'établissement pour les chiens remis à un établissement de garde visé au point 2 de l'article 1er ;

Le jour qui suit celui de leur introduction dans les établissements visés aux points 3 et 4 de l'article 1er ;

Art. 4. - La personne habilitée qui a procédé à l'identification par tatouage établit immédiatement une carte d'immatriculation au fichier central comportant deux volets et un double.

L'un des volets est destiné au propriétaire de l'animal (s'il est connu) ou au marchand ou exploitant de l'établissement dans le cas contraire.

L'autre volet est destiné au fichier central. Le double est obligatoirement conservé pendant trois années consécutives par la personne qui a délivré la carte d'immatriculation.

La personne habilitée qui a la responsabilité de la rédaction de la carte d'immatriculation doit veiller à remplir toutes les rubriques que cette carte comporte. Elle doit en particulier, dans tous les cas, indiquer sur le volet destiné au fichier central, dans la partie qui lui est réservée, les noms, prénoms et adresse du marchand ou de l'exploitant spécialisé qui a fait procéder à l'identification.

Art. 5. - Dans le cas où l'animal doit faire l'objet d'une cession à titre onéreux ou gratuit, les indications relatives à l'identité et à l'adresse du propriétaire pourront être différées jusqu'au moment de la cession. Elles devront alors y être inscrites par le marchand qui devra également les transmettre à la personne qui a procédé à l'identification pour lui permettre de compléter le double de la carte d'immatriculation qu'elle est tenue de conserver.

Art. 6. - La transmission au fichier central du volet correspondant de la carte d'immatriculation doit être effectuée dans les deux jours qui suivent celui de l'identification ou, dans le cas d'une cession, au plus tard le jour qui suit celui de la cession soit par les soins des propriétaires des animaux identifiés à leur demande, soit par les soins des marchands ou des exploitants des

établissements visés à l'article 1er pour les chiens qu'ils ont cédés à titre gracieux ou onéreux, ainsi que pour les chiens dont ils sont propriétaires ou dont ils ont la garde.

Art. 7. - Le propriétaire d'un chien identifié par tatouage est tenu de renvoyer la carte d'immatriculation au fichier central des animaux de l'espèce canine, en cas de mort de l'animal.

Les propriétaires de chiens cédés par les marchands sont tenus aux mêmes obligations à moins qu'ils n'aient intenté une action en nullité de vente conformément aux dispositions du décret n° 75-282 du 21 avril 1975.

Les cartes d'immatriculation retournées au fichier central à la suite de la mort des animaux doivent comporter dans la partie réservée à cet effet la date de cette mort.

Art. 8. - Dans les cas où une action en nullité a été intentée par un acheteur conformément aux dispositions du décret n° 75-282 du 21 avril 1975, la carte d'immatriculation au fichier central des animaux de l'espèce canine, remise par le vendeur doit lui être restituée dans le mois qui suit le jugement définitif si l'acheteur conserve la garde de l'animal ou si le chien est mort.

Art. 9. - Par dérogation aux dispositions des articles 5 et 6 susvisés l'identification par tatouage des chiens cédés par les marchands ou transitant par des établissements spécialisés peut être différée :

Pour les chiens âgés de moins de deux mois;

Pour les chiens atteints d'une maladie constituant une contreindication provisoire attestée par un certificat vétérinaire.

Les animaux bénéficiant d'une dérogation ne peuvent cependant faire l'objet d'une cession à titre gratuit ou onéreux tant qu'ils n'ont pas été identifiés dans les conditions réglementaires en vigueur.

Art. 10. - Pour permettre l'application de l'article 1er du décret n° 75-282 du 21 avril 1975 les établissements de vente de chiens ou de chats sont tenus d'afficher à la vue du public la liste des vétérinaires où docteurs vétérinaires résidant dans leur département, arrêtée annuellement par le préfet, en application de l'article 310 du code rural.

Art. 11. - Le directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs, le directeur des services vétérinaires et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 1975.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

GABRIEL VUGHT

Arrêté ministériel du 26 août 1975

(J.O. du 12 septembre 1975)

Aménagement et fonctionnement des établissements
spécialisés dans le toilettage, le transit et la
vente des chiens et des chats.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le code rural ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 1917 relative aux
établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant à la
protection des jeunes animaux et à la défense de leurs
acheteurs ;

Vu le décret n° 64-303 du 1er avril 1964 relatif aux
établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 75-282 du 21 avril 1975 portant l'appli-
cation de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 juin 1975 relatif à l'amé-
nagement et au fonctionnement des établissements spécia-
lisés dans le toilettage, le transit et la vente des
chiens et des chats,

Arrête :

Art. 1er - Les établissements de soins vétérinaires sont
supprimés des listes des établissements spécialisés dans
le transit des chiens et des chats visés aux articles
1er, 3 et 6 de l'arrêté ministériel du 2 juin 1975 susvisé.

Art. 2. - Le délai prévu par l'article 2 de l'arrêté mi-
nistériel du 2 juin 1975 pour la déclaration des établis-
sements visés par l'article 4 de la loi n° 71-1017 du

22 décembre 1971 est prorogé de trois mois.

Art. 3. - Le directeur des services vétérinaires et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris le 26 août 1975.

Pour le ministre et par délégation,

Le directeur du cabinet

GABRIEL VUGHT

Arrêté ministériel n° 75-10559 du 2 octobre 1975

(Journal Officiel du 12 octobre 1975)

Règlementation de l'identification des animaux de
l'espèce canine

Le ministre de l'agriculture,

Vu le Code rural :

Vu la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant
à la protection des jeunes animaux et à la défense de
leurs acheteurs ;

Vu le décret n° 75-282 du 21 avril 1975 portant
application de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 ;

Vu le décret n° 74-195 du 26 février 1974 relatif
à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine ;

Vu les arrêtés des 16 février 1971, 28 juillet 1971
et 28 septembre 1971 relatifs à la réglementation de
l'identification par tatouage des animaux de l'espèce
canine ;

Vu l'arrêté du 2 juin 1975 relatif aux établisse-
ments spécialisés dans le toilettage, le transit et la
vente des chiens et des chats ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1975 relatif à l'identi-
fication des chiens par tatouage et à la vente des chiens
et des chats ;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'élevage,

Arrête :

Art. 1er. - Les vétérinaires et docteurs vétérinaires
autorisés à procéder à l'identification par tatouage des
animaux de l'espèce canine en application de l'article 1er a

de l'arrêté du 28 septembre 1971 peuvent, sous leur contrôle et leur responsabilité et dans les conditions fixées ci-après, confier l'exécution matérielle du tatouage des chiens au personnel qu'ils emploient ainsi qu'aux exploitants et au personnel des établissements spécialisés visés à l'article 1er de l'arrêté du 16 juillet 1975 relatif à l'identification des chiens par tatouage et à la vente des chiens et des chats.

Dans tous les cas, ces personnes doivent être nommément désignées.

Art. 2. - Dans le cas où elles exercent dans des établissements spécialisés, les personnes agréées par le ministre de l'agriculture en application de l'article 1er b de l'arrêté du 28 septembre 1971 ne peuvent effectuer que des opérations matérielles de tatouage. Elles doivent être désignées par l'exploitant de l'établissement concerné et être placées sous le contrôle et la responsabilité d'un vétérinaire ou docteur vétérinaire choisi par l'établissement dans les conditions prévues au présent arrêté.

Art. 3. - Les exploitants des établissements spécialisés qui désirent bénéficier des dispositions de l'article 1er doivent en faire la demande de la société centrale canine.

Dès réception de cette demande, la société centrale canine adresse à l'exploitant une fiche d'établissement en quatre exemplaires.

Art. 4. - Cette fiche, qui doit être fournie par l'établissement au cas où l'exploitant en gère plusieurs, mentionne notamment :

Pour les personnes physiques, l'identité et le domicile du responsable de l'établissement ;

Pour les personnes morales ou privées, la nature d'activité, la raison sociale, le siège social, l'identité du responsable et l'adresse de l'établissement,

Le nom et l'adresse du vétérinaire ou docteur vétérinaire choisi par l'exploitant pour exercer le contrôle du tatouage des chiens dans l'établissement concerné.

Il ne peut être désigné qu'un seul vétérinaire ou docteur vétérinaire par établissement.

Art. 5. - S'il s'agit d'un cabinet de groupe, le vétérinaire ou docteur vétérinaire désigné par l'exploitant de l'établissement mentionne les noms des vétérinaires ou docteurs vétérinaires associés.

Art. 6. - Le vétérinaire ou docteur vétérinaire désigné par l'exploitant de l'établissement peut également, en tant que de besoin, désigner les nom et adresse d'un vétérinaire ou docteur vétérinaire qui, en cas d'empêchement ou d'absence, sera chargé de sa suppléance.

Art. 7. - Les vétérinaires ou docteurs vétérinaires et leurs suppléants choisis par les exploitants doivent figurer sur les listes arrêtées annuellement, en application de l'article 310 du code rural, par les préfets du département du siège de l'établissement ou d'un département limitrophe.

Art. 8. - La fiche d'établissement adressée par la société centrale canine à l'exploitant est visée pour accord par le vétérinaire ou docteur vétérinaire responsable qui doit attester qu'il s'est assuré de la dextérité manuelle des personnes chargées par

l'exploitant de l'exécution matérielle du tatouage.

Les tatouages ne peuvent être exécutés qu'après enregistrement de la fiche d'établissement par la société centrale canine et notification de cet enregistrement aux intéressés.

Art. 9. - En cas de changement dans le choix de son vétérinaire ou docteur vétérinaire, l'exploitant de l'établissement concerné est tenu de faire une nouvelle demande à la société centrale canine.

Le vétérinaire ou docteur vétérinaire primitivement désigné informe la société centrale canine de cette cessation d'activité.

Art. 10. - Le vétérinaire ou docteur vétérinaire choisi par l'établissement assume l'entière responsabilité de la rédaction et de la signature des cartes d'immatriculation dans les conditions prévues par l'arrêté du 16 juillet 1975 relatif à l'identification des chiens par tatouage et à la vente des chiens et des chats.

Il doit, d'une part, s'assurer de la concordance du nombre de cartes délivrées avec les inscriptions au registre des entrées et des sorties prévues à l'article 5 de l'arrêté du 2 juin 1975 relatif à l'aménagement et au fonctionnement des établissements spécialisés dans le toilettage, le transit et la vente des chiens et des chats et, d'autre part, tenir la comptabilité des cartes reçues et délivrées.

Art. 11. - Les vétérinaires ou docteurs vétérinaires qui effectuent eux-mêmes ou font effectuer par leur personnel des opérations d'identification des chiens de l'établissement doivent assurer également les contrôles prévus à l'article 10 du présent arrêté.

Art. 12. - En cas d'infraction ou d'irrégularité constatée, le bénéfice des dispositions de l'article 3 du présent arrêté pourra être retiré à l'exploitant sans préjudice des sanctions prévues à l'article 12 du décret du 21 avril 1975.

Art. 13. - Le directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris le 2 octobre 1975.

Pour le ministre et par délégation :

le directeur du cabinet

GABRIEL VUGHT

Arrêté ministériel du 29 novembre 1976

(Journal Officiel du 7 janvier 1977)

Conditions d'application de la dérogation à l'abattage
des animaux contaminés de rage prévue à l'article 232
du code rural

Le ministre de l'agriculture,

Vu le code rural, notamment l'article 232 ;

Vu le décret n° 74-195 du 26 février 1974 relatif à la
tenue du livre généalogique pour l'espèce canine ;

Vu le décret n° 76-867 du 13 septembre 1976 relatif à
la lutte contre la rage, et notamment son article 3 ;

Vu les arrêtés des 16 février, 28 juillet, 28 septembre
et 14 octobre 1971 organisant l'identification par ta-
touage des animaux de l'espèce canine ;

Vu l'avis de la commission nationale vétérinaire ;

Sur la proposition du directeur du directeur de la
qualité au ministère de l'agriculture,

Arrête :

Art. 1er. - Pour bénéficier des dispositions de l'article
232 (4° alinéa) du code rural relatif à la conservation
d'un chien contaminé de rage, le propriétaire doit en
faire la demande écrite au directeur des services vété-
rinaires du département où la contamination s'est produite.

Dans cette demande, le propriétaire indique
qu'il accepte de prendre l'entière responsabilité des
éventuelles conséquences résultant de la conservation
de son animal.

Art. 2. - A l'appui de sa demande, le propriétaire doit fournir un certificat de vaccination antirabique conforme au modèle fixé par le ministre de l'agriculture, portant le numéro d'identification dermatographique du chien.

Pour être valable, cette vaccination doit, au jour de la contamination de l'animal, avoir été effectuée :

En cas de primo-vaccination, depuis plus d'un an à compter de la date de la deuxième injection d'un vaccin officiellement autorisé ;

En cas de vaccination de rappel, depuis moins d'un an à compter de la date d'injection d'un vaccin officiellement autorisé.

Art. 3. - La demande de dérogation à l'abattage d'un chien contaminé de rage doit être accompagnée, en outre, de la carte d'identification par tatouage de l'animal délivrée conformément aux dispositions du décret n° 74-195 du 26 février 1974 susvisé et des arrêtés ministériels en vigueur.

Art. 4. - Dans le cas où les conditions énumérées aux articles 1er, 2 et 3 du présent arrêté sont remplies, le chien contaminé de rage devra, pour être conservé, recevoir une injection de rappel de vaccin antirabique avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures suivant la réception de la confirmation, par un laboratoire officiellement agréé, de la rage chez l'animal qui est à l'origine de la contamination.

Le certificat de vaccination antirabique de rappel conforme au modèle défini par le ministre de l'agriculture, délivré par le vétérinaire vaccinateur sera joint à la demande de dérogation à l'abattage de l'animal.

Art. 5. - Tout chien contaminé de rage bénéficiant de la dérogation à l'abattage prévue par l'article 232 (4° alinéa) du code rural est placé, par arrêté du préfet, sous la surveillance des services vétérinaires pendant une durée de trois mois et sera soumis, aux frais de son propriétaire, à la visite d'un vétérinaire sanitaire à l'issue de chacun de ces mois de surveillance.

Art. 6. - Lorsque la contamination de l'animal n'a pas eu lieu dans la commune où réside son propriétaire, le directeur des services vétérinaires du département peut autoriser ce dernier à conduire son chien muselé et tenu en laisse à son domicile, même si celui-ci est situé hors du département. Dans ce cas, il lui appartient d'informer le directeur des services vétérinaires du département d'accueil de ce transfert et des mesures à prendre à l'égard de cet animal.

Art. 7. - L'arrêté de mise sous surveillance est levé à l'issue du troisième mois, si aucun symptôme de rage n'est constaté. Toutefois, le propriétaire doit s'engager par écrit à ne pas se dessaisir de son animal avant l'expiration d'un nouveau délai de neuf mois.

Art. 8. - Pendant les trois mois de mise sous surveillance, l'apparition d'un signe quelconque de maladie ou la mort, quelle qu'en soit la cause, doivent entraîner, sans délai, la présentation de l'animal ou de son cadavre au vétérinaire sanitaire sous la surveillance duquel il est placé ; sa disparition doit, de même, lui être immédiatement signalée.

Pendant les neuf mois suivants, les mêmes obligations sont imposées au propriétaire, qui doit tenir informé le directeur des services vétérinaires du département où se trouve l'animal.

...

Art. 13. - Le directeur de la qualité (service vétérinaire de la santé animale), les préfets, les maires et les autorités investies des pouvoirs de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 1976

CHRISTIAN BONNET.

Arrêté ministériel du 15 février 1979
(Journal officiel du 22 février 1979)

Identification des chiens obligatoirement vaccinés contre la rage.

Le ministre de l'agriculture,

Vu l'article 232-5 du code rural ;
Vu le décret n° 74-195 du 26 février 1974 relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine ;
Vu le décret n° 76-867 du 13 septembre 1976 relatif à la lutte contre la rage, et notamment son article 8 ;
Vu les arrêtés des 16 février, 23 juillet et 28 septembre 1971 relatifs à la réglementation de l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine ;
Vu l'arrêté du 30 novembre 1976 précisant les conditions et les modalités de la vaccination antirabique des animaux domestiques ;

Vu l'avis de la commission nationale vétérinaire ;
Sur proposition du directeur de la qualité,

Arrête :

Art. 1er. - Dans les départements déclarés officiellement atteints par l'enzootie rabique, tous les chiens pour lesquels la vaccination contre la rage est obligatoire doivent être identifiés par tatouage conformément aux dispositions du décret du 26 février 1974 susvisé et des arrêtés ministériels en vigueur.

Art. 2. - Le numéro d'identification des chiens visés à l'article 1er ci-dessus est inscrit sur le certificat réglementaire de vaccination antirabique ou de son rappel.

Art. 3. - Le directeur de la qualité (service vétérinaire de la santé animale), les préfets et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française et prendra effet un an après la date de sa publication.

Fait à Paris, le 15 février 1979.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture,
Jacques FOUCHIER.

Arrêté ministériel du 20 février 1979
Journal officiel du 28 février 1979)

Vaccination antirabique obligatoire des lévriers engagés
dans les courses publiques.

Le ministre de l'agriculture,

Vu l'article 232-5 du code rural ;

Vu le décret n° 76-867 du 13 septembre 1976 relatif à
la lutte contre la rage ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 novembre 1976 précisant
les conditions et les modalités de la vaccination anti-
rabique des animaux domestiques ;

Vu l'avis de la commission nationale vétérinaire ;

Sur proposition du directeur de la qualité,

Arrête :

Art. 1er. - Tous les lévriers engagés dans les courses
publiques doivent être régulièrement vaccinés contre la
rage depuis :

Plus d'un mois et moins d'un an à compter de
la deuxième injection en cas de primo-vaccination ;

Moins d'un an en cas de vaccination de rappel
effectuée avec l'expiration du délai de validité de la
primo-vaccination ou de l'injection de rappel précédente.

Art. 2. - La vaccination antirabique d'un lévrier est
attestée par la présentation d'un certificat conforme au
modèle défini par le ministre de l'agriculture et enre-
gistré par le CERFA sous le numéro 50-4139 pour les primo-
vaccinations et sous le numéro 50-4140 pour les vaccina-
tions de rappel.

Ce certificat doit porter le numéro de tatouage et le signalement inscrits sur le livret national signalétique de l'animal.

Art. 3. - Le directeur de la qualité (service vétérinaire de la santé animale) et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 20 février 1979.

Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture,

JACQUES FOUCHIER

Arrêté ministériel du 29 août 1979
(Journal Officiel du 18 septembre 1979)

Modification de l'arrêté du 16 juillet 1975 relatif à
l'identification des chiens par tatouage et à la vente
des chiens et des chats.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le code rural ;

Vu la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs ;

Vu le décret n° 75-282 du 21 avril 1975 portant application de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 ;

Vu le décret n° 74-195 du 26 février 1974 relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine ;
 Vu les arrêtés des 16 février, 28 juillet et 28 septembre 1971 relatifs à la réglementation de l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine ;
 Vu l'arrêté du 16 juillet 1975 relatif à l'identification des chiens par tatouage et à la vente des chiens et des chats ;
 Sur la proposition du directeur de la production et des échanges et du directeur de la qualité,

Arrête :

Art. 1er. - L'article 3 de l'arrêté du 16 juillet 1975 . susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"L'identification par tatouage doit être réalisée à la diligence de leur propriétaire pour les chiens présentés sur les foires et marchés, dans les concours, expositions et autres lieux publics préalablement à l'entrée des animaux dans ces établissements.

"Dans tous les autres cas cette identification doit être réalisée à la diligence de l'exploitant de l'établissement :

"Préalablement à leur cession à titre gratuit ou onéreux en ce qui concerne les chiens transitant par un établissement visé au point 1 de l'article 1er autre que les foires et marchés, les concours, expositions et autres lieux publics ;

"Le jour qui suit leur introduction dans les établissements visés aux points 2, 3 et 4 de l'article 1er à l'exclusion des fourrières ;

"Préalablement à la reprise des animaux par leur propriétaire en ce qui concerne les chiens mis en fourrière."

Art. 2. - Les dérogations prévues à l'article 9 de l'arrêté du 16 juillet 1975 susvisé ne s'appliquent pas aux animaux transitant par les foires et marchés, les concours, expositions et autres lieux publics.

Art. 3. - Les maires sont ajoutés à la liste des personnes chargés de l'exécution de l'arrêté du 16 juillet 1975 susvisé, conformément à son article 11.

Art. 4. - Le directeur de la production et des échanges, le directeur de la qualité, les préfets et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française et entrera en vigueur six mois après sa publication.

Fait à Paris, le 29 août 1979.

Le Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture,
JACQUES FOUCHIER.

Arrêté réglementaire permanent de la police de la chasse :

Régime général

Art. 1er. - Pour prévenir la destruction des oiseaux et de toutes espèces de gibier et pour favoriser leur repeuplement, il est interdit de laisser divaguer les chiens dans les terres cultivées ou non, les prés, les vignes, les vergers, les bois, ainsi que dans les marais et sur le bord des cours d'eau, étangs et lacs.

Art. 2. - Tout contrevenant au présent arrêté sera passible de l'article 11 de la loi du 3.05.1844.

(C.R. Art. 374) (D. du 27.09.1955)

Art. 4. - Les préfets, sous-préfets, conservateurs des eaux et forêts, commandants de gendarmerie, lieutenants de louveterie, commissaires de police, agents techniques et chefs de districts des eaux et forêts, gardes des fédérations départementales des chasseurs, gardes particuliers assermentés, gardes champêtres, gardes-pêche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans chaque commune par l'intermédiaire de l'autorité préfectorale et par les soins des maires, (A.M. 16.03.1955).

Il est expressément interdit aux propriétaires de chiens de chasse, de bergers ou autres, de laisser errer ces animaux, alors même qu'ils seraient munis d'un collier ou d'une marque indiquant le nom de leur

maître, sur la voie publique dans les terres non closes, cultivées ou en friches, ainsi que dans les bois, à quelque époque de l'année ce ce soit.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions du code rural, tout chien trouvé errant à l'abandon sur la voie publique et dans la campagne avec ou sans collier, sera immédiatement saisi et mis en fourrière. Il pourra être abattu dans les délais de quarante-huit heures s'il n'a pas de collier et si le propriétaire est inconnu.

Ce délai est de huit jours francs pour les chiens avec colliers ou portant la marque de leur maître. Les propriétaires, fermiers ou métayers, ont le droit de saisir ou faire saisir et conduire à la fourrière les chiens que leurs maîtres laissent divaguer dans les bois, les vignes et les récoltes.

Lorsqu'un chien réclamé sera remis à son propriétaire, ce dernier devra acquitter, à la Caisse municipale, les frais de conduite, de nourriture et de garde avancés par la commune.

Il est interdit de laisser divaguer les chats. Tout chat errant, rencontré à plus de 200 mètres d'une habitation, sera considéré comme chat-haret (chat revenu à l'état sauvage) et pourra être détruit dans les mêmes conditions que les animaux nuisibles.

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois. (6)

Département de la Nièvre

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction des services
vétérinaires

Rue de la Fosse aux Loups
Tél. (86) 36.18.92
58019 NEVERS cédex

A R R E T E

relatif à la lutte contre les animaux errants, aux
refuges d'animaux, à la vaccination obligatoire des
chiens de chasse, de berger et de bouvier.

LE PREFET DE LA NIEVRE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code des Communes, notamment l'article
L 131-2 ;

Vu le Code Rural, et notamment les articles
213, 232, 232-1, 232-2, 232-3, 232-4 et 232-5 ;

Vu le décret du 6 octobre 1904 portant règle-
ment d'administration publique pour l'exécution de la
loi du 21 juin 1898 sur le code rural, et notamment les
articles 9 et 10 ;

Vu le décret du 14 février 1940 relatif à la
police sanitaire de la rage ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 novembre 1976
déterminant les conditions et les modalités de la vac-
cination antirabique des animaux domestiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er décembre 1976 relatif à la mise sous surveillance vétérinaire des animaux ayant mordu ou griffé, visés à l'article 232-1 du code rural ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 février 1977 déclarant le département de la Nièvre atteint par la rage ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 1979 relatif à l'identification des chiens obligatoirement vaccinés contre la rage ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 août 1979 modifiant l'arrêté du 16 juillet 1975 relatif à l'identification des chiens par tatouage et à la vente des chiens et des chats ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 77-3287 du 27 avril 1977 relatif à la lutte contre les animaux errants, aux refuges d'animaux, à la vaccination obligatoire des chiens de chasse, de berger et de bouvier ;

Sur la proposition du Directeur départemental des Services Vétérinaires,

A R R E T E :

Article 1er.

Sur l'ensemble du département de la NIEVRE déclaré atteint par la rage par l'arrêté ministériel en date du 7 février 1977, la circulation des chiens non vaccinés contre la rage et non identifiés par tatouage est interdite, à moins qu'ils ne soient tenus en laisse et muselés.

Les chats, même vaccinés, doivent être enfermés ou tenus à l'attache.

Les chiens et les chats errants devront être capturés et transportés en fourrière à la diligence du maire.

Les chats seront sacrifiés immédiatement et les chiens après un délai de deux jours ouvrables et francs au cours duquel ils pourront être restitués à leur propriétaire sur présentation d'un certificat de vaccination antirabique valablement établi et en cours de validité et sur présentation d'une carte d'immatriculation de ces animaux.

Toutes les fois que la capture des chiens et des chats errants s'avèrera impossible ou dangereuse, ces animaux pourront être abattus sur place par les agents de la force publique, les lieutenants de louveterie, les agents assermentés chargés de la police de la chasse, ou toute autre personne titulaire d'un permis de chasse à ce requis par le maire.

Article 2.

Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux chiens vaccinés contre la rage et identifiés par tatouage que les propriétaires peuvent laisser circuler librement sous leur surveillance directe, à condition d'être en mesure de présenter à toute réquisition de l'autorité investie des pouvoirs de police, un certificat de vaccination anti-rabique réglementaire en cours de validité et une carte d'immatriculation de ces animaux.

Article 3.

La vaccination contre la rage des chiens de chasse, de berger et de bouvier, utilisés en tant de tels, est obligatoire sur tout le territoire du département de la Nièvre.

Cette vaccination doit avoir été effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 novembre 1976 susvisé.

Article 4.

Les chiens, les chats et autres animaux, vaccinés ou non contre la rage, ayant mordu ou griffé une personne ou un animal domestique sont soumis à une surveillance exercée par un vétérinaire sanitaire pendant une durée de quinze jours, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er décembre 1976 susvisé.

Il est interdit pendant cette période au propriétaire ou au détenteur de l'animal de s'en dessaisir ou de l'abattre sans autorisation du directeur départemental des services vétérinaires.

Article 5.

Une fourrière départementale chargée de la prise en charge des animaux errants a été créée dans la Nièvre et mise en service le 1er janvier 1974.

Ce rôle de fourrière a été confié par le département à la Société DPA-Nièvre Centre qui assure le fonctionnement et la gestion de cet établissement à Thiernay, commune de La Fermeté.

Une convention de gestion a été établie entre les deux parties comportant en particulier l'obligation de l'application stricte des dispositions de l'article 1er ci-dessus.

Article 6.

Les municipalités sont tenues de posséder une fourrière communale agréée et de faire procéder de manière effective à la capture des chiens et des chats errants.

Toutefois, les communes peuvent satisfaire à cette obligation juridique en adhérant à la fourrière

départementale et en faisant procéder par les services de celle-ci à l'enlèvement et à la capture s'il y a lieu, des chiens et chats trouvés errants sur leur territoire.

Les propriétaires auxquels sont restitués les chiens capturés sont tenus d'acquitter les frais de conduite, de nourriture, de garde, et de tatouage s'il y a lieu, conformément aux tarifs fixés par le Conseil de gestion de la fourrière départementale.

Article 7.

La Société DPA Nièvre-Centre fonctionnant en qualité de fourrière pour les chiens et chats capturés, et en qualité de refuge pour ceux remis par leur propriétaire, les animaux de chacune de ces deux catégories doivent être hébergés dans des locaux différents excluant leur contact et être enregistrés sur le registre d'entrée et de sortie exigé pour chacun de ces deux locaux.

Article 8.

Dans les refuges appartenant à des sociétés de protection animale, tout chien et chat ne peut être accepté que si le propriétaire, lors de l'abandon, atteste par écrit qu'il est resté en sa possession six mois au moins ou depuis sa naissance si l'animal abandonné est âgé de moins de six mois. Cette attestation est conservée pendant un an par le responsable du refuge et la copie de ce document est remise au nouveau propriétaire de l'animal adopté.

Lorsque les chiens abandonnés ne sont pas régulièrement tatoués, leur identification par tatouage doit être réalisée à la diligence du responsable du refuge le jour qui suit l'introduction de ces animaux dans l'établissement. La carte d'immatriculation de chaque chien

offert à l'adoption ultérieurement est également remise à son nouveau propriétaire.

Article 9.

Les infractions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10.

L'arrêté préfectoral n° 77-3287 du 27 avril 1977 susvisé est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 11.

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, les Maires, le Commandant de Gendarmerie du département, les Commissaires de Police, le Directeur départemental des Services Vétérinaires, l'Ingénieur de l'Office national des Forêts, le Président de la Fédération départementale des Chasseurs de la Nièvre, les Vétérinaires Sanitaires, les Gardes assermentés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, affiché dans toutes les communes du département et inséré au Recueil des Actes Administratifs.

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES SERVICES VETERINAIRES

Santé animale

55 rue Mazenod
Tel (78) 60-95-87

ARRETE n° 184-77

relatif à la divagation des chiens et chats et aux
refuges d'animaux

LE PREFET DE LA REGION RHONE-ALPES
PREFET DU RHONE
Commandeur de la Légion d'Honneur,

VU le Code des Communes, notamment l'article L 131-2 ;

VU le Code Rural, notamment les articles 213 et 232-1 ;

VU le Décret du 6 octobre 1904 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 21 juin 1898 sur le Code Rural, notamment les articles 9 et 10 ;

VU le Décret n° 74-195 du 26 février 1974 relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine ;

VU les arrêtés des 16 février, 28 juillet, 28 septembre et 14 octobre 1971 organisant l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine ;

VU l'arrêté du 1er décembre 1976 relatif à la mise sous surveillance vétérinaire des animaux ayant mordu ou griffé, visés à l'article 232-1 du Code Rural ;

VU la circulaire ministérielle du 1er novembre 1904 pour l'application du Code Rural et du Décret du 6 octobre 1904 ;

VU la circulaire du 13 septembre 1939 relative aux chiens errants ;

VU la circulaire du 11 mars 1977 relative à la divagation des chiens et chats et aux refuges d'animaux ;

SUR la proposition du Directeur Départemental des Services Vétérinaires ;

A R R E T E :

Article 1er. - Les chiens et chats errants et tous ceux qui seraient trouvés sur la voie publique, dans les champs et dans les bois, non munis d'un collier portant le nom et le domicile de leur maître ou ne présentant pas de tatouage d'identification, seront conduits à la fourrière et abattus après un délai de quatre jours ouvrables et francs s'ils n'ont point été réclamés et si le propriétaire reste inconnu. Le délai est porté à huit jours pour les chiens et chats avec collier ou pour les chiens portant la marque de leur maître ou un tatouage d'identification.

Doit être considéré comme errant tout chien ou chat inconnu et non immédiatement sous la surveillance de leur maître.

Article 2. - Tout chien ou chat ayant mordu ou griffé une personne, même s'il est vacciné contre la rage est, si l'on peut s'en saisir sans l'abattre, soumis par son propriétaire ou détenteur et à ses frais à la surveillance d'un vétérinaire sanitaire pendant une durée de 15 jours conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er décembre 1976 susvisé.

Article 3. - Les municipalités doivent désigner des locaux à l'usage de fourrière et faire procéder de manière effective à la capture des chiens et des chats errants.

Les propriétaires auxquels sont restitués les chiens ou chats capturés sont tenus d'acquitter les frais de conduite, de nourriture et de garde conformément au tarif fixé par l'autorité municipale.

Article 4. - Lorsque le rôle de fourrière est confié par une municipalité à une société de protection animale, un contrat est établi entre les deux parties comportant l'obligation de l'application stricte des dispositions de l'article 1er ci-dessus.

Article 5. - Lorsque les établissements appartenant à des sociétés de protection animale fonctionnent en qualité de fourrière pour les chiens et chats errants et en qualité de refuge pour ceux remis par leur propriétaire, les animaux de chacune de ces deux catégories doivent être hébergés dans des locaux différents excluant leur contact et être enregistrés sur le registre d'entrée et de sortie qui sera exigé pour chacun de ces deux locaux.

Article 6. - Tout chien et chat ne peut être accepté dans un refuge que si son propriétaire, lors de l'abandon, atteste qu'il est resté en sa possession depuis 6 mois au moins ou depuis sa naissance si l'animal abandonné est âgé de six mois. L'attestation est remise, lors de la cession de l'animal, à la personne le prenant en charge.

Article 7. - Les responsables de fourrières ne doivent restituer un chien ou un chat à son propriétaire qu'en échange de la signature d'un document soulignant les risques que cet animal présente en matière de transmission de rage, du fait qu'il a erré en dehors de tout contrôle pendant une certaine période. Ce document est

établi en deux exemplaires : le premier reste en possession du responsable de la fourrière, le deuxième est remis au propriétaire.

Article 8. - Les infractions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9. - L'arrêté préfectoral du 5 décembre 1973 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 10. - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Villefranche, les Maires, le Directeur Départemental des Services Vétérinaires, les Vétérinaires Sanitaires, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie du Rhône, les Commissaires de Police et tous Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet immédiatement, sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et devra être affiché dans toutes les communes.

Fait à Lyon, le 25 mars 1977

LE PREFET

pour le Préfet du Rhône :

le Secrétaire Général

signé Alain DUFOIX

Circulaire ministérielle du 28 octobre 1968 n° 860 C

DIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES

Paris, le 23 octobre 1968

Bureau : 6°

Poste : 25.09.

D.S.V. n° 9 251

Objet. - Prophylaxie de la rage. Vaccination.

Le Ministre de l'Agriculture

à MM. les préfets des départements de :

- Ardennes,
- Meurthe-et-Moselle,
- Moselle,
- Meuse,
- Rhin (Bas-),

A la suite de l'apparition de la rage chez les carnivores sauvages dans le département de la Moselle, en mars 1968, et de son extension dans ce département, j'ai invité les préfets de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle et du Bas-Rhin à prescrire l'application des dispositions du décret du 14 février 1940 dans les zones infectées ou les plus immédiatement menacées, à savoir :

- dans une zone frontalière d'une profondeur de vingt kilomètres dans les trois départements précités;
- sur la totalité du territoire des arrondissements de Thionville et de Metz, dans la Moselle.

La stricte application de certaines dispositions de ce décret - en l'occurrence l'interdiction de

la circulation des chiens non pourvus d'une muselière et non tenus en laisse - revenait, en fait, à entraver l'exercice de la chasse et s'est heurtée à de grandes difficultés.

Il est donc apparu nécessaire de recourir à des mesures permettant de concilier la pratique de la chasse tout en limitant les risques que peuvent présenter, pour la santé humaine, les chiens mordus ou roulés hors de la présence de leur maître par un animal enragé.

J'ai décidé à cette fin, après consultation des personnalités qualifiées des Ecoles Nationales Vétérinaires et de l'Institut Pasteur de Paris, de vous inviter à prescrire, dans les zones d'application du décret du 14 février 1940 précédemment définies, que les chiens pourront être utilisés pour la chasse sans muselière ni laisse, dès lors que sera apportée la justification de leur vaccination antirabique ; la même justification sera exigée pour les chiens de berger et de bouvier.

Il convient, pour traduire cette décision dans les faits, que dans les départements de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle et du Bas-Rhin, les arrêtés déjà pris sur mon invitation en application des dispositions du décret du 14 février 1940, soient - sans attendre, remplacés par un arrêté préfectoral établi conformément au modèle joint aux présentes instructions.

Il est d'autre part indispensable, compte tenu de la récente apparition de cas de rage en Belgique, à proximité immédiate des frontières des Ardennes et de la Meuse, que les mêmes dispositions soient appliquées dans la zone frontalière s'étendant sur vingt kilomètres de profondeur à l'intérieur du territoire de chacun de ces deux départements.

En conséquence, l'arrêté préfectoral du modèle joint doit, sans délai, être aussi publié dans les départements des Ardennes et de la Meuse.

J'estime nécessaire, en outre, d'insister sur le fait que la vaccination antirabique ne saurait, en aucun cas, motiver d'exception à l'application des mesures réglementaires imposant l'abattage immédiat de tout chien mordu ou roulé par un animal enragé (Code rural, art. 232, et décret du 6 octobre 1964, art. 12).

En effet, si la vaccination antirabique constitue un incontestable facteur de sécurité pour la santé humaine ou animale, une absence de protection vaccinale, liée éventuellement à des causes non imputables au vaccin peut, exceptionnellement, être observée.

Il va de soi, dans ce cas, que le risque de transmission de la rage à l'homme, si minime qu'il puisse être, ne peut être accepté ni couru.

Vous voudrez bien m'adresser le texte de l'arrêté préfectoral pris en application des présentes instructions et me rendre compte des difficultés que, éventuellement, vous aurez rencontrées pour son application.

Pour le ministre et par
délégation :

Le Directeur des Services vétérinaires
E. MATHIEU.

B I B L I O G R A P H I E

1. BAILLY R.

Immatriculation par tatouage : les vétérinaires
à la botte de l'administration.
Dépêche vétérinaire n° 13 28 mars 1980.

2. CARRE E.

Le commerce des chiens et des chats.
Ministère de l'agriculture. Direction de la
qualité. Service de la répression des fraudes
et du contrôle de la qualité.
Centre national de formation et de perfection-
nement 2 rue Saint Pierre 34 000 Montpellier
Editeur . 1979.

3. CHOMEL B., FRANCK M., JOUBERT L.

L'identification des animaux de rente et de
compagnie.
Revue de Médecine Vétérinaire 1980, tome 131,
n° 2, 101-123

4. C.N.P.A.(Centre national de protection animale) 17 rue Alfred Roll Paris 17^e.

- Monographie sur le tatouage : en cours
d'élaboration.
- Extraits des procès verbaux des réunions
du conseil d'administration.

5. COLLET B.
Les animaux de compagnie dans la cité.
Thèse Doct. Vét. Lyon 1980.
6. DESCOTES G.
Règlementation actuelle de la rage en France
(1977). Commentaires.
Thèse Doct. Vét. Lyon 1977.
7. GENEVOIX J.P., LAZIEUX A., AUTEFAGE A.
Accidents liés à l'anesthésie des petits
carnivores.
Revue Médecine Vétérinaire 1980 13, 2, 853-855.
8. HERVE-BREAU F.
Contribution à l'étude de l'identification
du chien.
Thèse Doct. Vét. Alfort 1974.
9. HUGON R.
La lutte contre la rage sur le terrain.
Bull. Soc. Sci. Vet. et Med. comparée Lyon
1980, 82, n° 1, 49-59.
10. MAERTENS J.T.
Le dessin sur la peau
Aubier Montaigne Editeur Paris 1978.
11. MAITRE M.
Contribution à l'étude de l'identification
des bovins : l'identification double ou
pérenne dans les pays de Loire.
Thèse Doct. Vét. Lyon 1978.

12. MICAUX P.

L'homme et l'animal.

Documentation française Editeur Paris 1980.

13. WALKER D.N.

Registration of dog (correspondance)

Canadian Veterinary Journal 1976, 17 (12)

322 (EN)

T A B L E D E S M A T I E R E S

	Pages
<u>I N T R O D U C T I O N</u>	5
<u>1ère P A R T I E : G E N E R A L I T E S</u>	6
A. Marques cutanées chez l'homme	6
1. Dans les sociétés primitives	6
2. Dans les sociétés à écriture	6
B. Identification des animaux	7
1. Raisons de l'identification.	7
a. Signe de propriété	7
b. Raisons économiques et zootechniques.	8
c. Raisons sanitaires	8
d. Raisons zoologiques et éthologiques	9
2. Qualités des moyens d'identification	9
a. Unicité	9
b. Indébilite	10
c. Permanence. Inviolabilité	10
3. Les exigences d'une bonne identification	10
4. Diverses méthodes d'identification chez les animaux	10
a. Méthodes descriptives	11
b. Méthodes par apposition de marques	15
c. Méthodes combinées	19
d. Méthode électronique.	19
<u>2ème P A R T I E : L E T A T O U A G E D E S C A R N I V O R E S</u>	21
<u>C H A P I T R E 1er : B A S E S L E G A L E S</u>	21
A. Mise en place de l'identification par tatouage	21
B. Personnes autorisées à tatouer	22
C. Le processus d'identification	22

D. Identification obligatoire pour certains établissements	22
E. Tatouage en corrélation avec la rage	23
F. Bilan. Projets	30
<u>CHAPITRE 2 : DONNEES NUMERIQUES</u>	37
A. Chez le chien	37
B. Chez le chat	43
<u>CHAPITRE 3 : SITUATION A L'ETRANGER</u>	51
A. Dans les pays de la C.E.E.	51
B. Dans les autres pays	56
<u>CHAPITRE 4 : REALISATION PRATIQUE</u>	60
A. Principe général	60
B. Matériel	61
1. Les pinces	61
a. AXA 280	61
b. Pinces 7 cases 7 mm	65
c. Pince TITAN Nova	65
d. Pinces 6 cases 10 mm	68
2. Les dermographes ou tatoueurs électriques 68	
a. A lames vibrantes sans réserve d'encre 70	
b. A moteur avec réserve d'encre	70
3. L'encre	72
C. Contention	73
1. Contention physique	73
2. Contention chimique	74
a. Tranquillisation	74
b. Anesthésie générale	74

D. Techniques	74
1. Préparation de la région à tatouer	74
2. Tatouage proprement dit	75
a. A la pince	75
b. Au dermographe	77
E. Accidents consécutifs au tatouage	79
F. Fichier central et fiches d'identification	80
1. Fiches du chien	81
2. Fiches du chat	81
3. Problèmes posés par la tenue des fichiers	85
a. Gestion	85
b. Mise à jour	85
<u>3ème P A R T I E : DISCUSSION. TRAVAUX PERSONNELS</u>	89
<u>CHAPITRE 1er : CHOIX DE LA METHODE ET DU LIEU</u> <u>DE TATOUAGE</u>	89
A. Comparaison pince - dermographe (normalisation des caractères)	89
B. Choix d'une méthode	90
C. Choix d'un lieu	91
1. Tenant à l'animal	91
2. Tenant au propriétaire	93
<u>CHAPITRE 2 : ENQUETES</u>	94
A. Auprès des vétérinaires	94
B. Auprès des propriétaires	95
1. Exposition canine de Bourges 21 et 22.2.81	95
2. Exposition féline de Lyon 28.2 et 1.3.81	105

<u>CHAPITRE 3 : BILAN - PERSPECTIVES</u>	106
A. Le tatouage : possibilités et limites	106
1. Qualités et valeur	106
2. Avantages	107
3. Inconvénients	109
B. Intérêt du tatouage face aux problèmes actuels	109
C. Perspectives	111
CONCLUSIONS	113
ANNEXE : TEXTES LEGISLATIFS	116
BIBLIOGRAPHIE	179
TABLE DES MATIERES	182
